

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE – N° 13454 – 6 F   Fondateur : Hubert Beuve-Méry   Directeur : André Fontaine   LUNDI 2 MAI 1988

Crise politique en Thaïlande

Pour mettre fin aux dissensions qui menaçaient la cohésion de son gouvernement, le premier ministre thaïlandais Prem Tinsulanonda, a dissous, vendredi 29 avril, l'Assemblée nationale et fixé au 24 juillet les prochaines élections législatives. Cette dissolution a lieu alors que la législature n'en est qu'à mi-parcours. La Chambre des représentants, composée de pas moins de quinze partis politiques, avait été élue pour quatre ans en juillet 1986, après une dissolution déjà décidée par le général Prem.

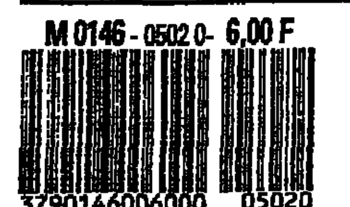
Depuis le renversement de la monarchie absolue, en 1932, la vie politique thaïlandaise a été souvent heurtée, les militaires se débarrassant à plusieurs reprises, par la manière forte, des gouvernements qui ne leur convenaient plus. Il leur est arrivé également d'étaler leurs propres désaccords. M. Prem, aujourd'hui âgé de soixante-sept ans, est d'ailleurs lui-même un ancien chef de l'armée de terre, le poste le plus influent au sein des forces armées.

Mais, depuis son accession au pouvoir, en 1980, il est parvenu à discipliner quelque peu la vie politique après avoir surmonté deux tentatives de putsch et remporté deux élections générales. Il a toujours su, en temps de crise, se ménager l'appui du roi Bumiphol, monarque constitutionnel dont le prestige est exceptionnel. En outre, après avoir fait face, il y a quelques années, à la récession, l'économie thaïlandaise a retrouvé son dynamisme, au point qu'elle devrait, avant la fin du siècle, rejoindre le peloton des nouveaux pays industrialisés.

Tout gouvernement doit, cependant, s'accommoder d'un système politique qui favorise le clientélisme et la multiplication de formations politiques sans programme et sans doctrine. Les coalitions gouvernementales sont donc fragiles. Cette fois, le général Prem a tiré la leçon de la défection d'une fraction des voix du Parti démocrate, principale formation de la majorité parlementaire.

Il a ainsi devancé une motion de censure, déposée par l'opposition pour le 9 mai, et qui risquait d'être adoptée, l'armée s'étant, pour une fois, cantonnée dans la neutralité. En effet, entre le général Prem et l'actuel patron de l'armée, le général Chaovalith, une certaine tension existe. Le prestige du second a souffert des graves incidents de frontière, au début de l'année, avec le Laos, les troupes thaïlandaises s'étant montrées incapables de repousser leurs vis-à-vis loatiens retranchés sur trois collines. Atteint par la limite d'âge en mai, le général Chaovalith pourrait à son tour, à l'occasion du scrutin du 24 juillet, faire son entrée en politique. Déjà, certaines formations de l'opposition, dont les démocrates dissidents, le courtisent.

En dépit de ces luttes, qui ne passionnent pas toujours les quelque 55 millions de sujets du roi, la Thaïlande semble avoir trouvé un certain équilibre sous le règne de Bumiphol, qui deviendra, le 5 mai, le plus long de la dynastie des Chakri, fondée à la fin du XVIII[e] siècle. Ayant renoué avec une expansion rapide, le royaume des « hommes libres » demeure, apparemment, l'Etat le plus équilibré d'une région où la paix est encore loin d'être revenue.



M 0146 - 0502 0- 6,00 F
3790146006000 05020

Cortèges syndicaux, manifestation du Front national, mobilisation policière

La «récupération» du 1er mai par M. Le Pen pèse sur la campagne présidentielle

Le rassemblement prévu dimanche 1er mai par M. Le Pen au jardin des Tuileries, à Paris, alors que plusieurs cortèges syndicaux devaient défiler dans la capitale, pèse sur la campagne présidentielle. Le président du Front national a lancé un appel à la droite classique et a fait l'objet de sollicitations. Ainsi, dans un entretien à « Valeurs actuelles », le ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua, assure que le FN se réclame « des mêmes valeurs que la majorité ».



M. Jacques Chirac s'étant remis en selle, face à M. François Mitterrand, lors de leur débat télévisé, comme un candidat pour lequel son « camp » peut se mobiliser pour « sauver les meubles » au second tour, l'heure est à la préparation de l'avenir. Les chiraquiens s'emploient à attirer, le 8 mai, le plus grand nombre possible d'électeurs de M. Jean-Marie Le Pen, mais le débat ouvert aujourd'hui est, déjà, celui du destin futur de la droite.

M. Le Pen a posé, dans *le Figaro-Magazine*, ses conditions. Nous voulons les places, dit-il sans ambages : les places dans les municipalités – alliances en mars 1989, – les places à l'Assemblée nationale – modification du mode de scrutin – et la place du roi, aussi, dans les discours, qui doivent traduire « *une véritable réforme intellectuelle, morale et politique* ».

Sur ce dernier plan, le président du Front national a été entendu.

PATRICK JARREAU et DANIEL CARTON.

(Lire la suite page 6.)

L'engagement américain dans le Golfe

Washington accentue la présence de ses navires

PAGE 4

Les prévisions de l'OCDE

Révision en hausse du taux de croissance des pays industriels

PAGE 13

Mgr Pimène reçu par M. Gorbatchev

La rencontre du chef de l'Eglise orthodoxe russe et du secrétaire général du PCUS : une « première » depuis Staline

PAGE 3

Un espoir pour le SIDA ?

Un vaccin mis au point aux Etats-Unis donnerait des résultats positifs

PAGE 16

«Grand Jury RTL-*le Monde*»

Spécial 1er mai : de 18 h 15 à 19 h 30, une analyse de la situation politique avec les interventions de journalistes de plusieurs quotidiens régionaux

« Spécial Campus »

Avec notre prochain numéro, daté 3 mai, un supplément de 80 pages : jeunes diplômés, l'entrée dans la carrière.

Le sommaire complet se trouve en page 16

Lire également

Deux ans après la catastrophe

Guerre de tranchées à Tchernobyl

Deux ans après l'explosion d'un réacteur nucléaire à Tchernobyl, en Union soviétique, la région vit toujours sur le pied de guerre.

TCHERNOBYL
de notre envoyé spécial

Un avant-goût de fin du monde. Dès qu'on pénètre dans la « zone à régime spécial » – un rayon de 30 kilomètres autour de la centrale nucléaire, – la vie s'arrête. Tout est silencieux, immobile, figé. Dans les villages aux palissades colorées, les maisons commencent à perdre leurs volets et les potagers se transforment en terrains vagues, envahis par de hautes herbes que l'hiver a séchées sur pied. Alentour, les champs incultes retournent à la steppe. Pas âme qui vive dans les chaumières. Même les cigognes ont déserté leurs nids.

A Pripiat, la ville champignon qui accueillait les employés de la centrale, la désolation est pire, car la nature n'a pas encore repris ses droits dans cet univers de bitume et de béton. Ce que les Soviétiques considéraient comme « *la ville atomique la plus pimpante du pays* » – en fait, une cité HLM rappelant Sarcelles ou La Courneuve – est devenu un décor de film d'épouvante : façades aux fenêtres ouvertes sur le vide, carreaux cassés, fils à linge en déroute, antennes tordues où se posent les corbeaux. Des pelouses et plates-bandes qui égayaient l'ensemble, il ne reste que des labours recouverts de sable d'où émerge parfois un toboggan ou une balançoire. On dirait que les 49000 habitants de Pripiat ont quitté leur cité hier, après le sac de la ville par quelques barbares méthodiques.

Les routes qui sillonnent ce *No man's land*, en revanche, connaissent *une activité fébrile.* Des norias de camions se croisent, chargés d'engins de chantier, de sable, de ballast, voire de mobilier à évacuer – il en reste ! Beaucoup de véhicules militaires parmi eux, y compris quelques blindés pour l'accès aux secteurs les plus contaminés. Des camions-citernes passent et repassent pour arroser le bitume, car il faut éviter à tout prix que la poussière entraîne avec elle les radioéléments crachés naguère par le réacteur en folie. De poste en poste, des soldats masqués de coton blanc contrôlent les pneus avec leurs dosimètres en forme de crosse de hockey. Même dans le ciel balayé par le vent d'hiver – il n'est pas fini en Ukraine, – des hélicoptères ratissent l'espace à la recherche de signaux radioactifs. On semble se livrer là à une guerre atomique avec les moyens d'une guerre de tranchée...

Deux ans après l'explosion du réacteur numéro 4, Tchernobyl reste donc sur le pied de guerre. Le « kombinat », qui assure en même temps la production d'électricité et la décontamination du site, comprend dix mille personnes.

ROGER CANS.

(Lire la suite page 8.)

Le XXV[e] MIP-TV à Cannes

L'appétit frustré des télévisions

Le Marché international des programmes de télévision, MIP-TV, fête joyeusement son vingt-cinquième anniversaire à Cannes, sur fond d'élection présidentielle.

CANNES
de notre envoyée spéciale

Est-ce le soleil qui inonde la Croisette depuis le début du MIP ? Le nombre toujours plus grand de participants ? La bonne santé d'un marché bel et bien en croissance, ou la perspective des frontières qui éclatent ?

L'appétit des télévisions paraît être insatiable : il leur faut toujours plus. Plus de fiction de tout genre : dramatiques, feuilletons, séries, comédies, *soap-operas*, téléfilms. Plus d'informations : documentaires, reportages, programmes sciences-santé, magazines boursiers... Plus de jeux : les formules sont transposables d'un pays à l'autre et se vendent avec décors et mode d'emploi. Plus d'idées surtout. On les repère, on les exploite et on les jette quand elles sont épuisées. On scrute les sondages, mais on marche en fait essentiellement à l'intuition. En pariant.

Mais à l'heure où le MIP, qui fête son quart de siècle, affiche sans vergogne une belle sérénité, les professionnels sont encore pris de doute sur l'avenir des télévisions françaises. Subsistera-t-il l'an prochain six chaînes généralistes ? Peut-on se fier aux quotas institués par les autorisations ou bien peut-on d'ores et déjà prévoir leur assouplissement par une CNCL new-look ?... « *Vous êtes impossibles, vous Français*, rappelait jeudi un producteur de Los Angeles. *A chaque printemps lorsque je viens en France pour traiter avec vous, vous attendez fiévreusement l'issue d'une élection ou vous êtes encore sous le choc d'un scrutin très récent ; vous m'annoncez la création d'une nouvelle commission ou bien, comme aujourd'hui, sa prochaine disparition ; vous me présentez de nouveaux présidents de chaîne, mais j'ai à peine le temps de reconnaître leur nom que vous pariez déjà sur leurs remplaçants. Comment diable espérer travailler avec vous !* »

Pourtant, en apparence, les chaînes font front. TF 1 se proclame unique sur de larges affiches le long de la Croisette. Antenne 2, elle, revendique la « *passion* » au point d'agacer par des posters voyants une « Une » bien susceptible.

ANNICK COJEAN.

(Lire la suite page 11.)

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 2 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 175 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 180 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 14 cs. ; Suisse, 1,80 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 1,75 $.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.





Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IX°

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Il y a sept ans

L'entre-deux-tours...

CE *samedi* 2 mai 1981, M. Valéry Giscard d'Estaing devait se résigner : son « allié », M. Jacques Chirac, *ne se montrerait décidément* pas à Pantin, au meeting que le président-candidat organisait le lendemain. Il l'avait *pourtant expressément prié, oralement,* puis par lettre – afin qu'une trace demeure... – de venir ainsi manifester *publiquement* son ralliement, à l'occasion, écrivait-il, de *« la plus importante réunion de la campagne du second tour qui m'oppose à M. François Mitterrand ».* En vain. Or on était, comme aujourd'hui, exactement à mi-course entre la première *manche* du scrutin *présidentiel*, le 26 avril 1981, et la finale du 10 mai.

Le candidat socialiste, lui, pouvait se montrer *plus serein : dès le surlendemain* du premier tour, le Parti communiste, assommé par l'échec sévère de *M. Georges Marchais – 15,34 %, contre* 25,84 % à M. Mitterrand, – avait annoncé son *« soutien sans condition »* au représentant de la gauche resté en compétition. Les communistes savaient que M. Mitterrand ne se prêterait à aucune négociation ni concertation.

Pour la suite, en revanche, le PCF avait posé une condition que M. Pierre Juquin, porte-parole à l'époque de sa direction, exprimait ainsi, à l'issue de la réunion du comité central du 28 avril : *« L'exigence d'une participation communiste à un éventuel gouvernement de gauche reste entière. »* Et M. Marchais confirmait : pas de soutien à un gouvernement sans ministres communistes.

Mais le 1er mai, à Montpellier, un Mitterrand particulièrement acerbe à l'égard du *« candidat finissant »* – son adversaire, – pugnace et ironique, enregistrait le concours du peuple communiste à son entreprise sans répondre au PCF lui-même : *« Je remercie les électeurs et électrices communistes qui ont décidé de se joindre à nous* [...]. *On croit parfois que ces choses me gênent. J'entends dire :* « Otage ! ». *Mais je suis le seul à avancer d'un pas libre ! »*

Giscardiens et chiraquiens d'un côté. Socialistes et communistes de l'autre. Toute la semaine a donc été dominée par cette nécessité, dans l'un et l'autre camp, de masquer plaies et égratignures par des pansements d'urgence, de trouver des arrangements, de regrouper des forces dissociées. Deux ménages brisés, deux couples désunis contraints de faire mine au moins de s'accorder, le temps d'un scrutin.

Savamment, on commença à parler de cette *« bipolarisation dédoublée »* qui voit l'affrontement droite-gauche – si souvent proclamé « dépassé », mais toujours *recommencé* – compliqué de tenaces concurrences internes (RPR contre UDF, PC contre PS). *« La France pliée en quatre », dit-on encore*, ce qui ne posait pas si mal le problème. Mais la figure ne pouvait pas prévoir que, sept ans plus tard, le *surgissement d'un cinquième larron rendrait* impraticable et donc caducs, au moins provisoirement, ces agencements en forme *de partie de cartes.*

La débâcle du Parti communiste

Une donnée pourtant frappa d'emblée l'ensemble de l'opinion : la (première) débâcle du Parti communiste. Descendu des sommets de l'immédiat après-guerre (28,3 % en novembre 1946), il paraissait stabilisé autour de 20 % des suffrages. Encore bien encadré, toujours bien implanté localement, personne ne lui prédisait pareille chute : 15,34 %. La sanction était rude. M. Georges Marchais récoltait d'un coup – mais ce n'était pas le dernier – le fruit de ses errements : la rupture de l'union de la gauche en septembre 1977, sa bruyante approbation – depuis Moscou – de l'intervention soviétique en Afghanistan, le buildozer du maire communiste de Vitry-sur-Seine endommageant un foyer qui abritait trois cents travailleurs maliens (rejetés par la municipalité giscardienne de Saint-Maur...). L'archaïsme de son discours recyclé « classe contre classe ».

Et, plus que tout sans doute, l'inanité de *sa violente campagne antisocialiste alors* qu'une bonne partie de l'électorat communiste se disposait à voter utile, tout bête*ment pour « battre Giscard ».* Mais sans doute avaient joué, plus en profondeur, d'autres facteurs de mutation qui « *travaillent » encore aujourd'hui notre* magma sociopolitique.

En 1972, après la signature du programme commun, M. François Mitterrand avait dit à Vienne, en Autriche, à ses homologues de l'Internationale socialiste, que le PS, en France, nourrissait l'ambition de démontrer un jour que, sur cinq millions d'électeurs communistes, trois *millions* pouvaient être amenés à voter socialiste. La direction du PCF, par erreur, l'avait bien aidé à progresser vers



SIPA

Le face-à-face de M. Valéry Giscard d'Estaing et de M. François Mitterrand, le 5 mai 1981.

cet objectif. Et la démonstration était, dès ce moment, à *moitié faite.*

Le thème de la « force tranquille », le leitmotiv du « changement », la dénonciation du drame du chômage (avec d'imprudents engagements...), martelés par le candidat socialiste, ont introduit dans le débat un parfum d'utopie, de rêve approché (gare aux désenchantements quand viendront les jours de grise réalité !). Pour l'heure, M. François Mitterrand se fait, à la fois, plus œcuménique et plus incisif. Dès le 27 avril, M. Lionel Jospin déclarait que M. Mitterrand n'appartenait *« plus seulement au Parti socialiste ».* Il se voulait candidat du *« rassemblement populaire pour le redressement national ».*

Comme naturellement, outre M. Marchais, se désisteraient pour lui Mme Arlette Laguiller (LO), 2,30 % des voix, et Huguette Bouchardeau (PSU), 1,10 %, ainsi que M. Crépeau (MRG), 2,21 %. L'écologiste Brice Lalonde – 3,88 % – ne donnait, lui, pas de consigne de vote. *Enfin la CGT, le 29 avril,* à l'unanimité de sa commission exécutive, appelait à voter Mitterrand.

Mais tout cela n'aurait pas *suffi*. Arithmétiquement, la droite totalisait au premier tour plus de suffrages (49,28 %) que la gauche (46,79 %). Il fallait encore que le socialiste tire quelque bénéfice de la « discorde chez l'ennemi » chère à Clausewitz.

Il semblait bien se créer une dynamique qui devrait amener des Français venus d'ailleurs, du centre ou de la droite, simplement lassés d'être gouvernés depuis vingt-trois ans par ces mêmes équipes qui ne paraissaient pas dominer l'événement avec un talent particulier. La personnalisation de ce type de scrutin aidant, on en oubliait d'interroger M. Raymond Barre, premier ministre en place, ce *« meilleur économiste de France »* au dire du chef de l'Etat, qui ne parvenait pas à juguler une *inflation* hissée à l'altitude respectable de 14 % l'an. Un homme singulier qui, un jour d'irritation, avait lancé aux chômeurs *qu'ils n'avaient qu'à créer leurs entreprises...*

Véritable guérilla

Mais on guettait surtout les effets, en phase finale, de la véritable guérilla que menait, depuis 1977, M. Jacques Chirac contre ses partenaires. Statistiquement *parlant, le maire de Paris ne se tirait pour*tant pas mal de l'aventure. Avec 17,99 % des suffrages, il dépassait le total de la *liste qu'il conduisait en 1979* avec M. Michel Debré lors des élections européennes (16,24 %), et plus encore M. Chaban-Delmas à la présidentielle de 1974 (15,10 %). Son autorité sur le RPR n'était pas atteinte, alors qu'en 1988 la question peut se poser s'il est battu. Mais que pouvait-il faire de cette situation par lui créée ?

D'abord, enrager. Il ne cacha pas son humeur, et il publia dès le lundi matin 27 avril une assez pittoresque déclaration du style « je-t'aime-moi-non-plus ». Puisqu'il ne restait que deux candidats, disait-il, *« il n'y a pas lieu à désistement ».* Or donc : *« Le 10 mai, chacun devra voter selon sa conscience. A titre personnel* [...] *je ne puis que voter pour M. Giscard d'Estaing. »* Il n'engageait pas le RPR et ne lui donnait même pas de consigne.

Qu'avait-il donc espéré ? Devancer M. Mitterrand et disputer le titre au second tour, face au président sortant. *Croyait-il le battre ? Pas sérieusement* sans doute, puisqu'il avait livré cet autre pronostic très peu de temps avant le vote : *« Je ferai 18 %. Là-dessus, 12 % iront à Giscard au second tour, 3 % s'évanouiront dans la nature, 3 % iront à Mitterrand... Et Mitterrand sera élu ! »* Bonne analyse prévisionnelle, celle-là, qui ne l'accablait pas de chagrin.

Quand, en mai 1974, M. Giscard d'Estaing, *nouveau président*, avait fait de M. Chirac son premier ministre, il acquittait une dette : le jeune député de la Corrèze, en provoquant la dissidence de quarante-trois autres élus « gaullistes » en faveur du candidat giscardien, avait à la fois assuré la défaite de celui de l'UDR, M. Jacques Chaban-Delmas, et la victoire de l'homme qui avait dénoncé jadis *« l'exercice solitaire du pouvoir »* par le général de Gaulle.

Mais M. Giscard d'Estaing misait aussi *sur lui pour « casser » cette* UDR – *avatar* du néogaullisme en ce temps – et concourir, avec ceux qu'il entraînerait, à la formation d'une *« grande fédération »* des centres vers laquelle le poussait M. Michel Poniatowski. L'affaire tardant à se concrétiser, le mandat fut très vite modifié : il était demandé à M. Chirac de *« giscardiser »* l'UDR afin que l'ensemble de la majorité fût giscardienne au plus tôt et que soient effacées toutes traces de cet « Etat UDR » que Ponia ne cessait de dénoncer.

« L'esprit du système »

Le premier ministre interpréta la consigne à sa façon : en bousculant les « barons » du parti gaulliste et en s'emparant à la hussarde, fin 1974, de la direction de l'UDR. Il proposa alors la création d'un « comité de coordination de la majorité » qu'il offrait au service du président. L'idée en devint obsessionnelle et sa logique le conduisit à soutenir que le premier ministre, donc lui-même, devait se voir confier la charge de cette « organisation » de l'ensemble de la majorité : *« C'est ça l'esprit du système »*, soutenait-il. Mais ce diable d'homme n'est-il pas en train de monter en réalité une OPA pour phagocy*ter tout son voisinage ?... commencèrent* à se demander ses partenaires.

Il crut pourtant avoir gagné, un certain 24 mars 1976, quand le chef de l'Etat, vêtu de tristesse, annonça à la télévision qu'il confiait en effet *« à Jacques Chirac le soin de coordonner et d'animer l'action des partis politiques de la majorité, en respectant bien entendu leur personnalité propre ».* Deux mois plus tard, le « roi » avait repris son pouvoir le plus absolu ; réformateurs et républicains indépendants se mitonnaient un pacte préférentiel (ébauche de l'UDF) ; et l'UDR se sentait à nouveau menacée. Le 25 août 1976, M. Jacques Chirac claquait la porte, clamant : *« Je ne dispose pas des moyens que j'estime aujourd'hui nécessaires pour assurer efficacement mes fonctions de premier ministre. »* Il avait rompu les *chiens, convaincu qu'on s'était joué de lui,* braqué contre les centristes de toute espèce et tendu vers des revanches.

Peut-on dès lors être *surpris* que soit ressortie en 1988, sous la plume de M. Edouard Balladur, cette idée d'un grand parti conservateur unique auquel, bien entendu, le RPR apporterait le plus gros du capital, le « noyau dur », en quelque sorte ? M. Chirac n'abandonne pas volontiers un combat, une entreprise.

En 1981, M. Giscard d'Estaing ne pouvait pas espérer mieux de lui qu'un ralliement du bout des lèvres, qu'il devait confirmer très sobrement le lendemain du duel télévisé Mitterrand-Giscard, deux jours avant le scrutin du deuxième tour. Il avait laissé le sortant ferrailler seul contre l'épouvantail, pourtant bien décharné, du péril communiste. Il assistait sans émoi à sa défaite.

Certains, à l'époque, apercevaient la silhouette resurgie du feutre à large bord de Blum derrière le candidat socialiste. On aurait cherché en vain celle du képi du général.

GEORGES MAMY.

Une brochure du « Monde diplomatique »

« Le libéralisme contre les libertés »

La nouvelle brochure Manière de voir 2, publiée par Claude Julien et l'équipe du *Monde diplomatique*, « Le libéralisme contre les libertés », est dérangeante. Elle rompt en effet avec la torpeur intellectuelle ambiante, encore illustrée par la platitude des débats de la campagne électorale. Dans notre société trop polie pour être honnête, avoir une opinion et la défendre constitue l'expression du non-conformisme suprême.

De mai 1978 à février 1988, les auteurs ont repéré l'arrivée de la vague libérale puis constaté et analysé ses conséquences. Ils s'expriment sans détour et sans précaution particulière, y compris, et cela mérite d'être souligné, à l'égard du rôle joué par les médias dans le déferlement de cette *« bouillie pour les chats »* – comme dirait le chef de l'Etat – laborieusement traduite de l'anglais ou de l'américain à l'usage des populations hexagonales. Sur le modèle anglo-saxon, *quelques clubs et fondations* s'appliquent, au nom d'une abusive défense de la liberté (sans « s »), à imposer le nouveau code de références tandis que les écrans et les antennes accueillent complaisamment, à titre de dérivatif social, les artistes de variétés qui acceptent de tenir le rôle de dames patronesses.

La pseudo-science « gestionnaire »

Le renversement des valeurs intellectuelles s'est opéré, en France, durant le septennat de Valéry Giscard d'Estaing. Aux thèmes égalitaires a succédé l'exaltation de l'individualisme. Des « nouveaux économistes » à la « nouvelle droite », la sacralisation du marché et la glorification de l'élitisme *ont accompagné la montée continue du chômage et de ce* que l'on nomme, par facilité de *langage, la « crise ».*

Il n'est pas inintéressant de constater que c'est le Front natio*nal qui, le premier, dès 1974, s'est* engagé dans cette œuvre de restauration idéologique. Ce faisant, il *rompait avec la tradition* anticapitaliste de l'extrême droite française.

Après l'élection en 1981 de François Mitterrand, néo-gaullistes et néo-giscardiens ont rivalisé dans *l'exploitation du filon,* déportant ainsi toujours plus à droite les équilibres de notre société. *Au point même qu'à l'occasion du* scrutin présidentiel de 1988 il devint soudain urgent pour Jacques Chirac comme pour Raymond Barre de redécouvrir l'importance du thème de la solidarité. Le krach *boursier était, il est vrai, passé par* là, et la politique ne pouvait plus continuer de se faire uniquement à la corbeille. *La loi de la jungle a ses* contrecoups, et, de la mainmise RPR sur les « noyaux durs » des sociétés privatisées aux scandales financiers qui ont, notamment, secoué les Etats-Unis, les consé*quences les plus négatives n'ont* guère tardé.

De Mgr Dupanloup, avant-hier, à *Jean-Marie Domen ch, hier,* les thèmes des libéraux se révèlent stables. La brochure du *Monde diplomatique* en fournit de nombreuses illustrations. Leurs analyses se ramènent toujours à la *description d'un avenir catastro*phique dès lors que la moindre régulation est imposée aux logiques du *marché*, dès lors que la loi et le règlement prétendent introduire une certaine égalité des *chances au détriment du règne des* plus forts. Cette démarche traditionnelle se trouve à présent *confortée, en vertu de la vigilante* solidarité des élites sociales, par une pseudo-science « gestion*naire » qui s'applique, elle aussi,* a repoussé les finalités humaines de toute démarche politique.

Par un apparent paradoxe, cette évolution française, dans le droit fil d'un mouvement qui a touché les *principales démocraties occiden*tales, aura correspondu à la présence à l'Elysée d'un socialiste. Et *il n'est pas improbable que ce* paradoxe perdure. Peut-être faut-il voir là cette fonction de garde-fou *que le peuple* français avait déjà naguère confiée aux forces de gauche, que ce soit face à la montée du fascisme, en 1936, ou pour rétablir les institutions démocratiques, en 1946. Comme s'il ne voulait voir dans ces partis que les héritiers du courant républicain et les garants du bon fonctionnement des règles démocratiques, et non les outils d'une modification des équilibres économiques et sociaux.

THIERRY PFISTER,
directeur de la Revue politique et parlementaire.

★ *Manière de voir 2 :* « Le libéralisme contre les libertés », 96 pages, 38 F.

Etranger

URSS : une « première » depuis Staline

Le patriarche de l'Eglise orthodoxe a été reçu au Kremlin par M. Gorbatchev

MOSCOU
de notre correspondant

Poursuivant sans pause son entreprise de consolidation du front de la « perestroïka », M. Gorbatchev en a directement appelé, vendredi 29 avril, au soutien des croyants et de leurs métropolites.

Recevant pour la première fois, dans la salle Catherine du Kremlin, le patriarche et tous les plus hauts dignitaires de l'Eglise orthodoxe russe, le secrétaire général a, en effet, exprimé « *le désir que* [le millénaire du baptême de la Russie] *soit marqué par l'unification des croyants de notre pays, de tous les travailleurs, en faveur de notre grande cause commune de la reconstruction, du renouveau du socialisme et de la complète réalisation de son potentiel éthique humaniste* ».

Ayant longuement souligné que l'Eglise « *priait ardemment pour le succès du processus de restructuration* », Mgr Pimène a fait valoir, quant à lui, que « *tous les problèmes de la vie de l'Eglise n'avaient pour l'instant pas reçu leur solution* » et qu'il « *espérait qu'ils allaient, dans l'atmosphère de développement des principes démocratiques,* [en] *trouver qui soient favorables à l'Eglise et avantageuses pour notre Etat* ».

Annoncé, en ouverture des « Vremia », le grand journal télévisé du soir diffusé dans toute l'Union soviétique, ces entretiens du secrétaire général du parti aveve le chef de l'Eglise orthodoxe n'ont qu'un seul précédent : celui de Staline et de Mgr Serge pendant la seconde guerre mondiale. Menacé par l'offensive des troupes nazies, le « petit père des peuples » avait alors procédé à une très relative ouverture en tempérant les persécutions contre l'Eglise et en faisant appel aux valeurs nationales et à l'union dans la défense de la patrie.

La situation du secrétaire général n'a évidemment rien de comparable aujourd'hui, mais cet inévitable rapprochement dit à la fois toute l'importance du geste de M. Gorbatchev et toute sa volonté de s'assurer le rapport de forces nécessaire à l'adoption de ses projets de réformes politiques. Recevant le même jour les dirigeants du Parti communiste d'Uruguay, M. Gorbatchev leur a d'ailleurs déclaré que la conférence du parti convoquée pour la fin juin serait l'occasion de « *sérieux changements* », que des « *décisions de grande portée* » y seraient prises, qu'elle apporterait une « *importante contribution à la théorie du socialisme* » et que de « *nouvelles garanties d'irréversibilité et une nouvelle impulsion* » y seraient données à la « perestroïka ».

Jamais, jusqu'à présent, M. Gorbatchev ne s'était montré aussi catégorique sur l'ampleur des résultats de cette conférence dont le déroulement apparaissait, il y a trois semaines encore, plus qu'aléatoire pour les réformateurs. Chaque jour apporte ainsi ses confirmations de la profondeur du retournement de situation et de l'échec rencontré par les conservateurs après la publication, le mois dernier, par *Sovietskaïa Rossia,* de leur manifeste contre le gorbatchévisme.

Reste, évidemment, à voir si de nouveaux événements ne vont pas, d'ici à la fin juin, susciter un retournement inverse. L'explosion de colère ouvrière en Pologne et l'aveugle obstination avec laquelle le général Jaruzelski persiste à refuser tout contact avec Solidarité sont de ce point de vue très inquiétants. Le fait est pourtant que, profitant de l'avantage présent, M. Gorbatchev élargit systématiquement son assise en mobilisant de gré ou de force les intellectuels, en lançant une campagne de dénonciation de la corruption brejnevienne et en esquissant maintenant avec les croyants ce qu'il faut bien appeler un compromis historique.

« Nouvelles approches »

Car cette rencontre avec le patriarche, dont sont pleins, ce samedi matin, tous les quotidiens, pourrait bien, à terme, dépasser le simple mouvement tactique, dans la mesure où les « *nouvelles approches des relations Eglise-Etat* » évoquées, vendredi, par M. Gorbatchev se cherchent depuis plusieurs mois déjà. A l'occasion du millénaire, la presse a ainsi donné à quelques reprises la parole à de hauts dignitaires orthodoxes. Un tout petit effort – mais notable par comparaison au passé – a également été consenti dans la délivrance des autorisations de construction ou reconstruction d'églises. Depuis peu, en outre, les parents désirant faire baptiser leurs enfants ne sont plus tenus de faire relever leurs numéros de pièces d'identité et de s'exposer ainsi à des représailles presque certaines. Enfin, une nouvelle loi sur les affaires religieuses (« *sur la liberté de conscience* », a dit vendredi M. Gorbatchev) est en préparation, et bien que l'Eglise et l'Etat soient extrêmement discrets à ce sujet, la hiérarchie semble placer quelques espoirs dans l'éventuelle adoption de ce texte.

Bref, ça bouge, timidement jusqu'à vendredi et spectaculairement maintenant, et M. Gorbatchev, phrases très remarquées, a pris sur lui, vendredi, d'évoquer les « *erreurs* » commises dans les années 30 contre l'Eglise – c'est-à-dire les persécutions de masse qui avaient au demeurant commencé bien avant l'apogée de la terreur stalinienne. Après avoir fait, sans inutile insistance, une différence entre l'égalité entre croyants et non-croyants que garantit la Constitution et la « *véritable égalité* » dans laquelle ils avaient combattu pendant la guerre, le secrétaire général a encore déclaré que « *l'attitude envers l'Eglise et les croyants devrait être déterminée par les intérêts du renforcement de l'unité des travailleurs et de toute la nation* » ; que « *les croyants étaient des Soviétiques, des travailleurs et des patriotes et avaient le plein droit d'exprimer leurs convictions avec dignité* », et qu'il fallait en revenir, dans ce domaine aussi, aux « *principes léninistes* ».

Les discours prononcés, les discussions ont porté, selon Tass – qui précise que la rencontre a eu lieu à la demande de l'Eglise, – sur « *plusieurs problèmes spécifiques liés au fonctionnement normal de l'Eglise orthodoxe* ».

BERNARD GUETTA.

POLOGNE : nombreuses arrestations d'opposants

Solidarité menace de déclencher une grève à Gdansk

Varsovie. – Le syndicat dissous Solidarité invite les ouvriers des chantiers navals Lénine à Gdansk à cesser le travail « *immédiatement* », le lundi 2 mai, si les autorités décident de faire intervenir la police et la milice contre les quelque vingt mille sidérurgistes actuellement en grève aux aciéries de Nowa-Huta, près de Cracovie. Ceux-ci réclament notamment un relèvement de 50 % de leurs salaires.

Interrogé sur les déclarations de M. Jerzy Urban, porte-parole du gouvernement, qui a laissé entendre que, pour l'instant, les autorités n'auraient pas recours à des mesures « *arbitraires* » pour briser la grève des métallurgistes, M. Lech Walesa a dit, le 29 avril : « *Si quelqu'un d'autre avait fait cette déclaration, je l'aurais cru. Mais moi, je ne crois pas les communistes, car ils ne croient pas* [en Dieu] *et on ne peut par conséquent leur faire confiance.* » Le président du syndicat interdit a mis en garde le pouvoir du général Jaruzelski contre les conséquences d'un « *retour à la politique de la terreur* » qui, selon lui, « *a conduit la Pologne à la ruine* ». Il a invité les dirigeants du pays à faire preuve de « *pondération* » et demandé aux travailleurs de « *se préparer à exprimer leur solidarité avec les grévistes de Nowa-Huta au cas où l'administration voudrait briser leurs protestations par la force* ».

Vendredi, de très nombreuses entreprises de Pologne, et non des moindres, se sont mises en grève ou ont assuré les métallurgistes des forges Lénine de Nowa-Huta de leur entière solidarité. Aux aciéries de Stalowa-Wola, dans le centre du pays, quelque cinq mille sidérurigistes étaient toujours en grève, pour réclamer des augmentations salariales et la réintégration des militants syndicaux récemment licenciés. Une série de débrayages ont perturbé les activités du laminoir de Bochnia (sud du pays) qui compte trois mille employés.

Des appels à la préparation à la grève, pour lundi, ont été lancés par des syndicalistes de Solidarité aux hauts fourneaux de Katowice qui, avec leurs trente mille ouvriers, sont la plus grande entreprise de Pologne. Les comités de Solidarité de plusieurs grandes sociétés du centre cuprifère de Lublin, dans le Sud-Est, du centre textile de Lodz et des transports en commun de Plock ont pris des initiatives analogues. Au total, ils représentent quelque cent quarante mille employés.

La journée de vendredi a également été marquée par de nombreuses arrestations, une centaine selon des sources syndicales, dans les milieux opposants à travers toute la Pologne. Jacek Kuron, l'une des figures de proue de la contestation, a été appréhendé à son domicile de Varsovie, de même que Jacek Czaputowuicz (animateur du mouvement écologiste et paficiste Liberté et Paix), Danuta Winiarska à Lublin, Ewa Kutyka à Stalowa-Wola et Andrzej Slowik à Lodz. Zbigniew Bujak, ancien chef des clandestins en Pologne, et Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité à l'échelle nationale, interpellés le 28 avril à Lublin, n'avaient toujours pas été relâchés vendredi. Ces arrestations, selon les observateurs, sont à rapprocher de la vague de grèves et du 1er mai à l'occasion duquel l'opposition a annoncé son intention de manifester dans les rues en marge des cérémonies officielles. – *(AFP, Reuter, UPI.)*

De « hautes personnalités » impliquées dans un scandale financier

MOSCOU
de notre correspondant

Les autorités soviétiques préparent l'opinion à des révélations sur l'implication de « *hautes personnalités* » de Moscou dans un scandale financier. La télévision et la presse viennent, en effet, de rendre compte d'une « *exposition* » organisée jeudi 28 avril au siège du parquet et au cours de laquelle ont été montrés aux journalistes soviétiques pour quelque 8 millions de roubles (environ 80 millions de francs) d'or et de billets saisis chez deux personnalités d'Ouzbekistan.

Plusieurs gros scandales avaient déjà été dénoncés dans cette République, en particulier un gigantesque trafic sur le coton, mais c'est la première fois qu'on parle avec insistance de ramifications dans toute l'Union soviétique et, en particulier, à Moscou. Interogé par *Troud,* l'organe des syndicats, le chef du groupe des juges d'instruction chargés de cette affaire, M. Telman Gdlian, a ainsi déclaré que son enquête « *concernait des criminels de haut rang de différents départements et de différentes régions du pays* ». « *Plusieurs fils,* a-t-il ajouté, *conduisent jusqu'à Moscou, vers de hautes personnalités toujours en fonction.* »

Ce sont ces personnalités de la capitale qui tentent de « *saboter* » l'enquête, a encore déclaré le juge en révélant que l'arrestation, en janvier 1987, de M. Tchoubanov, ancien vice-ministre de l'intérieur et gendre de Leonid Brejnev, était directement liée aux scandales d'Ouzbekistan.

A en croire la *Pravda,* le juge Gdlian aurait été victime de plusieurs tentatives d'attentat, notamment à la veille de l'exposition au siège du parquet, lorsque sa voiture a été percutée, en plein centre de Moscou, par une automobile de marque Jigouli « *appartenant à on ne sait qui* ».

B. G.

● **Fermeture d'une usine polluante en Arménie.** – Le travail a cessé à l'usine Caoutchouc I, la principale usine polluante d'Erevan, capitale de l'Arménie, dont la fermeture avait été réclamée lors de plusieurs manifestations depuis près d'un an, a annoncé, vendredi 29 avril, la télévision soviétique. Les manifestations de masse de février dernier à Erevan pour un rattachement à l'Arménie d'une région de l'Azerbaïdjan, peuplée en majorité d'Arméniens, avaient été précédées de quelques jours par des manifestations contre la pollution. D'autres manifestations s'étaient déroulées auparavant pour la fermeture de l'usine Caoutchouc-I, notamment le 3 septembre 1983. Selon des militants arméniens, plusieurs « fausses promesses » de fermer l'usine Caoutchouc-I avaient été faites dans le passé. – *(AFP.)*

Contre les « excès » de la « glasnost »

Moscou. – Une vive critique du courant réformiste a été publiée cette semaine par le journal *Molodaïa Gvardia,* les autorités soviétiques ayant levé une interdiction qui avait retardé la parution du numéro d'avril de ce journal.

Molodaïa Gvardia (la Jeune Garde), un des bastions du conservatisme, publie un article d'un vétéran du parti communiste, M. Malakhov, qui dénonce les « excès » de la « glasnost » (transparence). « *Nous allons aboutir,* écrit-il, *à un laxisme idéologique qui va mener à l'anarchie.* » Son article reprend des positions publiées, le 13 mars dernier, par le quotidien *Sovietskaïa Rossia,* jugeant que les attaques contre Staline allaient trop loin et que les réformes écartaient le pays de la voie du socialisme.

M. Malakhov, qui indique qu'il est membre du parti depuis plus de soixante ans, s'élève contre « *la tendance à condamner les gens de ma génération pour tous les défauts dans l'économie et la vie des dernières décennies* ». « *C'est particulièrement dans les années 30 que nous avons réalisé les idées de Lénine* » destinées à accroître la productivité et la compétitivité, affirme M. Malakhov. Selon lui, la nouvelle politique économique (NEP) des années 20 – dont les aspects d'économie de marché ont les faveurs des partisans de M. Gorbatchev – n'avait été lancée par Lénine « *que pour une période transitoire* ».

Revenant sur la période 1950-1960, M. Malakhov regrette que les années marquées par la direction de Nikita Khrouchtchev soient aujourd'hui décrites comme « *l'âge d'or de notre histoire* ». Citant la Hongrie et la Tchécoslovaquie, il rappelle à « *ceux qui ont oublié ou prétendent oublier* » que, dans « *certains pays socialistes, il y avait des forces négatives et les forces contre-révolutionnaires levaient la tête* ». – *(AFP.)*

Amériques

NICARAGUA : poursuite des négociations entre sandinistes et « contras »

Le repos du guérillero

A Managua, sandinistes et « contras » – dont les négociations devaient en principe s'achever samedi 30 avril – s'efforçaient de mettre au point, en dépit de nombreuses divergences, les modalités pratiques du cessez-le-feu théoriquement en vigueur depuis le 1er avril. Sur le terrain, les troupes de la Contra ont profité des quelques jours de répit que cette drôle de trêve leur a apportés dans une guerre civile vieille de sept ans.

WIWILI (nord du Nicaragua)
de notre correspondant
en Amérique centrale

Pas moyen de les sortir du bain ! Depuis une bonne demi-heure, ils s'amusent comme des enfants tout en se savonnant ou en lavant leur linge. « Arnulfo », le chef du groupe de guérilleros anti-sandinistes, est déjà habillé et attend sans impatience que ses hommes veulent bien sortir de la rivière. Un gros transistor posé sur ses genoux crache à plein volume une chanson doucereuse de Julio Iglesias – une cassette qu'un ami lui a rapportée des Etats-Unis. Tout autour de lui, dans un beau désordre : les kalachnikov, les lance-grenades, les uniformes et les sacs à dos de la petite troupe, qui profite de la trêve de soixante jours décrétée le 1er avril dernier par les belligérants. Le spectacle est insolite, presque surréaliste, dans ces montagnes du Nicaragua où s'affrontent depuis sept ans les « contras », financés par Washington, et l'armée sandiniste.

« *Ce n'est pas encore la paix,* remarque la paysanne chez qui les « contras » sont en train de se restaurer après le bain, *mais quel soulagement de ne plus entendre les canonnades incessantes de l'armée.* » A quelques kilomètres de là, trois gros canons soviétiques de cent vingt-deux millimètres, qui pilonnaient tous les jours les positions des rebelles, sont recouverts de bâches et les militaires jouent au base-ball. « *Malgré tout,* ajoute la paysanne, *on a peur des représailles. Si la guerre reprend, les sandinistes vont nous reprocher d'avoir accueilli les « contras » et de leur avoir donné à manger* ». « Arnulfo » la rassure en lui expliquant qu'ils ne pourront quand même pas « *emprisonner tout un peuple* », car « *tout le monde nous appuie dans cette région.* »

« Arnulfo » – Alejandro Martinez de son vrai nom – mène une véritable opération de relations publiques auprès des paysans, des petites communautés dispersées le long du Rio Coco qui sépare les départements de Jinotega et de Nueva Segovia, où plusieurs milliers de « contras » se déplacent comme des poissons dans l'eau. Les paysans se laissent facilement convaincre de la justesse de la cause des rebelles, qui reprochent aux sandinistes de vouloir instaurer un régime communiste au Nicaragua. Mais Arnulfo veut aussi toucher ses adversaires. « *Il est bon,* dit-il, *que les petits jeunes qui font leur service militaire dans l'armée sandiniste se rendent compte que nous ne sommes pas des mercenaires des Etats-Unis, mais de simples paysans nicaraguayens en lutte contre un régime oppressif.* »

On sent comme une colère rentrée dans la voix d'Arnulfo au moment où il prononce ces paroles : deux de ses jeunes frères – des adolescents de dix-sept et dix-huit ans – qui faisaient leur service militaire, sont morts, l'un en janvier et l'autre en février, dans des embuscades tendues par des rebelles appartenant à sa propre organisation militaire, le Commando d'opérations tactiques (COT). En veut-il à l'armée sandiniste d'avoir recruté ses frères ou à ces derniers d'avoir accepté de faire leur service militaire ? Quoi qu'il en soit, dit-il avec un haussement d'épaules, sa mère, qui habite à quelques kilomètres d'ici, à Wiwili, n'a pas répondu à son invitation de venir le voir. « *La mort de mes frères est sans doute trop récente* », ajoute-t-il.

Familles divisées

L'homme est endurci par six ans de guérilla dans ces montagnes où il pleut six mois par an et où il faut se déplacer sans arrêt pour échapper à la puissante armée sandiniste. « Arnulfo » n'a que vingt-quatre ans, mais c'est déjà un personnage, comme on en rencontre beaucoup au niveau des chefs intermédiaires de la Contra. Ses deux cents hommes – le plus jeune a treize ans à peine – ont l'air fasciné par leur chef qui va au combat en écoutant de la musique sur son inséparable transistor. « *Parfois,* dit-il, *j'enregistre les bruits des combats. J'adore me battre, c'est mon sport.* » Curieusement, « Arnulfo » est le seul à ne pas transporter en permanence son arme ; pendant les moments de repos, il abandonne dans un coin sa kalachnikov et son FAL brésilien. Autre marque distinctive : contrairement à ses hommes, il ne porte que rarement sa chemise-uniforme, préférant une chemise orange vif largement ouverte sur la poitrine. « *C'est plus frais* », dit-il.

Dans le petit village de Cruz-Laguna, le long du Rio Coco, Arnulfo est chez lui. Il va d'une maison à l'autre, discute le coup, avec les paysans et, de temps à autre, établit un contact radio avec l'armée sandiniste pour faire une évaluation de la position des troupes de chacun. A l'autre bout, un officier sandiniste lui propose de faciliter une rencontre avec sa mère. « Arnulfo » lui répond sèchement de se « *mêler de ses affaires* ».

Pourtant, quelques heures plus tard, la famille au grand complet arrive à Cruz-Laguna. A pied. Une rencontre profondément émouvante entre ce guérillero et sa mère – toute de noir vêtue et rapetissée par le chagrin – que son fils salue au milieu du chemin à la manière des paysans nicaraguayens, les mains jointes et la tête baissée, avant de la prendre dans ses bras. Pendant des heures, ils vont parler à voix basse dans la maison d'un paysan, au milieu d'un champ de tabac. Une conversation ponctuée de longs silences remplis par la radio qu'« Arnulfo » a ouverte pour enrayer l'émotion qui l'étreint. Les sandinistes avaient vu juste en facilitant cette rencontre : le chef qui adore se battre a soudain baissé sa garde, envahi par la tendresse pour cette famille qu'il n'avait pas vue depuis six ans.

Victoire de courte durée pour les sandinistes. Dans le cas d'Arnulfo et de beaucoup d'autres rebelles qui croient vraiment à la possibilité d'une victoire sur les sandinistes, ces retrouvailles ne les détourneront pas de la guérilla, car les familles, souvent divisées en deux camps, refusent de se prononcer sur les choix de leurs enfants. « *Je n'ai rien à dire sur la décision d'Arnulfo,* dit sa mère, *et je ne connais rien en matière de politique. Tout ce que je sais, c'est qu'il n'y a pas de riz, pas d'huile, pas de savon, pas de dentifrice.* » Julia Gonzalez avait quand même réussi à trouver du dentifrice pour son guérillero, qui est reparti pour la montagne avec le précieux tube dans la poche de sa chemise orange.

BERTRAND DE LA GRANGE.

PANAMA : vers un accord avec les Etats-Unis

Rumeurs et démentis sur la démission de M. Noriega accentuent la confusion

Le ministre panaméen des relations extérieures, M. Jorge Ritter, a démenti, le vendredi 29 avril, que son gouvernement ait conclu un accord avec les Etats-Unis concernant l'homme fort du Panama, le général Manuel Antonio Noriega. Selon un haut fonctionnaire américain, qui a requis l'anonymat, le général Noriega aurait accepté de se démettre de ses fonctions de commandant en chef des forces armées. En échange, les Etats-Unis assoupliraient leur position : au lieu de réclamer, comme ils l'ont fait depuis deux mois, le départ du général, ils accepteraient que celui-ci reste, au moins temporairement, dans son pays.

« *Cet accord n'existe pas* », a déclaré M. Ritter. En effet, explique le ministre panaméen, un accord « *impliquerait la normalisation des relations diplomatiques entre les deux pays et la suspension des sanctions économiques imposées au Panama par Washington depuis février dernier* ». M. Ritter s'est cependant résolu à confirmer qu'un émissaire du département d'Etat, M. Michael Kozak, s'était bien rendu ces derniers jours à Panama où il avait rencontré des dirigeants de l'opposition et du gouvernement panaméen.

La Maison Blanche, pour sa part, s'est retranchée derrière la plus extrême prudence : « *Nous avons eu des discussions mais nous n'avons aucun résultat à mentionner pour le moment* », a déclaré le porte-parole de la présidence, M. Marlin Fitzwater. Commentaire nettement en recul par rapport aux précédents, qui laissaient entendre que l'essentiel, pour Washington, était que le général Noriega « *abandonne ses fonctions* ». L'administration Reagan craint, en effet, comme l'expliquait un responsable, que « *Noriega n'agisse ensuite à son propre compte, comme un policier sans uniforme* », imposant toujours sa loi, même sans fonction officielle.

Tandis que les rumeurs s'amplifiaient – certaines allaient jusqu'à prévoir la conclusion d'un accord au plus tard en octobre prochain, – plusieurs milliers de personnes sont descendues dans les rues de Panama, le vendredi 29 avril, pour soutenir le général Noriega. Défilant en réclamant que les Américains « *s'en aillent du canal* », les manifestants ont brûlé des figurines à l'effigie de Ronald Reagan et de son ambassadeur au Panama, M. Arthur Davies. La veille, la police anti-émeute avait dû faire usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau pour disperser une manifestation hostile à l'homme fort du Panama. Une trentaine d'opposants avaient été interpellés et des mandats d'amener délivrés contre des chefs de l'opposition. – *(AFP, AP.)*

Proche-Orient

La guerre du Golfe

Les Etats-Unis accentuent leur engagement naval

WASHINGTON
de notre correspondant

Après une semaine d'hésitation, le président Reagan a décidé de modifier les règles d'engagement de la marine américaine dans le Golfe. Les unités de l'US Navy, qui, depuis l'été dernier, se bornaient en principe à protéger des convois de navires battant pavillon américain, pourront désormais porter assistance aux navires neutres attaqués que les belligérants et qui en auront fait la demande expresse.

Mais cette protection ne sera pas automatique, et la marine américaine n'entend pas jouer le rôle de « *gendarme* » *dans le Golfe*, a indiqué le secrétaire à la défense, M. Frank Carlucci, en exposant ces nouvelles règles d'engagement, vendredi 29 avril.

Depuis une dizaine de jours, en fait depuis la bataille navale qui avait opposé, le 18 avril, les forces américaines et iraniennes et s'était soldée par la destruction de six unités iraniennes, les responsables américains avaient laissé entendre que le rôle de l'US Navy allait être notablement élargi, mais, il y a deux jours encore, le porte-parole de la Maison Blanche avait paru faire machine arrière.

La décision a finalement été prise vendredi, après que le président Reagan eut réuni les principaux responsables de l'administration en matière de sécurité, et elle a été rendue publique peu après par le secrétaire à la défense. Dorénavant, a expliqué M. Carlucci, « *le président a décidé qu'une assistance serait portée en certaines circonstances aux navires en détresse dans le golfe Persique et le détroit d'Ormuz, conformément aux vieilles traditions maritimes et à celles de la Navy. Cette aide sera fournie aux bateaux amis et neutres, battant un pavillon non belligérant en dehors des zones d'hostilités déclarées, et qui ne transportent pas de contrebande ou ne résistent pas aux inspections légitimement conduites par un belligérant* ».

Pour restreindre encore un peu le champ d'application de ces nouvelles règles, M. Carlucci a ajouté que, après qu'un navire attaqué aura demandé de l'aide, elle lui sera apportée « *par un navire de guerre ou un avion américain, si cette unité se trouve à proximité et si sa mission le permet* ».

Avoir les mains libres

Ce qui revient à dire que cette assistance ne sera pas « *due* » et que l'US Navy n'entend pas sillonner le Golfe en tous sens pour y faire la police. « *Nous ne prévoyons pas d'élever le niveau actuel de nos forces* », a d'ailleurs précisé le secrétaire à la défense. Dix-sept navires américains croisent actuellement dans le Golfe, sans compter ceux qui se trouvent à proximité, notamment un porte-avions et ses navires d'accompagnement.

Les Etats-Unis ne veulent donc pas se lier les mains, mais au contraire les avoir plus libres pour agir en fonction des circonstances, alors que depuis juillet dernier leur imposante et coûteuse présence dans le Golfe ne leur permettait théoriquement que de protéger des convois constitués de navires koweïtiens, repavillonnés pour la circonstance aux couleurs américaines.

En fait, les consignes avaient déjà été assouplies — on s'en est rendu compte en particulier le 18 avril, lors de l'opération lancée en représailles au mouillage de nouvelles mines par l'Iran. En principe, il ne s'agissait alors que de détruire des plates-formes pétrolières iraniennes, *mais on a appris par la suite* qu'il avait aussi été décidé de profiter des circonstances pour régler son sort à une frégate iranienne, le *Sabalan*, connue de longue date pour son comportement particulièrement agressif à l'égard des navires de commerce et par les commentaires cyniques adressés par son capitaine à ses victimes.

Le *Sabalan* — qui, après avoir fui, avait pris le risque de contre-attaquer — a été très gravement endommagé, mais, a-t-on appris par la suite, M. Carlucci, consulté, n'a pas permis à l'US Navy de l'achever, considérant sans doute que le bilan était suffisamment lourd comme cela pour les Iraniens. En revanche quand trois petites vedettes iraniennes ont, le même jour, attaqué une plate-forme pétrolière appartenant à un émirat, M. Carlucci *a soumis la décision* au président Reagan, qui a répondu en l'espace de trois minutes ; les petits bateaux ont été coulés.

Cette bataille navale (la plus importante livrée par les Etats-Unis depuis des décennies) a donné l'occasion aux Américains de tester non seulement leurs armements, *mais aussi leurs communications* entre leur flotte du Golfe et Washington. Les deux ont apparemment fort bien fonctionné, ce qui a très probablement pesé sur la décision prise vendredi.

Les responsables du Congrès, qui ont été « *consultés* », paraissent accueillir les nouvelles mesures avec méfiance, mais sans hostilité déclarée. Le leader de la majorité démocrate du Sénat, M. Robert Byrd, a estimé que les nouvelles règles définies par la Maison Blanche accentuaient encore l'engagement des Etats-Unis aux côtés de l'Irak (ce que l'administration conteste).

Il se confirme en tout cas que M. Reagan espère toujours faire sortir de l'impasse le conflit entre les deux puissances du Golfe et tente de mettre à profit la mauvaise passe que semble traverser en ce moment la république islamique. Comme l'a expliqué un responsable du Pentagone, l'intention est de faire comprendre aux dirigeants de Téhéran à quel point est « *vaine* » leur obstination à faire durer la guerre.

Le résultat est tout sauf garanti, mais l'administration, encouragée par le relatif succès de sa politique de présence dans le Golfe, s'estime apparemment en mesure d'assumer certains risques supplémentaires. Des risques très réels : le Pentagone a conclu, vendredi, que l'hélicoptère américain perdu le 18 avril dans le Golfe, avec ses deux membres d'équipage, avait bien été victime d'un *acte de guerre. Le contact* radio avait été perdu après que le pilote eut annoncé qu'un radar de tir avait été braqué sur son appareil.

JAN KRAUZE.

ISRAËL : la révolte dans les territoires occupés

La Croix-Rouge condamne une répression « disproportionnée »

Le président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), M. Cornelio Sommaruga, a condamné, vendredi 29 avril, l'emploi de la force par Israël dans les territoires occupés, accusant l'Etat hébreu de recourir à des « *moyens disproportionnés* » pour rétablir l'ordre. M. Sommaruga, qui s'adressait à la presse à Genève, a *révélé* que le directeur des opérations du CICR, M. André Pasquier, avait exprimé les vives inquiétudes de l'organisation lors d'entretiens, cette semaine, à Tel-Aviv, avec les ministres des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, et de la défense, M. Itzhak Rabin.

« *La situation est au plus mauvais depuis le début de l'occupation israélienne, il y a vingt ans* », a estime M. Sommaruga, qui a énuméré les violations par Israël de la quatrième convention de Genève : « *Les expulsions de Palestiniens, la destruction de maisons et de récoltes, ainsi que l'emploi de certains moyens de maintien de l'ordre qui pourraient être disproportionnés.* »

D'autre part, les autorités israéliennes ont accepté, pour la première fois, un recours suspensif contre les décisions de l'armée de détruire des maisons palestiniennes dans les territoires occupés, indique *un communiqué de la Fédération* internationale des droits de l'homme (FIDH). Celle-ci précise que, à la suite d'une plainte de l'Association pour les droits civils en Israël (ACRI, affiliée à la FIDH) auprès de la Cour suprême, l'armée a accepté que « *dans l'éventualité probable d'autres destructions de maisons, l'armée ne puisse y procéder sans qu'auparavant leurs habitants n'aient eu la possibilité de faire appel de cette décision auprès des autorités militaires puis, éventuellement, auprès de la Cour suprême, dans un délai de quarante-huit heures* ».

Cet accord, souligne la FIDH, a été obtenu après l'affaire de Beita, ce village de Cisjordanie dont plusieurs maisons furent détruites par l'armée après la mort d'une jeune Israélienne, le 6 avril. Une enquête officielle devait finalement conclure que la jeune fille avait été tuée par une balle tirée accidentellement par un colon israélien et non par les pierres de Palestiniens, comme cela avait été affirmé à l'origine (*le Monde* du 29 avril).

Sur place, alors que la journée de vendredi a été relativement calme — seules quelques manifestations se sont déroulées en Cisjordanie —, la « *direction* » clandestine de la révolte palestinienne a publié son quinzième tract, dans lequel elle appelle notamment à de nouvelles *grèves générales les 1er et 4 mai*. Elle se félicite en outre du rapprochement en cours entre la Syrie et l'OLP et adresse des menaces aux Palestiniens accusés de « *collaborer* », enjoignant aux maires désignés de Bethléem, Jéricho, El Bireh et Ramallah de démissionner. — (*Reuter.*)

Plus de gaz lacrymogène américain pour Jérusalem

Washington. — La société américaine qui fournissait des gaz lacrymogènes à Israël a décidé de mettre fin à ses livraisons, considérant que l'armée israélienne utilisait ces gaz comme une arme.

La société Transtechnologies a pris cette décision de sa propre initiative, après avoir effectué des démarches, apparemment infructueuses, pour attirer l'attention des Israéliens sur l'usage dangereux qu'ils faisaient de ce produit, qui peut être mortel, notamment quand il est utilisé dans des endroits clos. (Un nombre significatif de victimes aurait été enregistré dans les territoires occupés, en plus de cas d'avortements constatés après l'inhalation de ces gaz.)

L'affaire a été révélée, le vendredi 29 avril, *par une chaîne de* télévision américaine, la Fox, et étayée par des déclarations de dirigeants de la firme et de représentants israéliens. Les livraisons de gaz lacrymogène étaient financées par le budget américain, au titre de l'aide à Israël, mais c'est la société qui a pris de son propre chef la décision de les interrompre.

Des représentants de la communauté arabo-américaine se sont félicités de cette initiative tout à fait exceptionnelle — et vraisemblablement sans précédent pour ce qui concerne des fournitures à Israël.

J. K.

A TRAVERS LE MONDE

Sénégal

Au procès de Me Wade la défense se retire

Dakar. — Les quarante avocats de Me Abdoulaye Wade et des autres *dirigeants de l'opposition qui comparaissent* devant la Cour de sûreté de l'Etat de Dakar ont provoqué un coup de théâtre, le vendredi 29 avril, en décidant de suspendre leur défense à la suite d'un nouvel incident de séance. Celui-ci, qui fait suite à une *série d'accrochages verbaux entre le* président de la Cour, M. Aly Ciré Ba, et la défense, est intervenu à propos d'un témoin-clé, M. Diaraf Farba Paye, directeur de la police judiciaire.

La défense, en citant ce haut fonctionnaire de la police, entendait montrer que Me Wade et les sept autres prévenus avaient été arrêtés au lendemain des élections dans des conditions illégales. Me Babacar Niang, un des chefs de file de la défense et ancien candidat à la présidence, a demandé à poursuivre l'interrogatoire de ce témoin, ce qui lui a été refusé par le magistrat. Me Wade a alors donné ordre à ses avocats de suspendre leur défense. Aux cris de « sopi, sopi » (« changement » en langue wollof) d'un public nombreux et survolté, les quarante avocats ont ôté leur robe et ont quitté la salle.

Le président de la Cour a alors arrêté le défilé des témoins et renvoyé le procès à mardi. Le verdict pourrait donc être prononcé dès ce jour-là après le réquisitoire du commissaire du gouvernement, si la défense refuse toujours de plaider. Me Wade et les sept autres accusés sont passibles de peines de un à cinq ans de prison. — (*AFP.*)

● ***La huitième foire internationale de Dakar.*** — M. Raphaël Diouf, directeur général du Centre international du commerce extérieur, a annoncé, au cours d'une conférence de presse tenue le 29 avril à Paris, que la huitième foire internationale de Dakar aura lieu du 24 novembre au 4 décembre 1988. En 1986, six cent vingt firmes privées issues de quarante et un pays avaient participé à la précédente foire. Le Sénégal, qui, comme beaucoup de pays africains, subit de plein fouet les conséquences de la crise économique mondiale, espère que cette manifestation contribuera au développement des échanges commerciaux et de la coopération industrielle, notammment entre l'Afrique et l'Europe.

Vietnam

L'écrivain Doan Quôc Sy condamné à neuf ans de prison

Le romancier Doan Quôc Sy, écrivain originaire du Sud arrêté en 1984, a été condamné à neuf ans de prison par un tribunal de Hô-Chi-Minh-Ville, a affirmé, vendredi 29 avril à Paris, le Pen Club vietnamien à l'étranger. Ont également été condamnés l'écrivain et journaliste Hoang Hai Thuy (huit ans de prison), le chanteur Khuat Duy Trac (quatre ans), le journaliste Tran Ngoc Tu (cinq ans) et une employée des PTT, Mme Nguyen Thi Nhan (cinq ans), poursuit le communiqué du Pen Club, sans préciser les chefs d'accusation retenus par le tribunal. Les condamnés ont quinze jours pour faire appel.

Deux autres détenus, les écrivains et journalistes Duong Hung Cuong et Nguyen Hoat, sont morts d'épuisement en prison avant leur jugement, ajoute le Pen Club vietnamien à l'étranger.

M. Doan Quôc Sy, auteur d'une trentaine de romans et membre associé du Pen Club français et du Pen Club australien, avait été envoyé en « *camp de rééducation* » à l'instar *de nombreux intellectuels, après la* prise de Saïgon par les troupes communistes en 1975. Libéré en 1980, il avait à nouveau été arrêté en mars 1984, en même temps que douze bouddhistes et une vingtaine d'artistes et d'écrivains, pour « *atteinte à la sécurité* ». Son procès avait été reporté à plusieurs reprises. — (*AFP.*)

EN BREF

● **ROUMANIE : deux ministres « libérés de leurs fonctions ».** — *Deux membres du gouvernement* roumain, M. Ion Constantinescu, *vice-premier ministre*, et M. Ioan C. Petre, ministre de l'approvisionnement technico-matériel, ont été « *libérés de leurs fonctions pour des raisons de santé* », a annoncé, vendredi 29 avril, l'agence Agerpres. M. Constantinescu a été remplace par M. Barbu Petrescu, qui était jusqu'ici secrétaire d'Etat au comité d'Etat du Plan. M. Gheorghe Stoica, qui ne figurait pas jusqu'à présent parmi les plus hauts fonctionnaires du gouvernement, a été nommé au poste de M. Petre. — (*AFP.*)

● ***TCHÉCOSLOVAQUIE : Pavel Wonka serait mort d'une crise cardiaque.*** — La famille du dissident tchécoslovaque Pavel Wonka, décédé mardi en prison, a été informée *qu'il était mort d'une crise cardiaque*, a-t-on appris vendredi 29 avril dans les milieux émigrés. La date des obsèques de Wonka a été fixée au 6 mai à Vrchlabi, dans le nord de la Bohême. De source dissidente à Prague, on indique que la famille de Wonka avait demandé que les obsèques soient reportées jusqu'à ce qu'une autopsie du corps ait été pratiquée. A Paris, le gouvernement français a rappelé vendredi la *nécessité du respect des droits de* l'homme et des libertés fondamentales auxquels la Tchécoslovaquie a souscrit. — (*Reuter, AFP.*)

Afrique

ANGOLA : la recherche d'un règlement négocié

Réunion quadripartite à Londres les 3 et 4 mai

A la suite des entretiens entre MM. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint pour l'Afrique, et Anatoli Adamichine, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, les 28 et 29 avril à Londres, il a été annoncé qu'une rencontre quadripartite (Angola, Afrique du Sud, Cuba et Etats-Unis) se tiendrait les 3 et 4 mai à Londres pour la recherche d'une solution globale au conflit angolais.

« *La rencontre vise à poursuivre les efforts en vue d'un accord incluant l'indépendance de la Namibie, en application de la résolution 435 de l'ONU* (adoptée en septembre 1978), *et en vue du départ de toutes les forces étrangères de Namibie et d'Angola* », a déclaré un porte-parole de l'ambassade des Etats-Unis à Londres.

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Le ministère sud-africain des affaires étrangères a confirmé vendredi que Pretoria participerait à ces négociations en vue de trouver une issue au conflit angolais. Cette rencontre quadripartite est sans précédent. Elle aura principalement *pour but d'élaborer un calendrier du* retrait des troupes cubaines, sur le principe duquel Luanda est d'accord.

C'est du moins l'objet majeur des discussions, a annoncé Pretoria. Ce désengagement est lié également au départ des soldats sud-africains du Sud-Est angolais, que le chef d'état-major de l'armée, le général Jannie Geldenhuys, a estimé à moins de *trois mille, alors que l'Angola a cité* à plusieurs reprises le chiffre de six mille.

C'est là l'aboutissement de longues tractations entamées à la fin de janvier à Luanda par M. Chester Crocker. Il avait rencontré, fin février à Genève, M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, pour lui soumettre les propositions angolaises. Celles-ci n'avaient satisfait aucune des deux parties. M. Botha avait qualifié le plan de « *vague* » et d' « *imprécis* ».

Luanda a-t-il apporté des modifications à ce dernier, qui comporte quatre phases ?

Au cours de la première année, douze mille des quarante mille *Cubains se replieraient au nord* de la ligne de chemin de fer de Benguela, et les Sud-Africains quitteraient le territoire. La zone serait démilitarisée, et des pourparlers seraient entamés entre le MPLA et l'UNITA, mais sans son chef, M. Jonas Savimbi. Au cours de l'année suivante, la résolution 435 *serait mise en application. Au bout* de trois ans, tout serait en principe terminé. La Namibie serait indépendante, l'Angola en paix.

Telle est la théorie. *Les écueils* sont nombreux. Dans un premier *temps, les Etats-Unis et l'Afrique du* Sud accepteront-ils de cesser d'apporter une aide militaire à l'UNITA ? C'est la première condition mise par l'Angola, de laquelle dépend tous progrès futur. Il est probable qu'une solution globale ne sera pas trouvée la semaine prochaine en Grande-Bretagne.

A tout le moins, les quatre Etats concernés s'assoiront à la même table. La diplomatie reprend ses droits, et, si les chances de parvenir à un début de règlement sont minces, un petit espoir a pris forme. *Il semble* qu'une volonté d'aboutir existe de part et d'autre, mais le che*min à parcourir est encore très, très* long.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Comment voter en Afrique ?

Les élections peuvent-elles avoir un sens en Afrique noire ou ne seront-elles jamais qu'une parodie du modèle « *imposé* » *par les anciens colonisateurs au* moment des indépendances ? Ce qui se passe actuellement au Sénégal, au Cameroun et au Kenya, révèle d'intéressantes évolutions.

A Dakar, le procès de Me Wade, chef du principal parti d'opposition, accusé d'avoir sus*cité des troubles au lendemain* des élections générales du 28 février, a donné lieu, le mercredi 27 avril, à une polémique sur le code électoral. Le chef du Parti démocratique sénégalais fait valoir que les résultats d'un scrutin pour lequel l'électeur n'a pas à présenter de papiers *d'identité* sont nécessairement suspects.

En file indienne

Au-delà des polémiques partisanes, l'argument pose l'immense problème de la tenue de l'état civil en Afrique. De vraies élections peuvent-elles être organisées, alors qu'une partie de la population n'est pas *recensée* ? Afin d'éviter les interminables contestations auxquelles prêtait l'examen de papiers d'identité peu probants, la Cour suprême du Sénégal a décidé, en 1983, qu'il suffisait de présenter une carte d'électeur pour avoir accès à l'urne. Dans le contexte local, c'était sans doute écouter la voix de la sagesse, mais c'était aussi prêter le flanc à une contestation permanente des résultats.

Les violences auxquelles se sont livrés les « *mauvais perdants* » à Dakar donnent des arguments aux partisans des bons vieux scrutins, à 99 % en faveur des candidats du parti unique. Un aménagement du système s'amorce toutefois dans certains pays, sinon pour l'élection présidentielle, du moins pour des scrutins municipaux, voire *pour le renouvellement du Parlement*. Ainsi, le 24 avril, au Cameroun, les électeurs ont-ils fait des choix non dépourvus de signification entre deux listes présentées l'une et l'autre par le parti unique, mais composées de *personnalités bien différentes*.

Selon des résultats encore partiels, plus de la moitié des députés sortants, dont plusieurs caciques du parti, *n'ont pas été* réélus. On est loin d'un scrutin permettant une alternance démocratique, mais il paraît possible de parler de « *vote-sanction* » contre des notables par trop corrompus ou incompétents.

Alors que certains dirigeants francophones paraissent conscients de la nécessité de donner quelque sens à des élections assimilées naguère à une simple « *fête* » du parti, le Kenya évolue vers l'abolition du vote à bulletin secret. Les candidats aux récentes élections législatives avaient été désignés par les militants du parti unique, qui s'alignèrent à la queue leu leu derrière leur poulain au cours d'étranges « *primaires* ».

Ce système de la « *file indienne* » pourrait être adopté pour les élections proprement dites. Selon certains dirigeants kényans, le vote secret « *a trouvé son origine chez les nantis européens, hypocrites, qui ne veulent pas faire les choses honnêtement et publiquement* ».

Entre la difficile expérience sénégalaise et ce que les autorités au Kenya appellent un retour à la « *vraie tradition africaine* », l'Afrique noire devra bientôt choisir, après des années de tranquilles mascarades.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.



Dans un meeting à Lille

M. Mitterrand se réfère au christianisme pour appeler à l'intransigeance contre l'idéologie de l'extrême droite

M. Mitterrand a lancé à plusieurs reprises, le vendredi 29 avril à Lille, pour le premier meeting de sa campagne de second tour, des appels aux républicains qui se reconnaissent dans les *« valeurs de la démocratie »*, aux catholiques et même – sans *« compromis »* sur l'idéologie – aux électeurs du Front national.

Le président-candidat a parlé pendant deux heures devant trente mille personnes, dans une atmosphère souvent enthousiaste, en présence de ses deux anciens premiers ministres, MM. Mauroy et Fabius, ainsi que de MM. Rocard, Delors, Jospin, Bérégovoy notamment. Quelques artistes avaient pris place au premier rang, parmi lesquels Julien Clerc, Richard Berry, Claude Brasseur.

LILLE
de notre envoyé spécial

En conclusion de son discours de Lille, M. Mitterrand a évoqué le calcul effectué par M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, qui, le dimanche 24 avril, au soir du premier tour de scrutin, avait comptabilisé dans les voix de droite l'ensemble des suffrages recueillis par MM. Chirac, Barre et Le Pen. *« Alors, quoi, ils seraient tous de droite ? Et quelle droite ! Je n'y crois pas. »* Le président-candidat a alors évoqué les motivations qui ont pu pousser certains électeurs à voter pour M. Le Pen. *« Simplement, ils craignent pour la France, parce qu'ils craignent pour eux. Ils souffrent pour la société, car ils souffrent pour eux. Si nous devons être intransigeants sur l'idéologie, nous devons entendre le malheur social ; à l'inverse de certaines forces politiques, qui se font complaisantes sur l'idéologie et dures – dures d'oreille tout au moins – sur la demande sociale. »*

« Nous devons être intransigeants sur les valeurs qui ont fondé notre démocratie. Il n'y a pas de concession possible sur ce terrain, même si nous avons pour devoir d'examiner de plus près ce qui se passe chez nous, en France. Ne cherchons pas à comprendre l'idéologie. Comprenons les femmes et les hommes, les ressorts de leur vote. Disons leur que, président de la République, il n'y aura pas de compromis possible sur la manière dont nous concevons les fondements de notre société. »

M. Mitterrand a lancé un appel à *« tous ceux qui espèrent »* et qui sont prêts à *« prendre part à l'immense union populaire »* du 8 mai. *« Je ne m'adresse pas à tel ou tel parti,* a-t-il précisé ; *je ne fais pas de calcul parlementaire. Je ne désire pas diviser la droite. Si elle désire rester soudée – les 51 % de M. Pasqua – qu'elle reste soudée. Je m'adresse aux esprits et aux cœurs. »*

« Pourquoi ne pas compter sur ceux qui partagent avec nous les mêmes valeurs démocratiques ? a-t-il ajouté. *Ceux-là vont se retrouver. Combien d'autres encore qui, leur champion disparu, se disent, après tout :* celui que le sort nous désigne n'est peut-être pas celui que nous désirons, ni l'autre non plus – *et là je parle de moi. C'est une certaine philosophie de la vie qui est en cause. C'est la tradition, l'esprit dont nous nous réclamons, qui refuse les exclusions, y compris celles de nos adversaires politiques de la veille, dès lors que nous parlons le même langage. »*

« L'enseignement du Christ »

Le président-candidat a été encore plus précis quand il a fait référence aux valeurs et à l'enseignement du christianisme. *« L'enseignement du Christ,* a-t-il dit, *c'était l'égalité profonde des hommes et des femmes entre eux. Cette tradition-là s'est perpétuée jusqu'à nous. Il y a des milliers d'hommes et de femmes qui connaissent cette tradition et qui entendent notre message. Je les appelle à venir à nous. Il y a une majorité en France sur les thèmes de la solidarité, de l'égalité profonde, du refus des exclusions. C'est leur démarche ; c'est la nôtre aussi, même si nous avons pris, pour y arriver, des itinéraires différents. »*

En appelant *« au rassemblement et à l'union des Français »*, M. Mitterrand demande : *« Qui refusera l'union des Français pour l'emploi ? Qui refusera le rassemblement pour la justice sociale ? Qui refusera l'union des Français pour le dialogue entre nous tous et ceux qui se reconnaissent dans les valeurs fondamentales de la République ? »*

M. Mitterrand est revenu un instant sur les raisons de sa candidature. *« Le moment venu,* a-t-il dit, *j'ai changé mes propres plans pour ce qui me restait d'avenir, pour mener ma tâche à bien, peut-être par de nouveaux chemins mais pour le même objectif. »*

Il a enfin traité les sujets suivants :

● **Modernisation de l'industrie :** *« La transition sera dure ; la modernisation est trop tardive parce que les autres avant nous ne l'avaient pas anticipée. Nous en supporterons sans doute les conséquences politiques pour un temps. Prenons le risque. » « Vous avez encore du temps difficile devant vous,* a-t-il ajouté à l'intention de son auditoire, *dans une région qui a été durement frappée par la crise. Mais sachez que vous avez déjà gagné parce que vous avez osé préparer le temps qui vient. »*

● **Chefs d'entreprise :** *« Si la France n'est pas en mesure encore d'affronter la compétition, c'est aussi parce que le plus grand nombre de nos chefs d'entreprise n'ont pas su moderniser leurs équipements. La formation, c'est aussi fait pour eux ; ce n'est pas simplement pour le balayeur ou l'O.S. ou le brave petit cadre. J'invite les chefs d'entreprise à se doter des moyens de communiquer avec le monde entier, à happer chez eux toutes les techniques de pointe, à les fabriquer chez nous, à disposer des moyens d'études et de laboratoires. Ils ont réclamé plus et plus de liberté. Il faut qu'ils en usent pour aider la patrie. »*

● **Droit de vote des immigrés :** M. Mitterrand a rappelé qu'il ne le propose pas, contrairement à ce qu'il avait fait en 1981, parce que le pays n'est pas disposé à l'admettre. Mais il a invité les Français à *« penser qu'il n'y a pas de parias chez nous, que les enfants ont droit à l'école, que les logements ont droit à l'eau et à l'électricité, que chaque homme et chaque femme a droit à sa dignité ». « Tout homme de cœur comprendra,* a-t-il ajouté, *bien au-delà de nos rangs. »*

JEAN-YVES LHOMEAU.

Tableau de bord des intentions de vote au second tour

(semaine du 25 au 28 avril 1988)

	IPSOS *Le Point* publié le 25-04	BVA *Paris-Match* publié le 28-04	SOFRES Journaux de province (1) publié le 29-04	IFOP *Libération* publié le 30-04
M. Mitterrand ...	53	57	56	55,5
M. Chirac	47	43	44	44,5
	réalisé le 24-04 auprès de 1 200 personnes	réalisé le 25-04 auprès de 1 297 personnes	réalisé les 26 et 27 avril auprès de 1 000 personnes	réalisé les 25 et 26 avril auprès de 815 personnes

(1) *Les Dernières Nouvelles d'Alsace, la Dépêche du Midi, le Provencal* et *la Nouvelle République.*

Les apartés camerounais

Les téléspectateurs du Cameroun ont eu le privilège de pouvoir suivre en direct, jeudi soir 28 avril, non seulement le face-à-face entre M. Mitterrand et M. Chirac mais aussi les derniers préparatifs de l'émission. La télévision locale ayant été connectée sur le studio quelques instants avant le début de la confrontation, les Camerounais ont ainsi bénéficié d'apartés qui ne manquaient pas de sel, ainsi que nous l'a rapporté un lecteur du *Monde* : *« Quelques minutes avant le début de l'émission,* écrit ce lecteur, *Mitterrand a l'air détendu et souriant, Chirac plus sombre et réservé. Les deux animateurs et les deux candidats tentent de s'y retrouver dans le timing de l'émission.*

» Elie Vannier indique à ses interlocuteurs qu'aux Etats-Unis il y a deux débats, l'un de politique étrangère, l'autre de politique intérieure. »

« Ah bon, dit Chirac, *eh bien faisons en un second... Samedi par exemple...*

» Parler de politique étrangère aux Français un samedi soir ?

Michèle Cotta est dubitative. Elle ajoute : *« Encore une soirée sans publicité, en plus ? Vous savez, on m'a fait remarquer que ce débat privait TF 1 de 4 millions... Si, si ! On m'a fait gentiment remarquer que le débat de ce soir nous privait de 4 millions de recettes publicitaires... »*

» Silence gêné des deux candidats. Un ange passe.

Michèle Cotta, d'une toute petite voix, à Chirac : *« Au fait, vous avez vu Francis ?* Réponse inaudible ou silence de Chirac.

» Cotta se tourne vers Mitterrand : *« Et vous, monsieur le président, vous avez vu M. Bouygues ? »*

» Mitterrand : *« J'ai été accueilli par M. Le Lay, c'est tout. »*

Nouveau silence.

» Elie Vannier : *« Bon. Nous allons chacun de nous dire bonsoir aux téléspectateurs, puis à chacun de vous que l'on découvrira sur l'image... »*

» On a bien ri, ce soir-là, au Cameroun... »

Selon la SOFRES M. Mitterrand a gagné le duel télévisé

Pour 42 % des mille personnes interrogées par la SOFRES le 29 avril pour *le Journal du Dimanche*, M. François Mitterrand est *« le vainqueur »* du débat qui l'a opposé jeudi soir 28 avril à M. Jacques Chirac. Pour 33 %, c'est le candidat premier ministre qui a gagné, tandis que 18 % ne font pas de différence. Une majorité relative des personnes interrogées font plus confiance à l'actuel chef de l'Etat qu'à M. Chirac pour *« rassembler les Français »*, *« diriger le pays »* et *« accroître le rôle de la France dans le monde »*. En revanche, les Français sont plus nombreux à faire confiance à l'actuel premier ministre pour *« donner du dynamisme à la France »*, *« lutter contre l'insécurité »*, *« redresser l'économie française »*, *« trouver des solutions satisfaisantes aux problèmes de l'immigration »* et *« faire diminuer le chômage »*. Les téléspectateur ont jugé M. Chirac plus *« précis »* que son adversaire et aussi *« compétent »* que lui mais moins *« convaincant »*, moins *« sympathique »* et moins *« sincère »*.

Selon IPSOS, 18 % des électeurs de M. Le Pen voteraient pour M. Mitterrand

Réalisé également au lendemain de ce face-à-face, auprès de 1 217 personnes pour TF 1 et RTL par *IPSOS*, un sondage indique que 18 % des électeurs de M. Le Pen du premier tour ont l'intention de voter pour M. Mitterrand au second tour tandis que 55 % de cet électorat voterait pour M. Chirac. D'autre part, M. Mitterrand bénéficierait de 11 % des voix de M. Barre et M. Chirac de 75 % d'entre elles. Toujours selon ce sondage, à la question : Pour lequel les deux candidats y a-t-il le plus de chances que vous votiez, 55 % des personnes interrogées répondent M. Mitterrand et 45 % M. Chirac. 20 % n'ont pas exprimé d'intention de vote.

Les incertitudes de l'après-8 mai

Les centristes à la recherche d'un centre autonome

M. Raymond Barre est au centre et entend bien y demeurer. Tel est l'enseignement principal de son premier discours de candidat battu, mais visiblement point abattu. Vendredi soir à Bercy, il a pris date. Cela ne fait désormais plus de doute : il faudra compter encore sur *lui et avec lui. Mais il a* surtout pris acte.

En ne changeant pas une virgule au discours de rassemblement qu'il s'est efforcé de tenir tout au long de sa campagne il a réaffirmé avec *force que la France, comme l'a dit* M. Giscard d'Estaing, doit être gouvernée au centre. De ce point de vue, la *démarche de ces deux* hommes est d'une parfaite similitude. Comme l'ancien président l'a fait le mercredi 27 avril dans sa déclaration de soutien à M. Chirac, M. Barre a indiqué d'entrée qu'il était là par loyauté pour « son camp ».

Il n'a pas non plus prononcé une seule fois le mot « union » et s'est dispensé de toute attaque frontale contre M. Mitterrand, faisant délibérément l'impasse sur le dossier néo-calédonien et se bornant à critiquer simplement le bilan « du système socialiste ».

Preuve que pour l'un comme l'autre, l'alliance RPR-UDF en cas de *réélection de M. Mitterrand* a vécu. Preuve aussi qu'il y aura dans ce marigaud du centre, beaucoup de crocodiles. Tous deux réfléchissent déjà au rôle qu'il pourrait tenir si la victoire de M. Mitterrand exigeait un réaménagement au centre de la scène politique pour contrecarrer une cohabitation nouvelle RPR-Front national.

M. Giscard d'Estaing songe à un élargissement de son club, le Conseil *pour l'avenir de la France* (CAF). M. Barre a en tête l'idée de regrouper ses associations sur le modèle mitterrandiste de la convention des *institutions républicaines* des années 60. Mais plutôt que de prétendre jouer dans un premier temps les premiers rôles, ces deux hommes semblent plus enclins à servir de repères sur ce chemin difficile du rapprochement du centre, et au centre.

Il est clair en tous cas que tous deux ne font rien à présent pour contrarier toutes les initiatives prises *fort discrètement*, par leurs amis. Car depuis le 25 avril, au matin, les grandes manœuvres ont bel et bien *commencé, sur deux fronts* : avec les responsables du CDS et avec de l'autre côté d'autres personnalités décidées quoi qu'il advienne à agir si M. Méhaignerie et les siens, comme ils le redoutent, se laissent à nouveau « ficelés » par M. Chirac.

Des contacts quasi quotidiens avec l'Elysée

Parmi ces personnalités : Mᵉ Simone Vereil extrêmement active, des barristes, MM. Jean François-Poncet, Lionel Stoleru, Bruno Durieux, Pierre-André Wiltzer, les responsables de la composante UDF des adhérents directs, notamment M. Soisson, ainsi que les sénateurs du groupe de la Gauche démocratique.

Des réunions par petits groupes se sont multipliés au palais du Luxembourg. Depuis le 25 avril aussi, les contacts sont quasi quotidiens entre les responsables du CDS et l'Elysée, par l'entremise de son secrétaire général, M. Jean-Louis Bianco.

Deux messages ont tout de suite *été délivrés : pas d'hystérie pro*chiraquienne, réactions immédiates à toute dérive lepéniste de M. Chirac. L'Elysée, au lieu de raisonner *en rapport de forces, attend* de tous ces centristes *« une attitude »* qui permette au candidat François Mitterrand de faire accepter cette démarche d'approche par sa base socialiste.

Les *propos de M. Stasi, affirmant* lundi dernier que tout était durablement réglé avec le RPR, ont quelque peu troublé ces travaux pratiques, qui vont cependant reprendre la semaine prochaine, car chacun s'est expliqué.

Parallèlement, l'Elysée semble exercer aujourd'hui sur ces centristes une sorte de chantage à la dissolution.

En faisant valoir que le calendrier *ne permettrait pas de fixer des élec*tions législatives anticipées pendant l'été ni après, l'Elysée leur met ainsi le marché en main : soit cet élargissement de la base politique mitterrandiste se fera par la négociation, soit par des élections. Ce qui provoque un dialogne de sourds. M. Méhaignerie n'étant pas décidé à bouger avant de *« s'être entendu dire »*, commme le précise son entourage, que cette arme de la dissolution ne serait pas employée.

Du côté de l'Elysée, on espère que la démonstration de force de *M. Le Pen du dimanche 1ᵉʳ mai* dans les rues de Paris va vaincre les dernières réticences centristes. Ceux-ci, reconsidérant aujourd'hui toutes leurs alliances locales, éprouvent incontestablement une peur du vide, d'autant plus prenante qu'ils savent que seul M. Mitterrand, selon ce qu'il proposera ou ne proposera pas, peut les en délivrer.

DANIEL CARTON.

Les VUES *de Raymond Depardon*



MAGNUM

VENDREDI 29 AVRIL
20 heures, PARIS

Il arrive seul sans sa femme
C'est sans doute la première fois
qu'il vient à Bercy.
Il serre la main de Jacques Chirac
devant vingt-sept mille spectateurs
et fait son discours.
Ensuite on le place entre Bernadette Chirac
et Marie-Jo Balladur
pour écouter le premier ministre-candidat
Il ferme les yeux de temps en temps
Monsieur Barre remonte sur scène
écoute la Marseillaise
salue la foule
et disparaît dans les coulisses.

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

LA politique ne se limite pas à l'*observation des courbes* de popularité, à l'évolution des intentions de vote, à la *comparaison des comportements* médiatiques. Elle se raconte, aussi, comme une histoire pleine de personnages, d'ambitions, de succès et d'erreurs, de ruptures et de retrouvailles. Et il est assez réconfortant de la retrouver sous-ce jour-là, à l'échelle très humaine des hommes qui la font, tant bien que mal, avec tant d'énergie et moins de certitudes qu'ils ne le donnent à croire dans leurs attitudes publiques.

D'où l'intérêt de récit de Philippe Bauchard, *La crise sonne toujours deux fois*, qui court sur les dernières années du septennat finissant (1985-1988). C'est la chronique d'événements racontés *par un journaliste qui* les a vécus au plus près, de l'intérieur, et que sa connaissance des mécanismes économiques n'empêche pas d'être à l'écoute des hommes politiques, dont il recueille les condidences, les regrets, les autocritiques. Une chronique de ce qui se passe derrière la façade de la politique, que le journaliste, praticien de l'écrit et de la télévision, rythme avec des *« clips »*, sorte de portraits éclatés d'Edouard Balladur, Raymond Barre, Jacques Chirac, Philippe Séguin, François Léotard, Ambroise Roux et François Mitterrand.

Ce retour sur le période *« libérale »* du septennat vaut par le fourmillement d'informations qu'il *nous livre et la cohérence donnée* à une actualité dont nous n'avons bien souvent qu'une approche *fragmentaire, à travers les* rythmes propres à la presse quotidienne. Ainsi, écrit par exemple Philippe Bauchard, *« l'histoire bafouille. En 1981, les experts socialistes n'avaient pas vu l'ampleur de la relance Barre de l'automne 1980 avec la suppression du 1 % pour la Sécurité sociale. Par leur politique keynésienne sur la consommation, ils ont ainsi télescopé deux politiques de relance et provoqué les catastrophes de la fin de l'année 1981. En 1985-1986, les experts de la droite, les techniciens de l'équipe rapprochée Balladur-Friedmann-Juppé ont sous-estimé la reprise Bérégovoy de l'autaumne 1985, amplifiée par la baisse brutale des cours du dollar et des prix du pétrole. Ils ont enclenché une double relance qui a provoqué de nouveau un effondrement du commerce extérieur et des menaces sérieuses sur le franc. »*

Autre exemple, celui d'une confidence qui a aussi valeur de jugement et qui illustre la démarche de l'auteur : elle émane d'Ambroise Roux, qui dit : *« Nous avons commis des fautes, discours trop assurés des libéraux, propos musclés de Chirac, réapparition de vieux mythes, comme Antoine Pinay. Demeure l'essentiel : nous avons démontré que la droite avait des idées-forces : le capitalisme populaire qui restera au-delà de nos échecs, la mise en pièces d'un système de dirigisme qui avait été imposé contre nous et par De Gaulle en 1946. Nous amorçons une période nouvelle où les références ne seront plus celles que François Mitterrand voulait imposer en 1981. »*

L'inflation du discours politi*que, qu'entraîne toute campagne* électorale, favorise les tentatives les plus originales de décryptage.

En confidence et entre les lignes

En voici une, menée avec les méthodes et les instruments de la linguitique, que *Dominique Labbé* a appliquée aux déclarations et aux écrits de François Mitterrand, *en se réservant une grande liberté* d'interprétation. Ce travail ne porte pas sur les textes et discours de l'actuelle campagne mais, comme il s'agit de découvrir *l'homme* à travers son style, on peut légitimement penser que l'un et l'autre n'ont guère changé.

Aussi retrouvera-t-on en 1988 *« l'aristocrate »* qu'avait découvert, dans l'usage qu'il fait de la *langue, notre essayiste. L'une des* contradictions de ce personnage complexe vient de ce que cet animal politique, s'il en est, ne prise guère la discussion publique, et que s'il s'y prête parfois, il ne s'y livre point, car il en mesure tous les risques. *« Nous nous oublions dans l'échange, alors, que,* dit l'auteur, *lui ne veut pas changer mais demeurer tel qu'il s'est choisi. »*

L'étude commence par un examen des confrontations au sommet de François Mitterrand et Valéry Giscard d'Estaing en 1974 et 1981, et elle nous renseigne sur les dispositions d'esprit du président sortant à l'égard de ces *face-à-face*.

S'il possède *« une grande richesse lexicale »*, François Mitterrand ne s'écarte pas du vocabulaire politique contemporain. Sa figure rhétorique préférée est la reversion, qui consiste, au cours d'une période oratoire, à reprendre avec un sens différent et sou*vent contraire les mots principaux* de la proposition précédente. Elle est à la base de nombreuses formules heureuses et flèches acérées, du genre (à propos de Valéry Giscard d'Estaing) : *« Il se trouve bien comme il est, il trouve bien la France comme elle est. Tant mieux pour lui, tant pis pour elle. »* ou encore : *« Quand le PC veut tout, c'est qu'il ne veut rien »*.

Maître dans l'art de suggérer, il pratique le sous-entendu, l'*emphase* et l'*interpellation*, formes classiques de l'éloquence parlementaire. Il régénère volontiers les clichés, qui continuent ainsi à jouer leur fonction dans la compréhension et la complicité du discours, et puise ses images moins que d'autres dans le *domaine de l'automobile*, davantage dans l'histoire, la littérature, la religion. Il recourt peu aux métaphores guerrières, sauf lorsqu'il parle des rapports au sein du PS et des relations avec le PCF. *« Il tourne le dos à la mer*, note l'auteur, et *adore parler de la campagne »*. L'image des racines est très fréquente, et son symbole préféré est l'arbre.

Autres traits saillants du discours : le juridisme et l'association d'images morales et médicales. En devenant président, François Mitterrand s'est rapproché, à quelques nuances près, de la thématique de ses prédécesseurs, ce qui laisse penser que la *fonction contribue, aussi, à créer* le discours.

Cet essai sur le discours de François Mitterrand *avait été pré*cédé, il y a bientôt trente ans, par un exercice comparable, dont on avait surtout retenu le contenu pamphlétaire : le Style du géné*ral, par* Jean-François Revel. Cet ouvrage, qui vient d'être réédité, ne provoquera pas aujourd'hui la polémique qu'il avait *alors et* délibérément ouverte, mais il continue d'illustrer, comme le souligne l'auteur, en préfaçant cette édition, *« le choc culturel »* qui avait *accompagné* le changement brutal du régime. Trente ans après avoir décortiqué le style du général, Jean-François Revel juge celui du leader politique, et il lui reconnaît volontiers *« cette vitesse dans la décision et dans l'action qui est la seule marque des vrais dirigeants »*. Ceux qui ont marqué leur temps.

★ *La crise sonne toujours deux fois*, par Philippe Bauchard. Grasset, 331 p., 110 F.

★ *François Mitterrand, Essai sur le discours*, par Dominique Labbé, La pensée sauvage, 191 p., 75 F.

★ *Le Style du général*, par Jean-François Revel. Éditions Complexe. 208 p., 89 F.

Dans un entretien accordé à « Valeurs actuelles »

M. Pasqua : le Front national a « les mêmes valeurs que la majorité »

Dans une interview publiée dans le numéro du 2 mai de *Valeurs actuelles*, M. Charles Pasqua explique : *« Il y a sûrement au Front national quelques extrémistes, mais, sur l'essentiel, le Front national se réclame des mêmes préoccupations, des mêmes valeurs que la majorité. Seulement, il les exprime d'une manière un peu plus brutale, un peu plus bruyante. »*

Le ministre de l'intérieur ajoute : *« Que les électeurs du FN soient préoccupés par les risques qu'une immigration incontrôlée fait courir à l'ordre public et à l'identité nationale me semble légitime, et nous partageons ces inquiétudes. Il faut cependant qu'ils comprennent que nous avons commencé depuis deux ans à redresser la situation. Notre grande carence aura été une explication insuffisante de notre action. »*

Pour M. Pasqua, assurer un bon report des voix de M. Le Pen est *« relativement simple »*, car *« il est normal que* [M. Chirac] *tienne compte des messages qui ont été exprimés, de l'inquiétude des gens »*. Jugeant que l'embourgeoisement du gaullisme *« a ouvert la voie à la séduction de l'électorat populaire* [du RPR] *par M. Le Pen* il poursuit : *« Nous ne retrouverons la confiance de cet électorat qu'en réaffirmant clairement les valeurs auxquelles nous sommes attachés. Il n'y a pas de honte à dire que nous voulons une France forte, des familles nombreuses, le respect des valeurs morales, la fin de l'agression contre les enfants que représente la débauche de la pornographie. J'ajoute que le mouvement gaulliste est depuis l'origine attaché à la démocratie directe, plus encore qu'à la démocratie parlementaire.*

Enfin, M. Pasqua déclare : *« M. Mitterrand se pose en rassembleur, mais il porte en lui les germes de la guerre civile. On l'a vu en 1984 avec la guerre scolaire. On le voit aujourd'hui avec la Nouvelle-Calédonie. »*

Ces déclarations de M. Pasqua ont suscité de vives réactions.

« Dans sa dérive, M. Pasqua est devenu un danger pour la démocratie [et il] *vient de franchir la frontière qui sépare les républicains des extrémistes »*, a affirmé M. Harlem Désir.

Le président de la Ligue des droits de l'homme, M. Yves Jouffa, a demandé que M. Chirac *« désavoue son ministre de l'intérieur »*.

« La récupération » du 1ᵉʳ mai par M. Le Pen pèse sur la campagne

(Suite de la première page.)

Au palais de Bercy, le vendredi 29 avril, M. Chirac a vendu du Front national sous l'étiquette *« pacte républicain »* : sécurité, immigration, code de la nationalité, mais aussi assurance que les intérêts divers seront défendus face à l'Europe de 1992 (les chiraquiens estiment que le thème du marché unique, mal géré, a fait peur et renforcé l'électorat Le Pen), fiscalité, *« tracasseries administratives »*, et *encore, malgré une profession* de foi libérale sur l'État, garantie que celui-ci jouera son rôle de protection en faveur de toutes les victimes de la crise.

Au moyen de l'astuce qu'il avait inaugurée dans son débat avec M. Mitterrand, et qui consiste à mettre sur un même plan tous ceux qui n'ont pas voté, le 24 avril, pour les trois premiers candidats. M. Chirac se propose de *« comprendre tous les Français sans exception »*, en parlant en fait à ceux qui se sont détachés de la droite pour aller vers l'extrême-droite. Que faire, non plus « du » Front national, mais « avec » lui, telle est la question qui agite les esprits dans la « majorité ».

Au RPR, la ligne Pasqua s'affirme dans les propos confiés par *le ministre de l'intérieur à Valeurs actuelles. « Nous nous sommes embourgeoisés »*, estime M. Pasqua. Suivez mon regard... C'est la stratégie cohabitation-recentrage, conçue par M. Edouard Balladur, qui est mise en cause. Trois jours auparavant, dans un point de vue publié par *le Monde*, M. Philippe Séguin en appelait, lui aussi, au gaullisme populaire face à un *« conservatisme de principe »* ou à un *« libéralisme promu au rang d'idéologie »*. Le ministre des affaires sociales se prononçait contre toute *« structure »* qui associerait le RPR aux *représentants* de ce libéralisme.

« Révolution culturelle »

Au nom de cette défense d'un gaullisme populiste et bonapartiste – qu'il connaît bien et qu'il faisait défiler, le 30 mai 1968, sur les Champs-Elysées, à l'appel du général de Gaulle, – M. Pasqua fait une OPA sur le Front national, héritier du pétainisme. Selon le ministre de l'intérieur, qui « oublie » soudain *l'ostracisme auquel* il vouait M. Le Pen lors de l'« affaire du détail », à l'automne dernier, le mouvement lepéniste *« se réclame des mêmes préoccupations, des mêmes valeurs que la majorité »*. Et M. Pasqua parle, dans un propos parallèle à celui de M. Le Pen, de *« révolution culturelle [...] des valeurs de la droite »*.

Même si elle s'oppose, sur le fond, à la *stratégie de la cohabitation*, dont l'arrêt de mort a été prononcé le 24 avril, l'orientation qu'indique M. Pasqua ne dessine encore qu'un clivage intellectuel au sein du RPR. M. Balladur, *qui avait préparé le* débat télévisé de jeudi avec M. Chirac – débat que le premier ministre estime, *malgré les sondages* défavorables, lui avoir profité – n'est pas ouvertement contesté. Pour l'avenir, c'est autre chose. Entre la confédération libérale, recommandée *par le ministre d'État*, et le retour aux valeurs « gaullistes », défendu par MM. Pasqua et Séguin, la synthèse risque d'être acrobatique. Et les députés RPR, menacés d'une dissolution et inquiets des moyens de campagne dont ils pourront disposer après ceux qu'a engloutis la campagne présidentielle, sont nombreux dans l'expectative.

M. Jean-Marie Le Pen peut regarder ce spectacle avec amusement. Fort de son score du 24 avril, le président du Front national espère bien, dès le lendemain du 8 mai, profiter de la *défaite* de M. Chirac et de la déstabilisation du RPR qui pourrait s'ensuivre pour attirer à lui les députés et cadres du RPR se sachant localement menacés par le Front national ou hostiles à toute recomposition vers le centre. Pour les responsables RPR qui s'étaient hasardés depuis *quelque temps* à multiplier les tentatives de débauchage de députés lepénistes, l'inusable scène de l'arroseur arrosé se jouerait ainsi à leur détriment.

En attendant, M. Le Pen entend bien profiter du dimanche 1ᵉʳ mai d'entre-deux-tours, jour qu'il a choisi pour célébrer Jeanne d'Arc, pour marquer spectaculairement sur le pavé de Paris sa victoire du 24 avril. Des *milliers de militants* du Front national étaient attendus dans la capitale pour un défilé rue de Rivoli, suivi d'une messe et d'un meeting dans les jardins tout proches des Tuileries. Au cours de ce rassemblement, M. Le Pen devait donner à ses troupes sa consigne de vote qui, *samedi encore, devait* être livrée à l'examen des dirigeants et des parlementaires du FN. Une consigne sur laquelle M. Le Pen aura réussi à préserver le plus grand secret, mais qui entre l'abstention et l'appel explicite à voter pour M. Chirac devrait laisser la place à la *préservation* de ses propres intérêts. La tonalité de cette journée devrait, en tout cas, influencer toute la *majorité* et notamment le comportement des centristes.

PATRICK JARREAU.
et DANIEL CARTON.

le second tour

Raymond Depardon



: le Front national

… que la majorité …

… du 1er mai par M. Le Pen

… la campagne

de l'élection présidentielle

Le meeting commun de Bercy

● M. Barre : les « règles de loyauté » ● M. Chirac : le « pacte républicain »

M. Raymond-Barre a indiqué qu'il prenait la parole, au meeting du Palais de Bercy, le vendredi 29 avril, *« conformément aux règles élémentaires de loyauté et d'amitié pour ceux qui participent au combat d'un même camp »*. Le député du Rhône a déclaré que la France avait *« reculé depuis le début de cette décennie »* et qu'*« il faut veiller à ce que ce recul ne se transforme pas en déclin »*. Il a dénoncé le fonctionnement médiatique, qui, pendant la campagne, avait entraîné la *« prédominance du spectaculaire et du superficiel »*.

Lorsque M. Barre a abordé la question du Front national, un petit groupe, dans l'assistance, a crié : *« Chirac, Le Pen, unité ! »*, slogan qui a été accueilli par des huées. *« La politique des extrêmes attire ceux qui souffrent de difficultés quotidiennes »*, a dit M. Barre, qui a mis en garde contre la *« démagogie »* et a souligné la nécessité d'un *« vaste effort d'adaptation et de rénovation de nos structures »*. Après avoir observé qu'*« on ne rassemble pas dans l'équivoque et sur le flou »*, le député du Rhône a fait le bilan économique du septennat de M. Mitterrand, M. Barre a déclaré : *« Je n'oublie pas que, depuis 1983, un changement de cap s'est opéré. Je suis loin de méconnaître que, depuis 1986, un travail important a été accompli. Mais l'économie française ne s'est pas encore remise du choc socialiste. »*

La « rancœur » de M. Mitterrand

Selon M. Barre, les réactions qui *« s'expriment, aujourd'hui, à l'égard de l'immigration »* sont celles *« d'un pays qui baisse démographiquement »*. Soulignant qu'il faut *« respecter les droits de l'homme et défendre l'identité nationale »*, le député du Rhône a affirmé : *« Toute forme de racisme est à proscrire sans aucune ambiguïté. »* Il a ajouté : *« La lutte contre le racisme ne doit pas être utilisée et manipulée à des fins politiques, pour interdire toute réflexion sérieuse et toute action responsable. » « Ne nous laissons pas abuser,* a-t-il dit, *par ceux qui font de l'étranger un bouc émissaire. Ne nous laissons pas, non plus, intimider par ceux qui nous dénient le droit de rester nous-mêmes. »*.

M. Jacques Chirac, après avoir remercié M. Barre, a déclaré qu'on avait pu voir, la veille, à la télévision, un candidat socialiste qui *« n'a plus aucune idée, plus aucun projet pour l'avenir, rien que de la rancœur, la volonté de se maintenir, coûte que coûte, au pouvoir »*. S'adressant aux *« libéraux, radicaux, gaullistes, centristes »*, qui forment *« la grande famille des républicains »*, le premier ministre a déclaré : *« Oui, nous devons comprendre tous les Français sans exception [...]. Face à l'aventure socialiste, nous sommes le mouvement et le rassemblement dans le respect des valeurs de la République. »*

Après avoir affirmé qu'*« il n'y a pas de fatalité du chômage »*, M. Chirac a souligné que l'Europe de 1992 doit être *« une Europe qui rassure »* et qu'il faudra *« défendre avec ténacité »* les règles nécessaires pour *« protéger les consommateurs »* ainsi que les producteurs et le *« commerce de proximité »*. Il a insisté, ensuite, sur la sécurité, en s'engageant à mener *« une lutte sans merci contre la délinquance et la drogue, le crime et le terrorisme »*. Il s'est engagé, aussi, à maintenir la Sécurité sociale et à en faire bénéficier les *« nouveaux pauvres »*. Le maire de Paris a dénoncé, ensuite, *« l'excès des formalités et des procédures »* administratives, et il a rappelé qu'il est favorable au référendum d'initiative populaire.

Décrivant le *« pacte républicain »* qui doit exprimer les *« valeurs communes »* du mouvement qu'il entend représenter le 8 mai, M. Chirac a insisté sur la famille, sur la formation (en souscrivant *« tout à fait »* à l'idée de plan décennal avancée par M. Barre) et sur la nation. *« Jamais, pour ma part, [...] je n'accepterai sans réagir de laisser se propager la moindre théorie raciste,* a-t-il dit. [...] *Mais pourquoi confondre le refus intransigeant de ces idéologies funestes et la nécessité de comprendre l'état d'esprit d'hommes et de femmes qui subissent, dans leur vie quotidienne, un véritable traumatisme ? [...] Nous avons le devoir absolu de dire à ceux de nos compatriotes qui vivent de telles situations que nous ne les ignorons pas, que nous ne les abandonnons pas, que nous travaillons à résoudre leurs problèmes. »*

P. J.

Seul et digne

Enfin un meeting comme Jacques Chirac doit les aimer, franc et direct, les yeux dans les yeux. Abandonnées, les conférences tranquilles au coin du feu du premier tour. Oubliées, les envies d'image recentrées. Le candidat de la majorité retrouvait à Bercy ce qu'il avait si soigneusement évité pendant son tour de France électoral. La messe et la marée humaine, les incantations renvoyées en écho par une foule électrique.

Un meeting à la gaulliste, dressé de drapeaux tricolores, ondulant sous la caresse oratoire, enthousiaste à croire aux chances de son champion. Le Palais omnisports accueillait toute la majorité retrouvée, on fêtait Raymond Barre autant que M. Jacques Chirac, mais les slogans barristes, les sages banderoles du CDS, ne pouvaient faire la différence avec ce peuple RPR, survolté, entraîné, poussé par plusieurs centaines de jeunes — souvent militans du MIL (le Mouvement initiative et liberté de M. Pierre Debizet), — massés dans la fosse de ce cirque en gradins.

Un naturel revenait au galop : *« Mitterrand fous le camp ! »*, criaient des militants. Toute la soirée, le décor futuriste résista mal à ce credo martelé. Nicolas Sarkozy, le jeune maire RPR de Neuilly, avait voulu un plateau de remise d'Oscars, un show à l'américaine, version « Rencontre du troisième type ». Un immense praticable blanc s'inclinait dangereusement vers la foule, terrible symbôle, et les « grands témoins » de la majorité, médecins, jeunes parlementaires ou artistes, annoncés comme pour un jeu télévisé de Guy Lux, descendirent tous maladroitement cette pente abrupte.

C'est assurément Raymond Barre qui eut le plus de mal à supporter à la fois cette mise en scène et cette ambiance. Alain Carignon, M. Loyal de ce défilé de *« la France en marche »*, de *« la France ensemble »*, comme le proclamait un slogan mural, fit d'abord projeter le chiffre 90 sur les écrans géants du stade couvert. *« Vous remarquerez que pour aller jusqu'à 92, il manque le chiffre 2,* annonça-t-il. *Deux, comme les deux hommes qui vont maintenant apparaître devant vous ! »* Et, par la grâce d'une magie d'opérette, Raymond Barre et Jacques Chirac se montrèrent dans la lumière, le premier à gauche de la scène, le second à droite, en haut d'une passerelle encore plus inclinée.

Le candidat barriste prit grand soin de ne pas se laisser attirer par le vide, alors que Jacques Chirac s'avançait à grandes enjambées décidées. Il dut attendre son partenaire. Le ballet était mal réglé. En haut du praticable constellé de projections d'étoiles, les deux hommes se serrèrent la main. La salle hurla sa joie de cette performance-là.

Puis, après une autre descente, périlleuse, Jacques Chirac laissa Raymond Barre, le visage fermé, au bord de cette fosse qui criait sa confiance. *« On va gagner ! »* Raymond Barre avait l'air d'en douter. Les écrans géants renvoyaient, en gros plans, l'image de son visage ennuyé. Il s'accrocha à son texte comme un acteur devant une salle qu'il ne « sent » pas et, courageusement, servit à la foule qui attendait plus d'idées simples, les longs détours d'une pensée modérée.

Il fut interrompu vingt fois, gêné, agacé par ces bravos destinés à un autre. Bercy acclamait la première partie de ses phrases, mais négligeait les contre poids de la pensée barriste. C'était facile pour les militants du MIL : Raymond Barre est fidèle à l'union de la majorité dans ses attaques de paragraphes, indépendant dans ses conclusions. Les clameurs, souvent, masquèrent les secondes.

L'hôte de Jacques Chirac tint bon et passa le témoin au candidat du second tour. Assis, alors, au premier rang de la fosse, il parut parfois être ailleurs. Les terribles plans de coupe des écrans géants le montrèrent décontenancé par l'atmosphère, les yeux clos, entouré de Mmes Chirac et Balladur...

A la fin du discours de Jacques Chirac, il dut remonter, après *la Marseillaise* d'usage, chantée par Nana Mouskouri et Michèle Torr, sur le bord de ce plan incliné qui devait décidément lui inspirer de la méfiance. Line Renaud le prit même dans ses bras, devant la mer déchaînée des drapeaux tricolores.

PHILIPPE BOGGIO.

Les troubles en Nouvelle-Calédonie

M. Mitterrand demande au FLNKS de libérer les otages d'Ouvéa

Tandis qu'à Lille, vendredi soir 29 avril, M. François Mitterrand demandait aux chefs indépendantistes de faire libérer les otages détenus en Nouvelle-Calédonie tout en faisant savoir qu'il s'opposera à la dissolution du FLNKS si le gouvernement de M. Chirac la lui demande, sur l'île d'Ouvéa les négociations se poursuivaient entre les autorités et le « commando » qui tient toujours à sa merci vingt-deux gendarmes, dont le commandant du GIGN, ainsi que le premier substitut à Nouméa.

Le haut commissariat estimait, samedi, qu'il fallait toujours considérer comme otages le capitaine Philippe Legorjus et M. Jean Bianconi. Ce dernier semble désormais le seul à disposer d'une *« certaine liberté de manœuvre »*, mais il ne peut quitter les ravisseurs sans que la vie d'un autre otage soit menacée.

Samedi matin la situation apparaissait bloquée, malgré certains signes de détente. Les militants indépendantistes ont notamment permis à leurs prisonniers — il y a deux jours — d'écrire à leurs familles et de se dégourdir un peu les jambes.

La grotte dans laquelle se trouvent les otages est un lieu sacré pour les Canaques mais les gardiens des coutumes permettent, depuis des temps immémoriaux, qu'elle soit utilisée dans les périodes de guerre. Elle forme surtout une forteresse inexpugnable. Son entrée donne sur une falaise qui tombe à pic dans le Pacifique et elle est protégée à la fois par une épaisse végétation et par un mur de corail percé de meurtrières naturelles, idéales pour les guetteurs armés.

A Maré (îles Loyauté), les militants indépendantistes ont dégagé eux-mêmes, dans la nuit de vendredi à samedi, les barrages qu'ils avaient installés à l'occasion de deux jours de *« mobilisation »*. Le numéro deux du FLNKS M. Yeiwéné Yéiwéné, qui séjourne là-bas, a notamment déclaré, sur Antenne 2 : *« Nous demandons pardon aux famille des gendarmes et au peuple de France mais il faut comprendre que nous sommes humiliés par la politique de M. Pons et que nous sommes traités avec mépris. »* Il a souhaité l'envoi en Nouvelle-Calédonie d'un *« médiateur neutre »*.

Un bâtiment de la marine nationale française a fait usage de ses pièces d'artillerie lors d'une opération de soutien à un peloton de gendarmes mobiles dans la région e Pouebo, à 400 kilomètres au nord-est de Nouméa, a annoncé le haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie.

Le patrouilleur *La Moqueuse* venait de procéder au débarquement d'un peloton de 25 gendarmes mobiles, lorsque ceux-ci ont essuyé des coups de feu à proximité d'un campement dressé au bord de la mer. Pour soutenir l'action des gendarmes, le navire a fait usage de ses pièces d'artillerie, mettant les tireurs en fuite, indique-t-on de même source.

Les gendarmes ont saisi dans le campement du matériel de radio. Cette intervention n'a apparemment pas fait de blessé, précise-t-on.

L'avertissement de M. Tjibaou

HIENGHÈNE
de notre envoyé spécial

Où est donc le climat de guérilla qui enfièvre Canala ? Hienghène somnole. Ici, nul cagoulard brandissant un fusil à lunette, ni gendarmes engoncés dans des gilets pare-balles.

Niché au creux d'une de ces criques qui frangent le littoral du nord-est de la Grande-Terre, le fief de M. Jean-Marie Tjibaou s'apprête à vivre un week-end ordinaire : pêche, chasse, cérémonies religieuses, palabres à l'ombre des manguiers, l'œil rivé sur le récif. Saisissant contraste. Les troubles sont bel et bien localisés — pour l'heure — sur quelques points chauds : Canala, Ouvéa, Maré.

Mais Hienghène attend. *« Il faudra bientôt entrer en scène pour décompresser les communes qui bougent »*, confie un militant. Autour de lui, un groupe de jeunes hisse le drapeau de Kanaky, tandis que d'autres scrutent à la jumelle les crêtes avoisinantes. Les gardes du corps du président du FLNKS sont aux aguets : la crainte d'une expédition éclair de broussards de la côte ouest est vive.

« On ne tue pas une idée... »

M. Tjibaou n'a pas pris le parti de se murer dans une réserve embarrassée. S'il ne s'est pas encore franchement exprimé sur la crise actuelle, c'est — tout prosaïquement — parce que les communications téléphoniques sont coupées avec Hienghène. Il suit les événements par la radio, et les messages de ses lieutenants de Nouméa lui parviennent suivant un itinéraire sinueux.

La disparité des foyers de tension ne l'inquiète pas. *« Vous verrez dans les jours qui viennent... Les Kanaks sont toujours au rendez-vous, même quand ils sont en retard »*, lance-t-il sur un ton énigmatique. *« C'est parti pour une durée qui peut être assez longue,* poursuit-il. *La mobilisation se poursuivra jusqu'à ce que le futur président, quel qu'il soit, accepte de considérer qu'il y a un problème politique et non pas seulement un problème d'ordre public. »* Et il répète, comme pour enfoncer le clou : *« D'ici au 8 mai ou après, si Mitterrand ne nous aide pas, la mobilisation va continuer. »*

L'éventualité d'une dissolution du FLNKS ne l'alarme pas davantage : *« C'est une prise de position électoraliste pour essayer de faire du racolage sur l'électorat du Front national, qui, au niveau local comme au plan national, va s'agrandissant. Mais ça ne va rien changer. Un mouvement, c'est très difficile à détruire. On ne tue pas une idée, à moins de massacrer tous ceux qui s'en réclament, c'est-à-dire 80 % des soixante-quinze mille Kanaks de ce pays. »*

L'affaire d'Ouvéa ? *« On a présenté les militants d'Ouvéa comme des combattants sans cause, des terroristes qui tuent gratuitement alors que nous avons essayé de faire comprendre qu'il faut inscrire ces actions dans un contexte politique qui se dégrade. » « C'est le FLNKS qui a lancé le mot d'ordre,* rappelle-t-il, *à charge pour les comités de lutte de s'organiser et de mener les actions qu'ils jugent possibles afin de faire pression sur le gouvernement, l'objectif étant d'obtenir une discussion sur des institutions définitives. »*

Evoquant les gendarmes tués, M. Tjibaou déplore qu'*« ils fassent les frais »* d'une politique de *« soutien aux groupes colonialistes locaux »*, alors qu'*« ils n'ont rien à voir avec le contentieux qui divise les Kanaks et les caldoches »*. *« En fait,* ajoute-t-il, *ce sont les locaux, et le gouvernement qui les aide, qui sont les responsables de ces morts. »*

Reste ce statut d'autonomie qui se met progressivement en place. Ces nouvelles institutions pourront-elles réellement fonctionner ? *« A Nouméa, peut-être,* dit le chef indépendantiste. *Mais ailleurs nous veillerons à ce que l'on soit entendus et que le conseil coutumier ou autre ne puisse fonctionner qu'avec notre accord. Sinon, ça ne marchera pas. »*

FRÉDÉRIC BOBIN.

M. Chirac se veut « sans faiblesse face à une poignée de terroristes »

Au cours de son discours du vendredi soir 29 avril, à Paris, M. Chirac a déclaré, à propos de la Nouvelle-Calédonie : *« Je suis conscient des questions que vous vous posez sans doute sur les événements de Nouvelle-Calédonie et sur le maintien, dans ce territoire de la République, de l'autorité de l'Etat. J'ai donné les instructions et pris les dispositions pour que cette autorité soit assurée sans faiblesse, face aux menaces d'une poignée de terroristes, manipulés et soutenus de l'extérieur et parfois, hélas, encouragés de l'intérieur.*

» Quoi qu'il arrive, je ne rejetterai pas ceux qui veulent, en Nouvelle-Calédonie, quelle que soit leur origine, rester Français et qui l'ont massivement exprimé au monde entier lors du référendum de l'automne dernier. La démocratie, c'est d'abord et avant tout respecter la volonté du peuple telle qu'elle se manifeste dans les urnes ; ce n'est pas faire droit à la violence d'une minorité extrémiste. Tout me commande de refuser la moindre concession sur ce point. Il y va de l'intégrité de la République et du respect du droit des citoyens. »

Nouvelles critiques néo-zélandaises

Les critiques des dirigeants australiens et néo-zélandais contre la politique actuelle en Nouvelle-Calédonie se poursuivent. Samedi 30 avril, M. Russell Marshall, ministre néo-zélandais des affaires étrangères, a déclaré que *« ce n'est pas la première fois que la France est impliquée dans une affaire semblable »*, évoquant à ce propos la guerre d'Algérie. *« Les chances de règlement après les deux années de gouvernement Chirac sont plutôt maigres. »*

« Si vous persistez dans la répression, a-t-il lancé aux dirigeants français, *vous vous acheminez vers un conflit sanglant et plein d'amertume, qui pourrait non seulement aboutir à un carnage, mais aussi à une situation où des gens pourraient être contraints à quitter le territoire. »* Pour éviter que *« les militants les plus actifs prennent les choses en main »*, M. Marshall a conseillé au gouvernement français — dont il a jugé l'attitude *« trop colonialiste »* — de s'adresser aux *« séparatistes mélanésiens modérés qui se trouvent au sein du FLNKS »*. — *(AFP.)*

« Je ne suis pas disposé à frapper telle communauté plutôt que telle autre... »

déclare le chef de l'Etat à Lille

M. Mitterrand a consacré, le vendredi 29 avril à Lille, un long moment de son discours à la situation en Nouvelle-Calédonie. *« Il n'y avait pas de guerre civile, pas d'affrontement. On se parlait et l'on gérait. Pourquoi avoir voulu casser ce système ? Pour répondre aux revendications des dirigeants d'une autre ethnie ? Pourquoi a-t-il fallu gâcher cette besogne ? Pour opposer la loi des interdictions et du commandement au dialogue ? Il faut préférer le dialogue à l'affrontement, la confiance au refus. La nation doit solidarité à ses fils exposés. »*

« C'est à la République française d'être l'arbitre, d'imposer la loi de la justice, de la solidarité, du dialogue. Il ne faut pas rendre impossible, par des actions irresponsables. Il ne faut pas tourner le dos à l'histoire. Il ne faut pas reculer de trente ans pour tomber dans un système colonial dérisoire, absurde, ridicule et coupable, alors qu'avec Pierre Mendès France et de Gaulle on croyait en avoir fini.

» J'invite les responsables à tenter encore le dialogue. Sans doute faut-il que cela soit compris de part et d'autre. Que ne soit pas maintenue la loi de la force, la loi des otages. Cela doit être refusé. On ne débouchera sur la paix que si nous choisissons les voies de la justice, que si la République exerce son devoir d'arbitrage, ce que je ne manquerai pas de faire quand il faudra. Ne le faut-il pas déjà ? Il faut commencer par rendre leur liberté à ceux qui l'ont perdue, à ceux qui sont maintenus à Ouvéa. Il faut que soient rendus à tout un peuple minoritaire les égards auxquels il a droit.

» Je demande aux responsables des formations indépendantistes canaques de comprendre qu'elle doivent liberté, vie et sécurité à ceux des nôtres aujourd'hui menacés [...]. Est-ce que ces paroles ne sont pas plus nécessaires que les appels à la haine renouvelée ? Est-ce que, par des actes juridiques d'interdits, nous aurons accru les chances de la paix ? Je ne suis pas disposé à écouter les paroles de colère et de haine ; je ne suis pas disposé à engager la France à frapper telle communauté, plutôt que telle autre. Je demande la disparition de toutes les milices armées, sans choisir parmi elles.

» Voilà pourquoi les médiations sont nécessaires. Je pense à la vie de ceux qui attendent, pieds et poings liés, dans la nuit. Rien ne doit être fait qui ajoute à leurs risques. En même temps, la République ne peut pas céder sur l'essentiel. Engageons le dialogue, il y a des hommes de bonne volonté de part et d'autre. Refusons de céder à la pression des intérêts, aux violences physiques, aux violences morales. »

Représailles à Canala

CANALA
de notre envoyée spéciale

Le saxophone du grand-père de Léopold Jorédié est noir de fumée mais il a survécu. Le drapeau de « Kanaky » aussi, et encore quelques coquillages posés sur une planche. Pour le reste, la maison du dirigeant du FLNKS, à la tribu de Gelima, près de Canala, a brûlé. Les tôles d'aluminium ont fondu, le toit tordu ouvre sur le ciel.

En face, les cendres de la salle de réunion de la tribu sont encore chaudes. C'était aussi la bibliothèque des enfants. Les pages s'effritent sous les doigts, l'ordinateur est détruit. La cuisine communautaire n'existe plus, la case de la mère de Léopold Jorédié non plus. L'école populaire kanake, en bois, a été épargnée. On y voit le dictionnaire « xaracuu-français » écrit par Marie Adèle, la femme du secrétaire général de l'Union calédonienne. Et sur le bois neuf, des impacts de balles.

Canala, haut lieu de la révolte canaque depuis une semaine, avec Ouvéa, a payé. Neuf maisons au moins ont brûlé ou ont été saccagées. Les témoignages accusent la gendarmerie. Les cibles sont bien précises : lieux de réunion et cases indépendantistes, école populaire.

Deux marmites chauffent ; un fusil est appuyé contre la table. Christiane, la nièce de Jorédié, sort l'agenda dans lequel elle consigne les opérations. Jeudi 28 avril, à 9 heures du matin, les gendarmes sont venus à Gelima pour faire sauter les barrages, avec six camions, sept jeeps et quatre VBRG. Deux hommes, affirme-t-elle, sont rentrés à pied dans la tribu. Ils ont tiré au lance-grenades dans les maisons. Adèle Jorédié, réfugiée derrière la case de tôle, les a vus avec un plan entre les mains. *« C'est ici chez Kenon ? »*, auraient demandé les gendarmes, cherchant un militant indépendantiste.

Nielo Vitry, un Réunionnais, ne s'est pas réfugié dans la tranchée derrière le village avec les autres. Il a été embarqué dans un camion. Quand il y est entré, les cases ne brûlaient pas. Il a vu la fumée lorsqu'il a été relâché. Lui aussi assure avoir remarqué un plan dans les mains d'un gendarme. Pourtant, la maison d'un employé de la société Le Nickel (SLN), cousin de Léopold Jorédié mais sympathisant chiraquien, a brûlé aussi. Il reste les autocollants vantant le *« courage »* et l'*« ardeur »* du candidat du RPR.

Chez Théodore Neimbo, ancien président du « comité de lutte » de Canala, les chambres sont sens dessus dessous. La cuisine semble avoir été criblée de rafales. Il y a de nombreux impacts sur une cuvette fleurie. Dans le mur, à côté d'une armoire métallique, un trou d'une dizaine de centimètres de diamètre aurait été causé, selon les indépendantistes, par une grenade.

A Nonhoué, une autre tribu, à l'entrée de Canala, la case du chef est en cendres, ainsi que l'école populaire. Sur un arbre, les oranges sont calcinées. Un matelas a été tiré à l'extérieur d'une maison qui a subi vendredi 29 avril une fouille en règle.

Les gendarmes affirment qu'ils essuient des tirs tous les jours. L'un d'eux a encore été blessé vendredi. Les indépendantistes auraient brûlé, de leur côté, deux maisons de sympathisants de RPCR. Ils ont aussi détruit, le 24 avril, la voiture du curé, le Père Radelet, parce qu'il était toujours le premier à voter.

Devant la gendarmerie, le samedi 30 avril, le commandant Durieux affirme que *« le feu prend »* dans certaines cases parce que *« ce sont des points à partir desquels nous sommes menacés »*. Ses hommes, dit-il, ne disposent pas de grenades incendiaires. Ils utilisent des balles traçantes. *« On ne détruit pas, on se défend. »* Et, conclut-il : *« On veut nous faire traiter avec des méthodes légales des gens qui nous combattent avec des méthodes illégales. C'est insoluble... »*

CORINE LESNES.

Société

Arrêté à Bayonne

Le « transporteur de fonds » de l'ETA a été inculpé

Interpellé le 26 avril à Bayonne, José Félix Perez-Alonzo, considéré par la police comme un militant de l'organisation indépendantiste basque ETA, a été déféré, vendredi 29 avril, devant M. Michel Legrand, juge d'instruction au tribunal de Paris, à l'issue de soixante-douze heures de garde à vue. Il a été inculpé de tentative d'homicide sur la personne d'un fonctionnaire de police, port d'arme prohibée de première catégorie et association de malfaiteurs, ces infractrions étant en relation avec une entreprise terroriste.

Quatre autres personnes sont aussi visées par la même information, pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste. Trois d'entre elles ont été interpellées mardi, mercredi et jeudi à Hendaye et à Saint-Jean-de Luz. Il s'agit de Maïté Bergara, Chantal Bernadette et Nadine Sorondo. La quatrième personne, Inaki Aguirre Saenz, est en fuite.

Concurrence et maladresses policières

Les poursuites engagées contre José Félix Perez-Alonzo ont une origine apparemment simple : il a été *interpellé alors qu'il s'approchait* d'une voiture suspecte garée sur un parking bayonnais et surveillée par la police de l'air et des frontières (PAF) depuis plusieurs jours. Se voyant cerné, Perez-Alonzo a sorti son arme et fait feu à plusieurs *reprises sur les policiers, blessant* une inspectrice de police, Mme Catherine Schalk. Finalement maîtrisé, il était trouvé porteur de 725 millions de pesetas (environ *35 millions de francs), dont* 600 millions de pesetas représentant la rançon versée à l'ETA par la famille d'un industriel espagnol, M. Emiliano Revilla, enlevé le 24 *février* par l'organisation indépendantiste basque (*le Monde* du 28 avril).

Tels sont les faits officiels. La réalité est néanmoins assez différente et a déjà provoqué quelques *sévères explications entre* les services de police français et espagnols chargés de la lutte antiterroriste. A Madrid, les responsables du ministère de l'intérieur ont du mal à dissimuler leur embarras et leur crainte que, à la suite de cette affaire, la *détention de M. Revilla ne se prolonge* encore longtemps. Car tout porte à croire que l'industriel enlevé aurait dû recouvrer la liberté ces derniers jours si n'était intervenue, à *Bayonne, ce que des responsables* policiers français appellent sans excessive *prudence une « bavure ».*

La semaine dernière, en effet, un *responsable de la PAF des* Pyrénées-Atlantiques apprend d'un collègue espagnol que la rançon réclamée par l'ETA en échange de la libération de leur otage a enfin été versée par *la famille de M. Revilla.* Cette somme devrait être transportée en France par l'ETA, qui, ensuite, devrait libérer son prisonnier. L'argent, révèle enfin l'informateur, sera convoyé par quatre *hommes dans une Mercedes bleu* immatriculée à Madrid.

Un dispositif mal conçu

En fin de semaine, à l'heure et au lieu dits, la voiture se présente au *poste frontière franco-espagnol* puis se dirige vers Bayonne, où elle gagne un parking. Là, ses occupants transbordent les valises contenant la rançon dans une fourgonnette – *douze, dit-on – puis disparaissent.* Tout s'est déroulé sous les yeux des fonctionnaires de la PAF dont le responsable local, sans doute désireux de faire seul une « belle affaire », a délibérément « omis » de prévenir les services spécialisés.

Espérant pouvoir interpeller ceux qui viendront chercher la rançon, les policiers de la PAF tendent leur souricière, non sans d'abord subtiliser les fameuses valises bourrées de billets de banque. Quelques instants plus tard, sortant d'un immeuble *voisin, s'approche un premier* homme. Il fait le tour de la camionnette, sort une clef de sa poche, ferme les portières et... disparaît pour ne plus reparaître. Selon les *policiers qui le recherchent* aujourd'hui activement, il pourrait s'agir d'Inaki Aguirre Saenz, qui a loué le véhicule.

Dimanche 24 avril, après plusieurs heures de « planque » infructueuse, la PAF prévient enfin Paris de ce qui se trame. *Vifs échanges* de mots à l'issue desquels le ministère de l'intérieur décide d'envoyer sur place une équipe du RAID (Recherche, assistance, intervention, dissuasion), unité de la police nationale spécialisée notamment dans les interpellations dangereuses.

Deux jours plus tard, le 26 avril, *un nouveau suspect s'approche* enfin de la camionnette. En cyclo*moteur, casqué, il vient ouvrir la* voie à ses camarades demeurés en retrait. Las, le dispositif policier est mal conçu : le RAID est disposé à 300 mètres de là, et la PAF fait *l'erreur de signaler, par radio,* le manège. Or – les policiers le découvriront plus tard – l'éclaireur a sous son casque un dispositif *d'écoute* qui lui permet d'entendre les messages échangés par les forces de police. Comprenant qu'il est tombé dans un guet-apens, il sort son arme et tire aussitôt, blessant une inspectrice de police. Il sera arrêté quelques minutes plus tard. Mais ses complices ont eu le temps *de prendre le large.*

A la justice, qui dispose d'une *rançon de 35 millions de francs* que la famille de M. Revilla ne veut pas reconnaître officiellement comme sienne, – le versement d'une rançon est considérée en Espagne *comme un délit – de débrouiller* maintenant l'écheveau. A elle aussi d'apprécier les circonstances qui ont certes permis l'arrestation de José Félix Perez-Alonso mais aussi la fuite de tous ses complices. Quant aux services de police qui ne se sont guère *vantés d'un épisode qui aurait* pu se terminer plus tragiquement, ils ont à analyser les voies mystérieuses d'une information venue aux oreilles d'un des siens et compren*dre pourquoi la police espagnole,* apparemment fort bien renseignée, a préféré passer le relais plutôt que d'opérer elle-même. Le versement de cette rançon, dit-on dans certains *milieux policiers espagnols,* était l'une des conditions à la reprise des discussions avec l'ETA, interrompues justement après l'enlèvement de M. Revilla.

G. M.

A la cour d'assises de Mons

Acquittement pour cinq hommes soupçonnés d'être les « tueurs fous du Brabant wallon »

BRUXELLES
de notre correspondant

Les « borains » ne sont pas les « tueurs fous du Brabant Wallon », tel est l'essentiel du verdict rendu, vendredi 29 avril, après huit heures de délibérations, et à l'issue d'un procès de plus de trois semaines (*le Monde* du 8 avril), par le jury de la cour d'assises de Mons. Celle-ci a, toutefois, reconnu quatre des cinq accusés coupables d'une série de méfaits de seconde importance. Le cinquième accusé, Kaci Bouaroudy, a, lui, été acquitté.

La question essentielle reste donc toujours posée : qui sont ces tueurs qui, de 1981 à 1985, ont semé la terreur en Belgique, laissant derrière eux vingt-huit morts ? Qui sont les auteurs de ces massacres perpétrés dans des supermarchés par une bande apparemment très bien entraînée, *et qui n'a recueilli que des* butins dérisoires ?

Au cours de trois semaines de procès, les avocats de la défense, mais aussi parfois le président de la cour, M. Jacques Verrecke, n'ont cessé de souligner les insuffisances de *l'instruction* qui a mené les cinq « borains » devant le jury ; cinq malfaiteurs de seconde zone dont certains ont été, manifestement, amenés à « avouer » des crimes qui les dépassaient, avant de se rétracter définitivement.

Si le procès de Mons a donc « blanchi » les « borains », il n'a, en revanche, *pas permis, comme* certains l'espéraient, d'avancer dans la recherche d'autres hypothèses, notamment dans l'existence d'une organisation d'extrême droite, une sorte de loge P 2, qui aurait commandité ces tueries pour déstabiliser la Belgique. Le mystère reste entier.

J.-A. F.

ENVIRONNEMENT

Guerre de tranchées à Tchernobyl

(Suite de la première page.)

A ces dix mille personnes, il faut ajouter quatre mille hommes chargés du génie civil et un nombre tenu secret de militaires – plusieurs milliers en tout cas (1). Ces personnels sont répartis entre la centrale nucléaire (quatre mille employés) et la ville de Tchernobyl (ramenée de douze mille habitants à quelques centaines d'administratifs autour de l'état-major du kombinat), trois immeubles de Pripiat qui accueillent aussi quelques centaines de fonctionnaires, et enfin Zeleny-Mis (le cap Vert), la cité de repli où vivent en alternance six mille personnes.

8 milliards de roubles

Cette ville préfabriquée située au bord de la « mer de Kiev », un lac-réservoir formé par le Dniepr, à 36 kilomètres de l'épicentre, s'est substituée à Pripiat pour l'accueil des travailleurs de la centrale. Ils avaient d'abord été logés dans une colonie de vacances, à une quarantaine de kilomètres, ainsi que dans des bateaux de croisière mouillés au cap Vert. Désormais privés de leur famille, ces ouvriers et techniciens font chaque jour la navette, en car, pour se rendre à leur travail qu'ils accomplissent par journées de douze heures (pause repas comprise), quinze jours d'affilée. Ils regagnent ensuite leurs foyers pour les quinze jours suivants, afin de ne pas cumuler trop de rems dans leur organisme.

« Au lendemain de l'accident, on tolérait des doses de 25 rems, explique Alexandre Kovalenko, le directeur des relations internationales du kombinat. *Depuis le 1er janvier 1987, on s'en tient à la norme internationale de 5 rems par an. Mais la dose moyenne enregistrée en 1987 a été de 1,5 rem et on espère descendre à 1,2 rem en 1988. »* Pour ce fonctionnaire modèle, accouru volontairement sur le site – avec sa femme – au lendemain de l'accident, la décontamination a été si réussie que le « bruit de fond » radioactif de Tchernobyl n'est que le double de celui de Kiev, lui-même double de la normale. *« Mais l'air de la place Rouge avec son granit est plus radioactif qu'à Kiev »,* précise-t-il avec un clin d'œil.

Les techniciens de la décontamination s'efforcent avant tout de maintenir « ouvrable » le périmètre de la centrale, quitte à sacrifier quelque peu les abords, désormais *interdits.* Même à proximité immédiate du « sarcophage » (120 mètres) – le réacteur numéro 4 enfoui sous 300 000 mètres cubes de béton, *13 500 tonnes* de plomb et serti de tôle d'acier, – la dose actuelle serait de 2 millirems/heure soit l'équivalent de 17 rems par an. Toutefois, la situation reste évolutive car le bunker n'est pas totalement étanche. On a une circulation d'air pour le refroidissement du cœur dont la chaleur résiduelle serait de 35 degrés à 2 mètres du réacteur. *« Les fuites du sarcophage sont bien inférieures à celles d'une centrale en activité »,* affirme l'ingénieur en chef Guennadi Yaroslavtsev, qui n'a d'yeux que sur ses courbes de production : 20 milliards de kilowatt/heures produits depuis la remise en route de trois réacteurs (décembre 1987), et les objectifs du plan *(« le plan 1987 a été réalisé et celui du premier trimestre 1988 aussi »).*

Un vent de fronde

Mais ce sont des kilowatts particulièrement coûteux. *« La catastrophe nous a coûté trente-deux morts, deux cent trente-sept irradiés, cent trente-cinq mille évacués et 8 milliards de roubles »,* résume sèchement Alexandre Kovalenko. Et ce n'est pas fini : il faut constamment recommencer le découpage des terres contaminées, prendre mille précautions qui entravent la production et payer double un personnel contraint à travailler à mi-temps. Quant aux tranches 5 et 6 de la centrale – dont la carcasse inachevée ressemble aujourd'hui au réacteur numéro 4 après l'explosion, – elles sont gelées jusqu'à 1991 au moins, sinon définitivement abandonnées. Dans tout le pays, des voix autorisées supplient le ministère de l'énergie de ne pas construire les six réacteurs encore au programme en Ukraine. Le gouvernement, obligé à un minimum de « glasnost », devra donc dépenser des trésors d'énergie pour convaincre...

Il voit aussi se lever un vent de fronde parmi les paysans évacués en 1986. A Nebrat, où *nous avions* rendu visite aux kolkhoziens nouvellement installés (*le Monde* du 24 octobre 1986), le soulagement d'avoir retrouvé un toit et une terre a fait place à la morosité. *« Ils veulent tous rentrer au village, même les enfants »,* constate la directrice de la toute nouvelle école. *« Ce ne sont pas les radiations qui les minent, mais l'exil »,* diagnostique le médecin de la communauté. Une kolkhozienne aux dents d'or résume à sa façon la situation : *« Notre nouvelle maison est peut-être correcte mais c'est un terrain vague ; ici, plus de vergers, plus de rivière, plus d'étang, et on n'a même plus le droit d'avoir une vache à l'étable ! »* Certains, n'y tenant plus, sont retournés dans leur village d'origine. Les autorités, tolérantes à l'égard des plus âgés, leur apportent vivres et eau minérale. On compte aujourd'hui quelque cinq cents « autoretournés » dans la zone des 30 kilomètres.

La « tragédie » de Tchernobyl, comme disent les Soviétiques, attend toujours son dénouement.

ROGER CANS.

(1) Il s'agit surtout de réservistes ou d'hommes de plus de trente ans. Les militaires qui ne veulent pas travailler dans la zone contaminée sont employés alentour. Au lendemain de l'explosion, un officier et cinq hommes avaient refusé de « nettoyer » le toit du réacteur numéro 3.

● **Décès d'un membre de la commission gouvernementale sur Tchernobyl.** – La télévision soviétique a annoncé, vendredi soir 29 avril, le décès d'un membre de la commission gouvernementale créée après la catastrophe à la centrale nucléaire de Tchernobyl du 26 avril 1986, l'académicien Valery Legassov. La télévision a indiqué que M. Legassov, membre du présidium de l'Académie des sciences d'URSS, était mort mercredi dernier à l'âge de cinquante et un ans, mais n'a pas précisé la cause de son décès, notamment s'il était lié ou non à son exposition aux radiations lors de ses séjours dans la région de Tchernobyl. – *(AFP.)*

MÉDECINE

Selon la direction générale de la santé

Le SIDA remet en question les collectes de sang sur la voie publique

Il faut diminuer le nombre des collectes de sang sur la voie publique et les abandonner dans les villes et les régions où le taux de dons de sang contaminé par le virus du SIDA est élevé. Telles sont les principales recommandations faites par la direction générale de la santé, au terme d'une étude portant sur l'ensemble des dons de sang effectués en France en 1987.

Le dépistage systématique des donneurs de sang mis en place en avril 1985 par le gouvernement a permis d'améliorer de manière très importante la sécurité des transfusions sanguines (quatre mille unités de sang potentiellement contagieux ont ainsi pu être détectées et éliminées). Pourtant un doute subsiste toujours sur la possibilité d'une contamination à partir d'une transfusion d'un sang apparemment séronégatif mais contagieux. *« Comme pour tout autre acte médical utilisant des produits d'origine humaine et des tests biologiques, la sécurité ne peut être considérée comme absolue »,* peut-on lire dans le dernier numéro du *Bulletin épidémiologique hebdomadaire* de la direction générale de la santé. (No 15-1988) selon lequel *« des contaminations peuvent encore se produire ».*

De récentes études montrant de manière très nette que les cas de sang contaminé concernent beaucoup plus les nouveaux donneurs de sang (1,3 pour 1 000 en moyenne) que les donneurs réguliers (0,1 pour 1 000). La direction générale de la santé recommande donc d'augmenter le recours à ces derniers. Elle souligne aussi que la diminution du nombre d'unités de sang collectées pourrait être *« compensée »* par une meilleure utilisation des quantités disponibles.

Une enquête effectuée par le Service des statistiques des études et des systèmes d'information du ministère des affaires sociales et de l'emploi (SESI), établit sans ambiguïté que certaine régions françaises sont beaucoup plus touchées que d'autres par l'épidémie. il s'agit notamment de l'Ile-de-France et de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

JEAN-YVES NAU.

Trois Iraniens condamnés à Paris

La seizième chambre du tribunal correctionnel de Paris, présidée par Mme Martine Anzani, a condamné, le vendredi 29 avril, Ali Abdolahzadeh, vingt-sept ans, à trente mois d'emprisonnement et cinq ans d'interdiction de séjour, Azita Monachipour, trente et un ans, et Djaber Kalibi-Seyyed, cinquante-deux ans, à quatre ans d'emprisonnement et dix ans d'interdiction de séjour.

Ces trois Iraniens avaient comparu le 18 mars dernier pour association de malfaiteurs et détention *d'explosifs. Ils avaient admis* à l'audience avoir acheté des jerricanes et les avoir remplis d'un explosif liquide remis par un autre Iranien dont ils ont refusé de donner le nom. Ces *explosifs étaient, selon* eux, destinés à des attentats en Iran et non en France. Tous trois avaient été arrêtés en septembre 1986 par la DST, au moment où de nombreux *attentats avaient été commis* à Paris.

● **Un nationaliste corse placé sous mandat de dépôt.** – Christian Silvani, vingt-neuf ans, militant nationaliste corse, interpellé le 27 avril, à Ajaccio, et transféré dans la journée à Paris, a été placé sous mandat de dépôt, vendredi, par M. Michel Legrand, juge d'instruction à Paris, chargé des affaires de terrorisme, sous les inculpations d'infraction à la législation sur les armes et les explosifs, association de malfaiteurs, complicité de destruction par explosifs, reconstitution de ligue dissoute. La décision du juge fait suite à la découverte d'une cache d'armes en novembre dernier.

Le procès de François Korber aux assises de la Gironde

Variations sur les mobiles d'un meurtre

BORDEAUX
de notre correspondante

Après cinq jours de débat, la cour d'assises de la Gironde s'est accordé, le 29 avril, un week-end de repos, sans avoir encore examiné les circonstances de l'assassinat de Jackie Eichers, pour lequel comparaissent François Korber et Roger Ambeau. L'ex-candidat RPR ne s'est pourtant livré à aucune manœuvre procédurière vendredi. Il a même manifesté quelques signes de fatigue. En fait, la majeure martie de l'audience a été consacrée à l'affaire du Luxembourg, pour laquelle François Korber a déjà été jugé en juin 1987, en même temps que ses trois complices, Roger Ambeau, Guy Dumollard et Denis Perrichon.

Le 27 janvier 1982, les quatre hommes, qui se livraient à un trafic d'or et de devises, avaient mis en scène une fausse agression d'un agent de change luxembourgeois. L'objectif était de conserver pour leur compte la valise de fonds qu'ils auraient dû échanger contre de l'or avec leur correspondant. *« Une seule chose nous intéresse dans cette affaire,* s'est exclamé Me Bergeon, l'un des avocats de Korber, *quelle incidence a-t-elle eue sur la mort d'Eichers ? »*

Eichers était, en effet, lui aussi, membre de l'expédition luxembourgeoise. S'est-il montré trop bavard après coup ? *Voulait-il* faire chanter son employeur François Korber ? N'avait-il pas, au contraire, remis sa part à Korber ? Dumollard, l'ami d'enfance de Roger Ambeau, qui l'avait présenté à Korber, avait témoigné en ce sens le 8 avril 1982. Ses souvenirs semblent, aujourd'hui, s'être considérablement estompés ; il est resté dans le flou, vendredi, à la barre des assises, sur les mobiles possibles du meurtre d'Eichers : *« Il y avait mille personnes qui lui en voulaient à Bordeaux. »*

Dumollard se souvenait, en revanche, d'une conversation avec Ambeau, quelques jours après la mort d'Eichers : *« Ambeau m'a dit, très détendu, qu'il avait mis une balle dans la tête de Bob* [Eichers]. *» Ambeau, qui s'était rétracté au cours de l'instruction et avait accusé Korber d'avoir lui-même tiré contre son complice, reconnait aujourd'hui les faits. Mais on ignore, toujours, qui était le commanditaire de cet acte.*

Reprise des débats le 2 mai.

GINETTE DE MATHA.

L'association Alma Mater est dissoute par la cour d'appel

Les mères porteuses hors-la-loi

MARSEILLE
de notre correspondant

« Je ne suis pas surpris. Je suis simplement atterré. » C'est en ces termes que le docteur Sacha Geller, président de l'association Alma Mater, créée à son initiative pour faciliter les « prêts d'utérus », a accueilli l'arrêt de la première chambre civile de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, confirmant le jugement de dissolution prononcé par le tribunal de grande instance de Marseille le 16 décembre 1987. Cette association de mères porteuses facilitait le contact entre les couples stériles et des femmes acceptant de porter un enfant moyennant le règlement de 50 000 F. A ce jour, Alma Mater avait permis à quatre-vingts couples stériles d'avoir un enfant.

La décision de mettre fin aux activités d'Alma Mater et de deux autres associations françaises similaires avait été prise en octobre 1987, après que Mme Michèle Barzach eut demandé au garde des sceaux de lutter *« contre le commerce d'enfants, nouvelle forme d'esclavage ».* Cette demande suivait la plainte d'une jeune Lyonnaise, Anne-Marie, qui réclamait l'enfant naturel qu'elle avait remis à un couple de l'association et par son intermédiaire.

La décision de la cour d'appel ne constitue pas une surprise, mais on pouvait penser qu'un sursis serait octroyé à Alma Mater afin de permettre aux grossesses en cours d'aller à leur terme. Actuellement, dix-huit mères porteuses inséminées par le docteur Geller sont enceintes, et se trouvent déjà en *« état d'apesanteur juridique ».*

Celles-ci, qui étaient présentes à l'audience, ont affirmé leur volonté d'aller au bout de leur « contrat ». Quant au docteur Geller, il a déclaré : *« Je n'abandonnerai pas les coupes stériles. Si l'un d'eux se présente à mon cabinet accompagné d'une mère porteuse recrutée par petite annonce, je pratiquerai l'insémination, comme mon devoir de médecin me l'ordonne. Chacun se débrouillera désormais. Alma Mater évitait l'instauration d'un marché noir de prêt d'utérus. Je ne peux pas garantir qu'il en sera ainsi à partir du moment où les scellés sont apposés sur la porte de notre siège social. Rien ne peut étouffer le désir d'enfant. Je ne vois pas en quoi le don de gestation volontaire est plus « immoral » que le don de sperme ou la procréation médicale assistée. »*

JEAN CONTRUCCI.

ARTS

Le musée Bonnat à Bayonne

La passion d'un maître pompier

Léon Bonnat, qui régna sur la peinture académique de la fin du siècle dernier, serait sans doute tombé dans l'oubli le plus total s'il n'avait réuni une étonnante collection d'œuvres d'art qu'il légua à sa ville natale Bayonne.

Le plus illustre des enfants de Bayonne, Léon Bonnat, s'est éteint le 9 septembre 1922. Dans sa ville natale, les drapeaux sont mis en berne. Les magasins ferment en signe de deuil. Quelques années auparavant, le peintre avait été célébré à l'unisson du premier magistrat de France, Raymond Poincaré, en visite officielle. L'un des rares présidents de la IIIe République ignoré de son pinceau. Lassitude du vieux maître ? Tout le gotha du siècle finissant avait défilé devant son chevalet, de Victor Hugo à Ferdinand de Lesseps en passant par Thiers, Renan et Félix Faure.

Signe d'un tournant de la mode ? Les pompiers qui sont de toutes les époques, commençaient à éclaircir leur palette, un demi-siècle après les premiers impressionnistes. *« Ils volent de nos propres ailes »*, bougonnait le vieux Degas. Bonnat, lui, restait fidèle à la manière sombre de ses maîtres espagnols, indifférent aux railleries de ses élèves des beaux arts qui brocardaient son habilité à *« rendre la redingote cirage sur fond de botte couleur caca »*.

Cela n'empêchait d'ailleurs pas ses concitoyens de lancer une souscription pour lui élever – de son vivant – une statue. Bonnat mourut quelques semaines avant l'inauguration du monument qui disparut pendant la dernière guerre, fondue par les Allemands.

Il ne resterait donc rien de ce pompiérissime mandarin des arts s'il n'avait montré un grand discernement dans l'établissement d'une formidable collection : 379 tableaux, 1 800 dessins, 610 sculptures, antiques et médailles qu'il allait léguer à sa ville natale. *« J'acquittais*, écrivait-il, *une dette de reconnaissance, car c'est à elle que je dois d'avoir pu dans ma jeunesse aller à Paris et à Rome achever mes études commencées à Madrid. »* Le musée spécialement construit pour le legs a été récemment restauré et l'inventaire de ses richesses est aujourd'hui facilité par l'édition d'un catalogue publié grâce à la fondation Paribas (1).

Vincent Ducourau, conservateur du musée et auteur du volume, fait ressortir l'éclectisme de Bonnat. La boulimie du peintre est encyclopédique. Toutes les écoles doivent être présentes sur ses murs ou dans ses cartons, et toutes le sont. Avec des bonheurs divers.

L'Espagne, bien sûr, est à l'honneur. C'est la découverte du Prado qui déclencha la vocation du peintre. A côté des primitifs aragonais, deux beaux Greco, un Ribera – sa passion – mais surtout trois Goya dont le portrait du duc d'Osuna, une œuvre majeure, et un autoportrait magnifique.

Chez les Flamands, une série exceptionnelle d'esquisses de Rubens et des études de Van Dyck. Un survol de l'art italien est possible grâce à de nombreux dessins : Vinci, le Titien, Raphaël, le Corrège, Caravage, Véronèse, Carrache, Guardi, Tiepolo. Bonnat les achetait souvent au prix fort. Il paya une sanguine de Michel-Ange 15 000 francs or : l'équivalent de ce qu'il demandait pour une de ses toiles.

Quelques très beaux lavis de Rembrandt font oublier les faux qu'il a achetés. Son goût pour le portrait l'a conduit à privilégier chez les Anglais, Reynolds et Lawrence, dont il a acquis un éblouissant *Heinrich Füssli*, ainsi qu'un *Bonaparte* de Philips au visage rêveur, presque féminin.

Chez les Français, outre les œuvres d'Ingres – un *Charles X* en tenue de sacre, grotesque à souhait – de prudhon et de Girodet, il a accumulé des œuvres de Géricault et les études de Delacroix. Mais s'il possédait quelques toiles de l'école de Barbizon, il s'est refusé à acheter le moindre impressionniste, en dehors de deux petits formats de Degas. Celui-ci était son ami et les œuvres en question le touchent de près : il s'agit de son propre portrait et de celui d'un de ses proches.

Les acquisitions de Bonnat répondent presque toutes à un souci particulier. Plus que l'œuvre achevée, il s'est attaché à réunir le plus grand nombre possible d'esquisses, d'ébauches, d'études, de ses peintres favoris. Comme s'il essayait de démonter chez eux le processus de la création. *« Les dessins*, nous dit-il, *nous apportent en quelques instants la pensée exacte et intime du maître. »* Sa myopie ne lui a pas fait découvrir le secret du génie, mais *qu'importe* : il a laissé à sa ville un bel héritage que Vincent Ducoureau augmente avec acharnement.

Le musée va bientôt recevoir une autre importante donation : celle d'Helleu, peintre des élégantes de la Belle Epoque, *Watteau à vapeur*, selon Degas. Comme Bonnot, il a laissé, lui aussi, une riche collection. Du coup, le bâtiment, devenu trop exigu, va devoir s'agrandir et occuper l'hôtel de police, de l'autre côté de la rue, laissé vacant par la municipalité.

EMMANUEL DE ROUX.

(1) Ce volume (128 pages, 120 F) est diffusé en librairie par les éditions Albin Michel. Il fait partie de la collection « Musées et monuments de France » financée par la Fondation Paribas. Celle-ci entend doter les musées les moins favorisés d'un instrument destiné au grand public. Ont déjà été publiés des ouvrages consacrés au Musée Carnavalet, au Musée de Versailles et au Musée Gustave-Moreau. D'autres faisant l'inventaire des musées de Lyon, de Grenoble et d'Ecouen doivent paraître en 1988.

Souscriptions : de Georges de la Tour à Hubert Robert

La souscription publique lancée pour faire entrer au Louvre le *Saint-Thomas* de Georges de la Tour n'aura pas totalement atteint son objectif final. Il fallait 32 millions de francs pour l'acheter à l'ordre de Malte, son propriétaire. Samedi 30 avril, à quelques heures de la clôture, il manquait encore 8 millions de francs. Le ministère des finances, il l'a annoncé, fera la différence. Le don le plus important émane d'une inconnue de la direction des musées : Mme Grandey-Pestel, qui a versé 5 millions de francs. Viennent ensuite les aéroports de Paris (3 millions de francs), la société immobilière SARI-SEERI (2,5 millions de francs), l'association des Amis du Louvre (2 millions de francs) et Yves Saint-Laurent (1 million de francs). Mais les petits donateurs ont défilé pendant quarante jours au Jeu de Paume, où était exposé le tableau, pour verser leur obole dans une urne noire et supputer le nombre de centimètres carrés ainsi achetés.

C'est maintenant au tour des Amis du musée-promenade de Marly de lancer une souscription. Pour acquérir une très belle toile d'Hubert Robert : *le Jet d'eau du bosquet des muses de Marly*, qui sera mise en vente aux enchères publiques à Drouot-Montaigne le 30 mai. Cette œuvre, qui appartient actuellement à la collection Roberto Polo, est estimée à 2 millions de francs. Le conseil général du département des Yvelines a déjà accordé pour sa part une subvention de 250 000 francs au titre de la souscription.

Michel David-Weill nouveau président du Conseil artistique des musées

Michel David-Weill, associé gérant de Lazard frères et Compagnie, a été élu président du Conseil artistiques des musées, l'instance chargée de donner son avis sur les acquisitions des musées nationaux, a annoncé jeudi 28 avril la direction des Musées de France. Michel David-Weill appartient à une célèbre famille de collectionneurs. Il est également président du Conseil supérieur du mécénat culturel.

André Chastel, professeur honoraire au Collège de France, a été élu vice-président par les membres du Conseil artistique, qui sont eux soit nommés par le ministre de la culture, soit membre de droit comme les conservateurs en chef par exemple.

Ces deux personnalités remplacent respectivement René Huyghe, de l'Académie française, qui souhaitait abandonner cette présidence, et Jacques Dupont, récemment décédé.

MODE

« Nature-Couture » au Musée Galliera

Le jardinier des modes

Il y a quatre mois, les couturiers présentaient leurs travaux de jardinage pour l'été. D'Ungaro à Lanvin, on vit des femmes-fleurs garnies de jupes à pétales, de brassards-choux, de sacs-arrosoirs et de chapeaux-corbeilles. Le Musée Galliera s'est mis à l'unisson.

L'exposition consacrée à la représentation de la nature végétale ou animale dans l'histoire du costume est pleine de charme. On doit visiter l'exposition, nous conseille Guillaume Garnier, conservateur du Musée Colliera, comme on lit *« une belle encyclopédie de la faune, des oiseaux singuliers, des fruits exotiques. C'est d'abord un sujet visuel »*.

Sur les soixante-dix mille pièces appartenant au musée, une soixantaine de robes ont été sélectionnées ainsi que bon nombre de gravures, d'aquarelles, de broderies de gilet du dix-huitième siècle, de chapeaux, de toiles d'ombrelle, de bottines brodées, d'éventails.

Le parcours se divise en plusieurs étapes : les fleurs (robes à la française, iris géants de Balmain), les fruits, les animaux (robes garnies de plumes de vautour de Castillo, étonnants porte-gants à tête de bouledogue, feutres zoologiques d'avant-guerre hérissés de grandes ailes de velours ou sommés d'un hibou). Les métaphores de Poiret (*En habillant l'époque*, éditions Grasset) prennent alors tout leur sens : *« Elle était sotte comme un dindon, belle comme un paon... »*

La deuxième salle est consacrée aux tentatives de détournement, à la volonté de se rapprocher de la nature par nécessité (la guerre et les chapeaux en copeaux, les sandales à semelle de bois articulée) ou par nostalgie de l'âge d'or (robes de mariée en fibre de coco signées Marie Beltrami).

La fragilité du Musée

Mais ici, dans cette grande salle assombrie par la peinture rouille, la balade champêtre a la tristesse de l'hiver. Faute de moyens, la médiocre réalisation appauvrit le propos. Il manque un décor, une mise en scène, un catalogue.

Cette exposition, qui a été réalisée en deux mois et sans crédits spécifiques, met au grand jour la fragilité du Musée du costume de la Ville de Paris, dont le budget annuel s'élève, hors personnel, à 230000 francs. Les grandes manifestations spectaculaires et sponsorisées (les broderies Lesage en juin et « Mode et cinéma » dès septembre) auxquelles sont respectivement consacrés 300 000 et 750000 francs, servent de paravents à la relative misère du lieu. Les expositions dites secondaires ont de plus en plus de mal à se justifier auprès du public. Si les couturiers continuent d'alimenter le fonds en robes, les réserves du musée se sont toujours pas montrables.

LAURENCE BENAIM.

★ « Nature-Couture », Musée Galliera, 10, avenue Pierre-Ier-de-Serbie, 75016 Paris. Jusqu'au 29 mai.

Mort de la comédienne Germaine Delbat

La comédienne Germaine Delbat est morte dimanche 24 avril. Elle était âgée de quatre-vingt-quatre ans.

Reine du second rôle au théâtre comme au cinéma, Germaine Delbat a été victime d'un malaise cardiaque alors qu'à quatre-vingt-quatre ans, elle tournait un film en Sicile. Elle avait débuté au théâtre dans les années 40 où elle joua dans des créations comme *Sodome et Gomorrhe*, de Giraudoux, *Lucienne et le Boucher*, de Marcel Aymé, *Sud*, de Julien Green, ou *les Œufs de l'autruche*, de Roussin. A l'écran, elle affectionnait les rôles de mères (elle fut celle d'Yves Montand dans *le Fils* et celle de Robert Hossein dans *Prêtres interdits*) puis de grand-mères. Elle a également tourné pour la télévision plus de 300 rôles dans des dramatiques ou des feuilletons.

VARIÉTÉS

Flamenco et tziganes

La musique des frères nomades, gitans et tziganes n'a cessé de fasciner les sédentaires, fixés dans les villes. La mode s'y est mise. Le flamenco puro est partout (le Monde *du 30 avril) et laisse derrière lui ses bâtards – ainsi Clémentine Celarié au Bataclan. Quant aux tziganes, ils chantent. Ceux de Moscou seront pour la p[...] fois à Paris, au Théâtre Mogador à [...] 5 mai. Et nos tziganes à nous, p[...] que les vrais, nos Zingaros, pou[...] leur féerie noire, musicale et é[...] jusqu'au 14 mai, sous chapiteau ([...] 91, boulevard de Charonne (43-71-[...]*



MARC ENGUERAND

Nikolaï Slitchenko

Clémentine Celarié au Bataclan

Est-ce parcequ'elle est née en Afrique noire, où elle a passé les douze premières années de son enfance, que Clémentine Celarié a toujours été attirée par les musiques flamboyantes, blues, soul, jazz ? Elle donne ses premiers concerts dans les rues de Saint-Germain-des-Prés et du quartier Latin au début des années 80, fait « la manche » pendant plus d'un an. Presque en même temps, elle est standardiste à France-Inter, où elle délivre des « messages pratiques ». Elle suit des cours de chant, de danse, apprend à jongler à l'école du cirque d'Annie Fratellini, devient comédienne et présente, au Théâtre de Dix-Heures, un spectacle de sketches et de chansons imaginés par Topor.

Il y a un an, pendant le tournage du film *De sable et de sang*, de Jeanne Labrune, Clémentine Celarié découvre Nîmes, la Camargue, les Gitans. Et le flamenco, Elle trouve la complicité de guitaristes nîmois (les frères Cortes et les frères Aubry). Et, ensemble, ils reprennent les compositions de Paco de Lucia, imaginent d'autres chansons, adaptant au flamenco *Ne me quitte pas* de Jacques Brel.

En mars, Clémentine Celarié anime les soirées du Privilège, le restaurant du Palace. Le succès l'a amenée pour trois concerts au Bataclan. Entourée cette fois de huit musiciens (guitaristes, clavier et saxophoniste), elle présente un spectacle, « Flamme's n' co ».

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Bataclan, ce 30 avril à 20 h 30.

Les tziganes à Mogador

Nikolaï Slitchenko est chanteur et dirige à Moscou le Théâtre Roman, salle désuète et q[...] réservée aux spectacles[...] Nikolaï Slitchenko est[...] Quand il chante, il s'arra[...] La douleur d'aimer co[...] corps. Sa voix brisée s[...] gronde les malheurs et les [...] peuple errant. Des dam[...] montent sur scène et lui [...] fleurs.

Quand on dit « tzigane [...] cabaret, on entend des v[...] goureux, on voit des gil[...] Les stars du Théâtre Ro[...] prêtent quelques classiq[...] *Yeux Noirs, Cocher ralen[...] vaux*... Mais, sur accom[...] de guitares, livret avec [...] sonore, c'est une autre im[...] leur spectacle présente à [...] du 5 mai au 26 juin : de[...] tions naïves évoquent l'h[...] nomades, les terres de [...] celles d'Egypte, d'Europ[...] la Russie. Leur place dan[...] ture, slave et français[...] Esmeralda, Carmen... ; le[...] la vie nouvelle. Et toujou[...] lité d'une culture qui ne se fixe pas, la difficulté de s'exprimer...

C. G.

★ Mogador, du 5 mai au 26 juin, 21 heures.

PHOTO

Un album de photos aux éditions Pierre Fanlac

Bain public

Palper à l'œil nu la chaleur, agir en embuscade, sans déranger, et réaliser sur ce lieu troglodytique un *reportage autant qu'en donner une* vision, telle était visiblement l'intention de William Betsch lorque, en février 1979, il pénétra avec son appareil dans le Hamman Moulay Idriss, de Fès.

Venu *« voir ce qui devait rester caché »*, il découvre à leur insu, de ses yeux embués, des silhouettes suantes et enfumées, penchées sur des bassins, se livrant à l'envoûtant rituel du lavement et de la purification. D'ablution en aspersion, la gestuelle des corps, aux visages estompés, pétris par des mains serviles avant de passer à l'étude, donne l'impression d'une danse secrète, d'un ballet figé, mystérieusement suggéré par l'indécision du flou et du bougé. Nappées par un ruissellement de vapeur, le pointillisme de cette approche fond ensemble torpeur, indiscrétion et culte sacré autant que familier. Opérant à travers un voile irréel, l'œil de Betsch préserve intact l'aura de cet antre où les corps sacrifient à un rite ancestral bien décrit dans un beau récit, un brin lyrique, de Carole Naggar.

Tirée à mille exemplaires, cette publication permet de saluer la probité d'une maison d'édition familiale, créée en 1942, fixée à Périgueux, dont le catalogue passe de la préhistoire à l'histoire, de l'ethnographie au tourisme, de l'art et de la littérature à la photographie.

PATRICK ROEGIERS.

★ *Le Bain, cité de sang, photographies de William Betsch, texte de Carole Naggar, éd. Pierre Fanlac, 76 p., 120 F, 12, rue Professeur-Peyrot, 2 400 Périgueux. Les photos de ce livre sont exposées jusqu'au 7 mai à la librairie-galerie La chambre Claire », 14, rue Saint-Sulpice, Paris-6e.*

CINÉMA

« Shadows in Paradise » de Aki Kaurismaki

Amours de prolétaires

A Helsinki, Nikander est chauffeur d'une benne à ordures. Il fait tous les jours les mêmes gestes, il est taciturne même avec son copain de travail, il vit seul dans un modeste logement, avec la télévision, des journaux de bandes dessinées. Et puis, Nikander rencontre Ilona, caissière de supermarché, moins résignée que lui à sa condition puisque, renvoyée par le patron, elle n'hésite pas à s'emparer d'un coffret contenant l'argent de la recette.

C'est le seul élément de fait divers de ce film finlandais (remarqué au Festival du cinéma nordique de Rouen) qui, par certains côtés, rappelle les chroniques néo-réalistes italiennes écrites autrefois par Zavattini. Helsinki est une ville grise, terne, aux immeubles de béton.

Le travail d'éboueur, avec du matériel perfectionné, ne salit pas. C'est une routine. Les gens boivent par ennui. Pourtant, la réalisation évite le misérabilisme. Un homme et une femme, ni beaux ni laids, ordinaires (remarquablement interprétés par Matti Pellonfaa et Kati Outinen) vivent une sorte d'aventure qui rompt la monotonie quotidienne, puis font le difficile apprentissage d'une existence commune, dans les disputes, les crises, le choc de deux libertés, de deux inquiétudes.

Ce film venu de loin nous fait découvrir un pays mal connu et nous fait rencontrer des êtres paumés, comme dans toutes les sociétés occidentales, qui ont besoin d'amour et défendent leur dignité. Pas des étrangers. Des proches.

JACQUES SICLIER.

● **INTERDICTION.** – Un film interdit au moins de dix-huit ans par la commission de contrôle et par M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication. Il s'agit du *Rescapé*, du réalisateur algérien vivant en France, Okacha Touita, qui est présenté en avant-première au Festival du film arabe. La production (Fennec Prod.) et la distribution (Neuf de Cœur) protestent et soulignent que l'intrigue traite des difficultés d'intégration et des problèmes de drogue sans aucune complaisance. Contrairement à un film comme *Neige sur Beverly Hills*, autorisé pour tous les publics.

● **Cinéma cubain.** – Le Denfert, 24, place Denfert-Rochereau, présente jusqu'au 10 mai un panorama du cinéma cubain. Douze films (récents et sous-titrés), plus des courts métrages et des dessins animés. Renseignements : 43-21-41-01.

Spectacles

théâtre

Samedi 30 avril - Dimanche 1er mai

SPECTACLES NOUVEAUX

LECTURES DE LETTRES D'AMOUR. Café de la danse (43-57-05-35), 18 h 30.

LES VOISINS. Th. du Marais (42-78-03-53). 21 h.

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). L'Invité : 20 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Les Cahiers tango : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23). Le Malade imaginaire : 21 h, dim. 15 h 30.

ATELIER (46-06-49-24). La Double Inconstance : 15 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle Louis Jouvet. Correspondance à trois Rilke-Pasternak-Tsvetaïeva (Conversations d'artistes) : 18 h 30, jeu. 20 h. Maîtresse d'esthète (Conversations d'artistes) : 18 h 30. Entretien avec le professeur Y (Conversations d'artistes) : 18 h 30.

BERRY (43-57-51-55). Poèmes : 18 h 30. Boris Godounov : 20 h 30.

BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). Je ne veux pas mourir idiot : 16 h et 20 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). La petite chatte est morte : 15 h 30, mer., jeu., ven., mar. 18 h 30. Bacchus : 18 h et 21 h 30.

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). La *Reine des neiges* : 22 h.

CARTOUCHERIE EPÉE DE BOIS (48-08-39-74). Volpone ou le renard : *20 h 30, dim. 16 h.*

CARTOUCHERIE THÉATRE DE L'AQUARIUM (43-74-72-74). Les Occupants : *20 h 30*, dim. *16 h.*

CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Salle I. Un mouton à l'entresol suivi de la Pièce de Chambertin : 20 h 30. La Pièce de Chambertin : 20 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DU SOLEIL (43-74-24-08). L'Indiade ou l'Inde de leurs rêves : 18 h 30, dim. 15 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Et vote... la galère !... : 21 h, dim. 15 h 30.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Prince des nuées dénué de tout : 16 h et 20 h 45.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grand Théâtre. Mime contemporain : 20 h 30. La Galerie. *Rip* : *20 h 30* et 22 h, mer., jeu., ven., mar. 20 h 30. La Resserre. Le Délire du serpent : 20 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Reviens dormir à l'Elysée : 21 h, dim. 15 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire' Folies : 19 h 30 et 21 h 30.

COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. La guerre de Troie n'aura pas lieu : 14 h. Le Véritable Saint-Genest, comédien et martyr : 20 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). Monsieur Masure : 21 h, dim. 15 h 30.

DEUX ANES (46-06-10-26). Elysée....moi : 21 h, dim. 15 h 30.

DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47). Le Gardien : 20 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 23 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Les Liaisons dangereuses : 21 h.

ELDORADO (42-49-60-27). Aventure à *Tahiti* : *15 h*, mer., jeu. 15 h.

ESPACE KIRON (43-73-50-25). The Magic Live of stone : 21 h.

ESPACE MARAIS (42-71-10-19). La Mouette : 20 h 30, dim. 18 h 30.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Salle I. Oui mais non : 18 h 30. Chat qui peut : 21 h.

FONTAINE (48-74-74-40). *Hors limite* : 18 h et 21 h.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Joe Egg : 20 h 45, dim. 15 h.

GALERIE 55-THE ENGLISH THEATRE OF PARIS (43-26-63-51). You're good man Charlie Brown : 20 h 30.

GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06). Créanciers : 20 h 30, dim. 18 h 30.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Lettre d'une inconnue : *18 h 45*. La Sorcière : 20 h 30.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). La Métamorphose : 17 h 30 et 21 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Proust : j'avais toujours quatre ans pour elle : 21 h 30.

LA BASTILLE (43-57-42-14). Combien de nuits faudra-t-il marcher dans la ville : 21 h 15.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Ce que voit Fox (Fall) : 21 h.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Bien dégagé autour des oreilles, s'il vous plaît : 20 h. Pierre Péchin : 21 h 45.

LE PROLOGUE (45-75-33-15). Si on faisait le noir juste une minute ? : 18 h 30 et 21 h.

LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). Spectacle de magie : 21 h, dim. 17 h.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 20 h. Nous, Théo et Vincent Van Gogh : 21 h 15. Théâtre rouge. La Ronde : 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). Au bord du lit : 18 h et 21 h.

MAISON DE LA POÉSIE (42-36-27-53). Hommage à Federico Garcia Lorca Duende : 20 h 30.

MARIE STUART (45-08-17-80). Les Voi*sins* : *22 h.*

MARIGNY (42-56-04-41). L'Homme de la Mancha : 21 h.

MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). La Menteuse : 18 h et 21 h, dim. 15 h.

MÉNAGERIE DE VERRE (43-38-33-44). *L'Anticyclone des Açores* : *21 h.*

MICHEL (42-65-35-02). Pyjama pour six : 18 h 30 et 21 h 30.

MICHODIÈRE (42-66-26-94). Show André Lamy L'Ami public nº1 : 18 h 30 et 21 h 30.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). Le Secret : 18 h et 21 h 15, dim. 15 h 30.

MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-74). Fioretti, d'après la vie de saint François d'Assise : 21 h, dim. 15 h 30.

MUSÉUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE (45-35-75-23). Buffon côté jardin : 16 h et 18 h, mer., ven., dim., lun. *16 h*, jeu. 14 h et 15 h.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Une soirée pas comme les autres : 18 h 30 et 21 h 30.

ŒUVRE (48-74-42-52). Je ne suis pas Rappaport : 20 h 45, dim. 15 h.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93). Grande salle. La Madeleine Proust à Paris : 21 h, dim. 15 h. Petite salle. J'ai pas le choix, je chante Boby Lapointe : 20 h 30, dim. 15 h 30.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). L'Hurluberlu ou le Réactionnaire amoureux : 20 h 30.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Judas-Pilate (d'après Figures et Paraboles) : 21 h.

PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53). La Tanpe : 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.

POTINIÈRE (42-61-44-16). Agatha : *19 h*, dim. *17 h 30. Et puis* j'ai mis une cravate et je suis allé voir un psychiatre : 21 h, dim. 15 h.

RANELAGH (42-88-64-44). Pendant ce temps nos deux héros... : 20 h 30, dim. (dernière) 17 h.

RENAISSANCE (42-08-18-50). Good le Choc : 20 h 45.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drôle de couple : 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Divas sur canapé : 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Jango Edwards explose au Splendid' : 20 h et 22 h.

THÉATRE DE DIX HEURES (42-64-35-90). Enfin Bénureau : 20 h 30, dim. *16 h. 22, v'la du fric* : *22 h*, dim. *14 h.*

THÉATRE DE FORTUNE (43-56-76-34). La Petite Sirène : 21 h.

THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). Père : 20 h 30.

THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salomé : 18 h, dim. 20 h 30. Salle I. L'Etranger : 20 h 30. L'Ecume des jours : 22 h.

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Grand Foyer. Paroles en voyage : 15 h, mer., jeu., ven., mar. 14 h 30, jeu., ven., mar. 10 h. Théâtre Gémier. Sous les boulingrins bleus : 20 h 30.

THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. L'Inconvenant : 15 h et 20 h 30. Petite salle. Les Chaises : 21 h.

THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Petite salle. Fièvre romaine : 21 h, dim. 15 h et 18 h.

TINTAMARRE (48-87-33-82). La Timbale : *15 h 30. Il était temps que j'arrive* : 20 h 15. Smaïn : 21 h 30.

TOURTOUR (48-87-82-48). Istanbul Hôtel : 19 h. Les Fourmidiables : 20 h 30. Le Détour : 21 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). El Secundo (Bill Baxter) : 20 h 30.

VARIÉTÉS (42-33-09-92). C'est encore mieux l'après-midi : 20 h 30, dim. 15 h.

ZINGARO (CHAPITEAU CHAUFFÉ) ALEXANDRE-DUMAS (43-71-28-28). Zingaro : 20 h 15.

Les concerts

CRYPTE SAINTE-AGNES (42-96-88-32). Stèles pour l'empereur de Chine. 20 h 30, sam. D'après l'œuvre de Victor Segalen. Musiques de Debussy et Kremski. Avec des textes dits par Jean-Loup Philippe et Alain Kremski (piano). Calligraphies exécutées sur scène. Avec Kijno et Chu-Teh-Chun (peintre).

Liszt-Baudelaire. 20 h 30, sam. Avec Alain Kremski (piano). Musiques de Liszt et Wagner. « Le Spleen de Paris » dit par Jean-Loup Philippe.

EGLISE AMERICAINE DE PARIS New London Singers. *18 h*, dim. *Dir. G. Rose.* Œuvres de Bach, Purcell, Passereau, Bruckner, Debussy, Saint-Saëns, *Copland. Entrée libre.*

ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE. Orchestre Jean-Jacques Wiederker, 20 h 30, ven., sam. Orchestre de chambre. A. Wiederker (violon), C. Schneider (mandoline). Œuvres de Vivaldi, Scarlatti, Mozart.

ÉGLISE SAINT-ROCH (42-61-93-26). Orchestre français d'oratorio. 16 h, dim. Dir. D. Rouits, avec C. Bajac (soprano), A. Aubin (haute-contre), H. Lamy (ténor), J.-L. Jardon (basse). Avec l'ensemble vocal J. Ibert de Tours. Œuvres de Mozart et Beethoven.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-41-42). Nuit des musiques d'en France. 21 h 30, sam. Avec des musiciens, des chanteurs, des conteurs de *Bretagne*, Gascogne, Auvergne et Provence.

NOTRE-DAME DE PARIS (entrée libre). *Bruno Mathieu. 17 h 45*, dim. Œuvres de C.-M. Widor.

SAINTE-CHAPELLE (46-61-55-41). Ensemble d'archets français. 20 h, sam. Dir. J.-F. Gonzales, G. Croitorou, J.-F. Gonzales, B. Garlej (solistes). Œuvres de *Vivaldi.*

Les Trompettes de Versailles. 21 h, dim. Œuvres de Bach, Haendel, Vivaldi, Telemann, *Lully*, Purcell.

THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-08-80). Michel Deneuve. 21 h, sam. (dernière). Œuvres de Satie, Bach, Deneuve.

Barry Douglas. 11 h, dim. Piano. Œuvres de Beethoven, Chopin, Schumann.

cinéma

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI

Les Enfants du Paradis (1943-1945), de Marcel Carné, 15 h ; Cinéma britannique —documentaires, 19 h ; la Femme flambée (1983, v.o.s.t.f.), de Robert Van Ackeren, 21 h.

DIMANCHE

Relâche.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57)

SAMEDI

Wine of Youth (1924), de King Vidor, 15 h ; les Trois Ages (1923), de Buster Keaton et Eddie Cline, 17 h ; le Testament d'Orphée (1960), de Jean Cocteau, 19 h ; Trans-Europe-Express (1966), d'Alain Robbe-Grillet, 21 h.

DIMANCHE

Relâche.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29)

SAMEDI

Trente ans de cinéma espagnol 1958-1988 : la Vaquilla (1984, v.o.), de Luis Garcia Berlanga, 14 h 30 ; Madrid (1986, v.o.), de Basilio Martin Patino, 17 h 30 ; Stico (1984, v.o.), de Jaime de Arminan, 20 h 30.

DIMANCHE

Relâche.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (40-26-34-30)

SAMEDI

Paris qui danse : Actualités anciennes : *Actualités Gaumont, 12 h 30 ; l'Opéra* danse : Ecole de danse de l'Opéra et Degas (1971) de J. Bacque, Aurore (1982) de D. Delouche, Cendrillon à l'Opéra de Paris (1986), l'Adage (1964) de D. Delouche, Michael Denard danseur étoile (1975) de J. Scandelari, Une journée à l'Opéra (1944) de R. Hervouin, le Spectre de la danse (1961), 14 h 30 ; Régine Chopinot : Régine Chopinot (1987) de S. Dubor, la Chorégraphie Régine Chopinot (1985) de J.-P. Mirouze, le Défilé, de D. Ranz, 16 h 30 ; Comédie musicale : Bande annonce : Divine (1975) de D. Delouche, les Demoiselles de Rochefort (1967) de Jacques Demy, 18 h 30 ; Dancing : Paris, jeunesse et rock'n roll *(1966)*, *Gala (1962)* de Jean-Daniel Pollet, le Palace, le temple du disco (1979), Pourvu qu'on ait l'ivresse *(1958) de Jean Daniel Pollet. Un spectacle* populaire : le Bal (1981) de S. Roumette, On ne va pas se quitter comme ça (1980) de Jean-Louis Comolli, 20 h 30.

DIMANCHE

Relâche.

Les exclusivités

L'AFFAIRE DU CANON NOIR (Chin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LES ANNÉES SANDWICHES (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC *Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40)* ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, *12e* (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e *(45-74-93-40)* ; *Le Maillot, 17e* (47-48-06-06) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LES AVENTURES DE CHATRAN (Jap., v.f.) : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, *2e (47-42-60-33)* ; *14 Juillet* Odéon, 6e (43-25-59-83) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-*Elysées, 8e (43-59-04-67)* ; *14 Juillet Bastille*, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

BERNADETTE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

BEYROUTH, THE LAST HOME MOVIE (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

BLANC DE CHINE (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Les Montparnos, *14e* (43-27-52-37).

LA BOHÈME (Fr., v.o.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52) ; UGC Rotonde, *6e (45-74-94-94)*.

BRÈVES RENCONTRES (Sov., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

BROADCAST NEWS (A., v.o.) : *Forum* Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

CHINA GIRL (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93).

CHOUANS (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

CORENTIN *(Fr.)* : Forum Horizon, *1er* (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e *(43-59-92-82)* ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, *15e (48-28-42-27)* ; *Pathé Clichy, 18e* (45-22-46-01).

CRY FREEDOM (Brit., v.o.) : Gaumont *Les Halles, 1er (40-26-12-12)* ; *Saint-*Michel, 5e (43-26-79-17) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

DANCERS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Trois *Parnassiens, 14e (43-20-30-19)* ; Pathé Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; UGC Odéon, 6e *(42-25-10-30)* ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : *Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52)* ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43).

LA DERNIÈRE IMPÉRATRICE (Chin., v.o.) : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

260 CHRONO (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

ECLAIR DE LUNE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, *8e (43-59-19-08)* ; *George* V, 8e (45-62-41-46) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

ECRIT SUR DU VENT (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

EMPIRE DU SOLEIL (A., v.o.) : Forum *Orient Express, 1er (42-33-42-26)* ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

ENGRENAGES (A., v.o.) : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

ETROITE SURVEILLANCE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC *Gobelins*, 13e (43-36-23-44) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

FATAL BEAUTY (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; *Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).*

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06).

FRANTIC (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; UGC Odéon, 6e (42-25-*10-30)* ; La Pagode, *7e (47-05-12-15)* ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; *Pathé Français*, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; *Gaumont* Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

FRÉQUENCE MEURTRE *(Fr.)* : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

GANDAHAR (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

HIDDEN (A., *v.o.*) : George V, *8e (45-62-*41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Maxevilles, 9e (47-70-72-86)

PONDICHÉRY JUSTE AVANT L'OUBLI (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

SEPTEMBER (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

36 FILLETTE (*) (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LES TRIBULATIONS DE MON GRAND-PÈRE ANGLAIS... (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

TWIST AND SHOUT (Dan., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

UN ENFANT DE CALABRE (It.-Fr. v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

UN ZOO LA NUIT (*) (Can., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; v.f. : Miramar, 14e (43-20-89-52).

URGENCES (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille *12e (43-43-01-59)* ; *Fauvette, 13e* (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

6e FESTIVAL DU FILM ARABE
Films présentés le dimanche 1er mai

CLUNY-PALACE (43-54-07-76)

14 h : Mess les hommes, de R. El Mihi ; 16 h 30 : Décembre, de M. Lakdar Hamina ; 19 h : Le porteur d'eau, de S. Abou Seif ; 21 h 30 : Noces en Galilée, de M. Khleifi.

LES FILMS NOUVEAUX

ALOUETTE JE TE PLUMERAI. Film français de Pierre Zucca : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC *Montparnasse, 6e (45-74-94-94)* ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; *UGC Opéra, 9e (45-74-95-40)* ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; *UGC Convention, 15e* (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Trois Secrétan, 19e *(42-06-79-79).*

ARDIENTE PACIENCIA. Film allemand d'Antonio Skarmeta, v.o. : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

CHERRY 2000. Film américain de Steve de Jarnatt, v.o. : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e *(46-36-10-96).*

MASCARA. (*) Film belgo-français de Patrick Conrad, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, *18e* (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

MATADOR. (*) Film espagnol de Pedro Almodovar, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e *(42-25-10-30)* ; *UGC* Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC *Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59)* ; *v.f.* : *Rex, 2e* (42-36-83-93) ; *UGC* Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Images, 18e (45-22-47-94).

MES AMOURS DE 68. Film yougoslave de Goran Paskaljevic, v.o. : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Sept Parnassiens, *14e* (43-20-32-20).

RENDEZ-VOUS AVEC LA MORT. Film américain de Michael Winner, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

SHADOWS IN PARADISE. Film finlandais d'Aki Kaurismäki, v.o. : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34).

UNE FEMME EN PÉRIL. Film américain de Peter Yates, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; *UGC Convention*, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, *20e (46-36-10-96).*

PARIS EN VISITES

LUNDI 2 MAI

« L'Opéra », *13 h 30, hall* d'entrée (Michèle Pohyer).

« Versailles : la Grande et Petite Ecurie du château. Les collections de moulages antiques grecs et romains », 14 h 30, grilles de la Petite Ecurie, avenue de Paris (*Monuments historiques*).

« Eglise et hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Sully-Morland, sortie boulevard Henri-IV (E. Romann).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« L'Opéra », 15 h, en haut des marches (Tourisme culturel).

« Le Palais de justice et la vie sous Saint Louis. La Conciergerie et la Sainte Chapelle », 15 heures, sortie métro Cité (Isabelle Hauller).

« La Madeleine », 15 heures, façade principale (Paris et son histoire).

MONUMENTS HISTORIQUES

« *La sculpture des années 30 et l'histoire de Boulogne au musée d'Art et d'Histoire* », 14 h 30, 26, avenue Andrée-Morizet.

« *Sculpture française du XVIIIe siècle au Louvre* », 15 heures, au pied du pavillon de Flore, côté Seine.

CONFÉRENCES

Verrières-le-Buisson, salle des fêtes le Colombier, 14 h 15 : « Lazare Hoche ou l'honneur des armes », par Robert Garnier (Les lundis de Verrières).

3, *rue Rousselet, 14 h 30, Abydos* ; 19 heures : « Les renouvellements de Picasso » (Arcus).

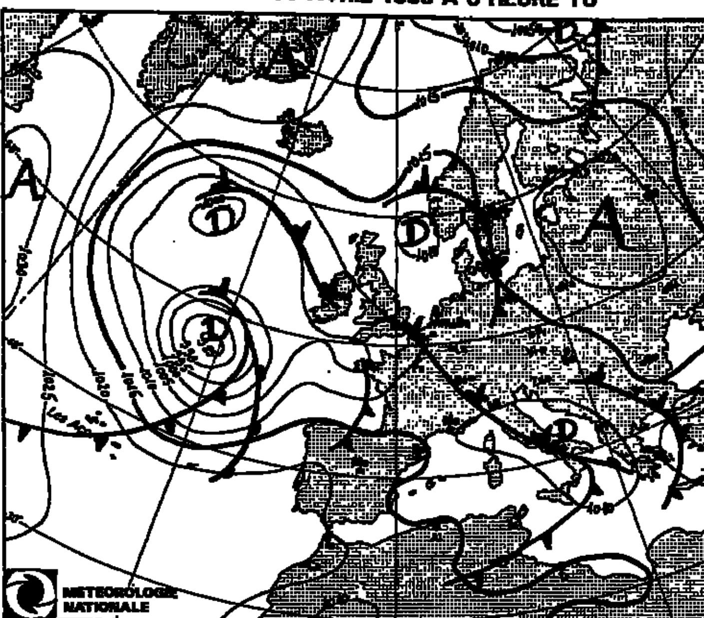
30, rue Saint-Guillaume (salle André-Siegfried), 17 h 30 : « Le bilan de la politique de M. Gorbatchev à la veille de la conférence du PCUS », avec S. E. Sergio Romano, ambassadeur d'Italie à Moscou, et Mme Hélène Carrère d'Encausse (CERI, Fondation nationale des sciences politiques).

Cercle France-Amérique, 9-11, avenue Franklin-Roosevelt, 20 h 30 : « Le Japonisme », par Emmanuel Prunier (*Association des orientalistes de* France).

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 30 AVRIL 1988 A 0 HEURE TU



Un 1er mai pluvieux, avec beaucoup de vent sur l'Atlantique.

Evolution probable du temps en France entre le samedi 30 avril à 0 heure UTC et le dimanche 1er mai à 24 heures UTC.

Tout le pays se trouvera sous l'influence d'une dépression assez marquée au large de la Bretagne. La perturbation associée traversera toutes les régions, et des vents forts de sud nous apporteront de l'air doux.

Dimanche : De l'Aquitaine et des Charentes au Limousin, Centre, Touraine, Orléanais, Bassin parisien, Haute-Normandie et Nord-Picardie, on se réveillera sous la pluie, et le vent.

Du Midi pyrénéen et du Languedoc au nord-est, on verra le soleil en matinée, mais la pluie arrivera aussi pour la mi-journée. Sous la pluie, le vent de S-SO atteindra 50 à 60 kilomètres/heure dans l'intérieur, et 70 à 80 kilomètres/heure sur les côtes atlantiques.

Ce sont les régions les plus méridionales qui risqueront les pluies les plus fortes, avec des orages.

Le soleil sera plus durable sur la Provence et les Alpes, mais il y aura aussi des ondées ou des orages en fin d'après-midi. La Côte d'Azur et la Corse seront les plus épargnées, même si leur ciel se voile l'après-midi.

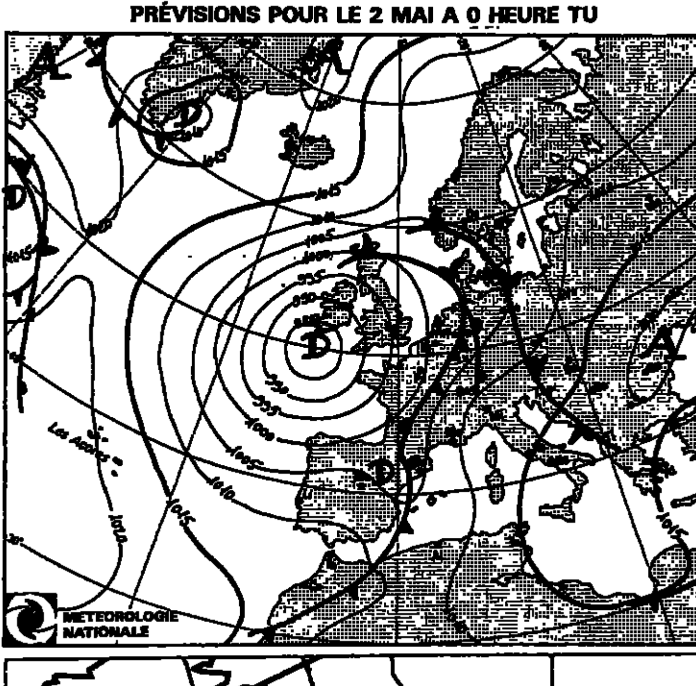
Après le passage de la perturbation, c'est-à-dire, sur la Bretagne, la Basse-Normandie et les Pays de la Loire, les passages nuageux resteront nombreux, il y aura aussi des ondées. Ce temps instable gagnera aussi les Charentes, la Touraine et la Haute-Normandie l'après-midi, puis le Bordelais, le Bassin parisien et le Nord pour le soir.

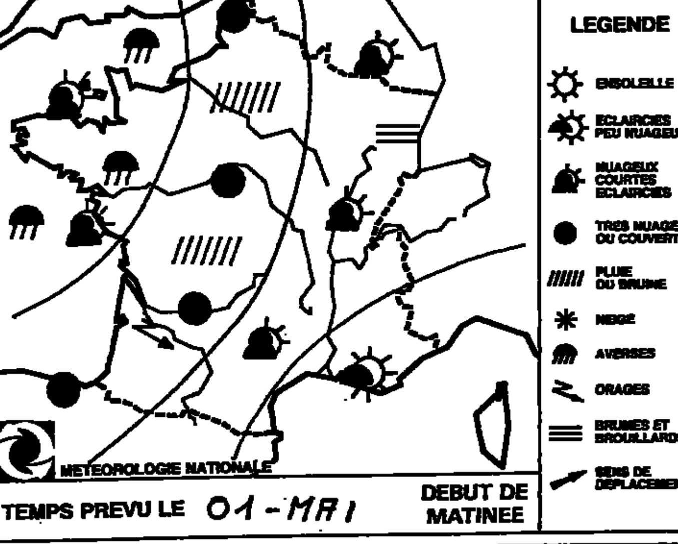
C'est sur la Bretagne que le vent de Sud soufflera le plus fort, avec des pointes à 80/90 kilomètres-heure.

Sur le quart sud-est du pays, on aura 6 à 9 degrés au petit jour, et 10 à 12 degrés sur la côte méditerranéenne. Il fera 20 degrés l'après-midi sur la Côte d'Azur et la Corse, mais 15 à 17 degrés ailleurs.

Enfin, sur le nord-est du pays, ce sera frais le matin, 3 à 6 degrés, et il fera 15 à 16 degrés l'après-midi.

PRÉVISIONS POUR LE 2 MAI A 0 HEURE TU





TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 29-4-1988 à 6 heures TU et le 30-4-1988 à 6 heures TU — le 30-4-1988

FRANCE

AJACCIO	19	10	C
BIARRITZ	16	9	N
BORDEAUX	16	9	A
BOURGES	15	5	D
BREST	13	10	C
CAEN	13	6	C
CHERBOURG	11	6	C
CLERMONT-FERR.	16	8	N
DIJON	18	9	P
GRENOBLE St-M-H	18	9	P
LILLE	17	10	C
LIMOGES	10	6	P
LYON	18	11	P
MARSEILLE-MAR.	19	12	C
NANCY	18	4	D
NANTES	16	10	P
NICE	19	13	N
PARIS-MONTS.	17	10	N
PAU	15	7	D
PERPIGNAN	17	12	D
RENNES	17	9	P
ST-ÉTIENNE	17	8	P
STRASBOURG	19	4	D
TOURS	13	7	P
TOULOUSE	14	7	C
POINTE-A-PITRE	32	21	D

ÉTRANGER

ALGER	24	6	N
AMSTERDAM	13	7	N
ATHÈNES	19	12	N
BANGKOK	32	27	C
BARCELONE	19	8	N
BELGRADE	17	11	C
BERLIN	17	10	C
BRUXELLES	16	7	D
LE CAIRE	34	30	N
COPENHAGUE	10	3	N
DAKAR	26	20	D
DELHI	40	31	D
DJERBA	23	13	D
GENÈVE	15	6	P
HONGKONG	28	23	A
ISTANBUL	16	10	C
JÉRUSALEM	25	13	P
LISBONNE	19	10	D
LONDRES	11	8	P
LOS ANGELES	20	12	D
LUXEMBOURG	16	8	D
MADRID	20	7	D
MARRAKECH	29	12	D
MEXICO	28	14	A
MILAN	18	13	P
MONTRÉAL	10	5	C
MOSCOU	4	−2	D
NAIROBI	25	25	C
NEW-YORK	18	8	P
OSLO	17	6	P
PALMA-DE-MAJ.	21	6	D
PÉKIN	28	13	D
RIO-DE-JANEIRO	24	20	P
ROME	20	10	C
SINGAPOUR	32	25	P
STOCKHOLM	16	2	P
SYDNEY	19	16	C
TOKYO	20	16	N
TUNIS	23	12	D
VARSOVIE	15	3	D
VENISE	19	11	P
VIENNE	17	8	C

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le Carnet du Monde

Naissances

— M. et Mme Jean DETUNCQ,
et Elodie,
ont la grande joie d'annoncer la naissance de

Mélanie,

le 25 avril 1988.

26, rue du Champ-d'Avoine,
78190 Montigny-le-Bretonneux.

Mariages

— M. Louis
et Mme Françoise LEVANNIER,
M. Gaston
et Mme Valentine LEGRAND,
remercient tous les amis qui ont assisté au mariage de leurs enfants,

Chantal et Didier,

le samedi 16 avril 1988, à la mairie de Montreuil.

Décès

— Les obsèques de

Mme Germaine DELBAT,
artiste dramatique,

décédée le 24 avril 1988, à Paris,

seront célébrées le mardi 3 mai, à 14 heures, en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, Paris-1er.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Bourron-Marlotte (Seine-et-Marne)

Cet avis tient lieu de faire-part.

(Lire page 9.)

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Alfred DUPUIS,

survenu brutalement le 25 avril 1988.

De la part de
L'enseigne de vaisseau Dominique Dupuis et Mme,
M. et Mme Thierry Courant,
M. et Mme Thierry Vignal.

180, rue du Château,
75014 Paris.

— **David Yann FRAENKEL**

est mort brutalement le 22 avril 1988, à l'âge de vingt-deux ans.

L'inhumation aura lieu le lundi 2 mai, à 14 heures, au cimetière de Bagneux.

Martine et Robert Fraenkel,
21, rue Castagnary.
75015 Paris.

— Charles Giron,
son époux,
Les familles Giron et Roman,
ont la douleur de faire part de la mort de

Mme Charles GIRON,
née Irène Emily Roman,
croix de la Légion d'honneur,
croix de guerre avec palme,
médaille de la Résistance,
Palmes académiques.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité le mardi 3 mai, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, Paris-16e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, rue Mignet,
75016 Paris.

— M. Daniel Goblot,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Raymond Paccard,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri GOBLOT,
ingénieur civil des Mines de Paris,
conférencier et historien,
chevalier de la Légion d'honneur,
médaille de la Résistance,
Polonia Restituta,
Homayoun et Sepas,

survenu le 27 avril 1988, dans sa quatre-vingt-douzième année.

Les obsèques auront lieu en l'église de l'Immaculée-Conception, 63, rue du Dôme, à Boulogne (Hauts-de-Seine), le lundi 2 mai, à 14 heures.

32, avenue de la Concorde,
64000 Pau.
La Source-aux-Meuniers,
78160 Marly-le-Roi.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mlle Georgette KAUFFMANN,
officier des Palmes académiques,
médaille d'argent de la Ville de Paris,

survenu le 28 avril 1988.

De la part des familles Kauffmann, Landauer, Wertenschlag et Cottenet,
Et de ses très nombreux amis.

Les obsèques auront lieu le lundi 2 mai.

Réunion au cimetière israélite de Pantin-Parisien, entrée principale, à 10 h 15.

Ni fleurs ni couronnes.

— Colette Moiny,
sa femme,
Isabelle, Catherine, Bernard et Domingo,
ses enfants,
Elodie et Gabriel,
ses petits-enfants
Françoise, Claude, Anne et Jérôme,
ses sœur, frère et neveux,
Sa famille
Et tous ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Gérard MOINY,

survenu, à l'âge de cinquante-neuf ans, à son domicile, le 28 avril 1988.

La levée de corps se fera le lundi 2 mai, à 9 h 15, 23, rue Bruant, Paris-13e.

Les obsèques auront lieu à Martignac (Lot).

[De septembre 1977 à juin 1984, Gérard Moiny fit partie du service de photocomposition de notre quotidien, où sa compétence professionnelle et sa gentillesse furent appréciées de tous.
A sa famille, la direction et le personnel du *Monde* présentent leurs condoléances.]

— M. et Mme Maurice Lubelski,
M. Eric Lubelski,
M. et Mme Marc Boulate
et leurs enfants,
Mme Sarah Bonamici,
Mme Gaby Thomas,
M. André Pitchal,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Charles SCHEIR,
née Dora Schoustroff,

leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère, sœur, cousine et belle-sœur,

survenu le 29 avril 1988.

Les obsèques auront lieu le lundi 2 mai 1988.

On se réunira à la porte principale du cimetière de Bagneux-Parisien, à 14 h 45.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

— Le dimanche 1er mai 1977, Dieu rappelait, à vingt-six ans,

M. Jean AMEYE,
ingénieur EDF,
ancien élève de l'ENSEM
et du lycée de Montpellier.

Ceux qui ont apprécié cet homme merveilleux au regard limpide se souviennent et prient pour
Anne-Laure.

« Heureux ceux qui ont le cœur pur. »

— A l'occasion du dixième anniversaire de son assassinat, les amis de

Henri CURIEL

sont invités à se rencontrer le mercredi 4 mai 1988, à 12 heures précises, au cimetière du Père-Lachaise, entrée principale, boulevard de Ménilmontant.

Communications diverses

— Société des études renaniennes : jeudi 5 mai 1988, à 16 h 30, dans la salle VI du Collège de France, assemblée générale de la Société, et, à 17 h 15, conférence de Mme Laudyce Rétat, professeur à l'université Lyon-II, sur « Renan et la Révolution ».

Soutenances de thèses

— Université Paris-X-Nanterre, le lundi 2 mai, à 15 heures, salle des Actes, bâtiment F, M. Fayez Nattar : « Régime juridique des eaux privées en droit comparé français et libanais ».

— Institut d'études politiques de Paris, le mardi 3 mai, à 14 heures, 56, rue des Saints-Pères, salle 401, Mlle Claire Bernard-Steindecker : « Les agents non titulaires, acteurs et enjeux de la fonction publique ».

— Université Paris-I, le mercredi 4 mai, salle 307, centre Panthéon, M. Marques de Ascensao Joaquim : « Le marché commun du textile et l'adhésion du Portugal à la CEE ».

— Université Paris-V, le mercredi 4 mai, à 9 h 30, salle 106, centre Henri-Pieron, 28, rue Serpente, Mme Béatrice Galinon, née Melenec : « Rénovation pédagogique et préprofessionnalisation : les stages jeunes en formation continue à l'université. Un exemple de pédagogie de projet ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du vendredi 29 avril :

UN DÉCRET

● No 88-461 du 28 avril 1988 portant modification des prix du service des télécommunications dans le régime intérieur et fixation du montant des contributions relatives à l'autorisation d'établissement et d'exploitation des installations de radiocommunications ouvertes à des tiers.

DES ARRÊTÉS

● Du 18 avril 1988 modifiant l'arrêté du 16 juillet 1954 relatif à l'éclairage et à la signalisation des véhicules.

● Du 18 avril 1988 portant agrément de la convention du 26 février 1988 relative à l'assurance-chômage et du règlement annexé à cette convention.

● Du 18 avril 1988 portant agrément d'une convention et du règlement qui y est annexé concernant l'assurance-conversion.

Communication

Le vingt-cinquième MIP-TV à Cannes

L'appétit frustré des télévisions

(Suite de la première page.)

Le slogan, il est vrai, semblait relever vendredi de l'escroquerie. « Antenne 2-passion », ce PDG survolté et pressé qui, après un quart d'heure de réunion de presse menée à la hussarde, esquiva les questions avec une désinvolture qui sidéra tout le monde ? Certes, la chaîne y fut présentée comme la plus complète, créative, sportive, événementielle, la *« chaîne de préférence »* ; mais les quelques acteurs — Marie-José Nat, Jean Carmet — qui s'étaient déplacés à Cannes pour honorer de leur présence la projection d'un programme méritaient autre chose qu'un discours expéditif prononcé comme une corvée. C'est que le président Contamine est inquiet, murmura un proche très conscient du malaise. *« Et pourquoi le serais-je,* s'étonna plus tard le PDG d'Antenne 2 ?, rejoint par des journalistes. *Je ne vois pas en quoi l'élection présidentielle devrait être pour moi une échéance. J'ai un mandat jusqu'en 1989... Les choses ont tout de même changé depuis six ou sept ans. »*

Canal Plus à midi offrait une oasis de calme véritable. Décontracté, M. André Rousselet, son PDG, est convaincu du trop-plein de chaînes généralistes et de l'avenir des canaux thématiques cryptés ou câblés. Des projets en France (un Canal Plus-famille), en Europe, en Afrique ; et l'objectif de doubler les résultats actuels sur l'étranger d'ici cinq ans. La « quatre » a confiance en son flair et en sa formule.

Confiance aussi lors de la conférence de presse de M. Patrick Le Lay, le vice-PDG de TF 1 *« très fier »* de ses 44 % d'audience. Mais passé la litanie des motifs d'autosatisfaction et le récapitulatif des pôles d'investissement (le film, le téléshopping, l'édition, l'international, notamment la deuxième chaîne marocaine et un service câble francophone à Los Angeles), le patron de TF 1 tonnait : contre le gouvernement responsable de la dérégulation du système, et contre la CNCL *« qui n'a pu jouer le jeu »* et a fait preuve de *« faiblesse coupable »* à l'égard de la 5 et de M 6.

Le système actuel n'est pas viable, a répété M. Le Lay en rappelant son hostilité à la publicité sur les chaînes publiques. *« Il faut d'urgence faire appliquer certaines règles — notamment les cahiers des charges de la 5 et de M 6 — et en instaurer de nouvelles : limiter à deux le nombre de films proposés chaque semaine à 20 h 30 et obliger les chaînes à programmer au moins deux fictions télévisuelles inédites par jour. »*

L'assistance a souri. Que voilà de l'audace ! N'est-ce pas là la démarche adoptée par A 2 depuis belle lurette et jamais appliquée par la Une ? Allons ! TF 1 vendredi était en mal de respectabilité. Un peu de zèle ne peut lui faire de mal. Mais l'on se dit qu'au fond, le ministre de la culture et de la télécommunication — M. François Léotard — n'a peut-être pas eu tort de « sécher » l'inauguration du MIP où on l'attendait pourtant jeudi soir. Entre les dérobades de M. Contamine et les doléances de M. Le Lay, il eût sans doute été chagrin...

ANNICK COJEAN.

● **Le groupe Kirch premier actionnaire de la chaîne allemande Sat 1.** — Le groupe munichois de M. Leo Kirch, qui a manqué récemment de prendre le contrôle du groupe de presse Springer (*le Monde* du 22 avril), devient le principal actionnaire de la chaîne de télévision Sat 1, diffusée sur les réseaux câblés ou par émetteurs hertziens en RFA, et qui comptera vingt millions de téléspectateurs potentiels à la fin de 1988. Le groupe Kirch, principal détenteur de droits audiovisuels en RFA, a en effet acquis 51 % de la société PKS, dont 49 % restent propriété de la DG Bank. PKS détient 40 % de Sat 1, les autres actionnaires étant notamment, avec 15 % chacun, Springer, APF (un regroupement de cent trente-neuf journaux) et le groupe Von Holtzbrink.

Le groupe Kirch renforce ainsi son contrôle sur une chaîne destinée à une diffusion par satellite, et dont il était déjà le principal fournisseur de programmes.

● **Exclusivité de la publicité en URSS pour le groupe Berlusconi.** — Selon un accord annoncé à Milan, mais qui doit être confirmé à Moscou cette semaine, le groupe Fininvest de M. Silvio Berlusconi aurait obtenu des autorités soviétiques l'exclusivité de la publicité occidentale en URSS. La fin du monopole d'Etat sur la publicité, en février dernier, et la multiplication des joint-ventures soviéto-occidentales, ainsi que le développement des importations de biens de consommation, présagent de l'importance de cet accord.

SPORTS

● **Le footballeur Roberto Cabanas est toujours interdit de stade.** — Le Paraguayen Roberto Cabanas jouera-t-il avec son club, le Brest-Armorique FC, avant la fin de la saison ? Il avait caressé l'espoir de faire son entrée contre Bordeaux, samedi 30 avril. Mais le footballeur recruté fin décembre dans des conditions rocambolesques devra encore patienter. Le président du tribunal de grande instance de Brest s'est déclaré incompétent, vendredi 29 avril, pour juger l'assignation en référé introduite par Roberto Cabanas contre la Fédération française de football (FFF).

Le joueur réclamait l'application par les instances françaises de la décision de la Fédération internationale (FIFA) qui avait autorisé, le 16 décembre, son transfert à Brest pour 750 000 dollars. Le club breton possédant déjà deux étrangers, la FFF avait refusé d'accorder une dérogation à Cabanas et à son club.

Le seul espoir pour l'attaquant sud-américain de participer aux dernières rencontres du championnat réside désormais dans le résultat du recours déposé par le Brest-Armorique auprès du Conseil d'Etat.

AÉRONAUTIQUE

● **M. Eric Desmaret entre chez Dassault-Bréguet.** — L'actuel directeur de cabinet du ministre des affaires étrangères, M. Eric Desmarest, quarante-six ans, a été appelé par M. Serge Dassault, président-directeur général de la société anonyme des Avions Marcel Dassault-Breguet aviation (AMDBA), à travailler à ses côtés au sein du groupe aéronautique comme conseiller spécial du président pour les affaires politico-stratégiques et les questions internationales.

[Ancien élève de l'ENA, M. Eric Desmarest a notamment servi à la direction des affaires internationales de la délégation générale pour l'armement (1974-1978) avant d'être conseiller technique au cabinet du ministre des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet (1978-1981), et sous-directeur d'Afrique et Moyen-Orient au quai d'Orsay (1981-1986). Depuis, il a dirigé le cabinet de M. Jean-Bernard Raimond, l'actuel ministre des affaires étrangères.]

SCIENCES

Fuite de tritium accidentelle dans l'Essonne

Le Centre d'études nucléaires de Bruyères-le-Châtel (Essonne) a rejeté accidentellement, jeudi 28 avril, une petite quantité d'un gaz radioactif — le tritium — dont la radioactivité représentait quelque 5 600 curies. Le relâchement de ces quelque 0,5 gramme de tritium serait dû au dégazage automatique d'un four où étaient conduits des tests de corrosion.

Selon les contrôles effectués par le Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI), les niveaux de radioactivité enregistrés ne présentent aucun risque, *« tant pour le personnel de l'établissement que pour l'environnement ou la santé des habitants de la région »*.

Un rejet volontaire de tritium, d'importance équivalente (7 000 curies), avait été effectué en octobre 1986 par ce centre dépendant de la direction des applications militaires du CEA. L'objectif était de préciser la toxicité de ce radioélément qui sera brûlé en grandes quantités dans les futurs réacteurs à fusion thermonucléaire.

● **Premier vol d'Ariane-4 le 8 juin.** — Le tir du premier exemplaire du lanceur lourd européen Ariane-4 depuis la base guyanaise de Kourou devrait avoir lieu le 8 juin. A cette occasion, Ariane-4 tentera de mettre en orbite trois satellites d'un coup. Ce lanceur, issu des développements des précédents Ariane, se caractérise par l'existence de six versions différentes capables de mettre en orbite de transferts (36 000 km × 200 km) des charges utiles comprises entre 1 900 et 4 200 kg, soit plus du double de ce qu'Ariane-1 pouvait réaliser. Mais, pour ce premier tir, les responsables du programme ont décidé de tester la version 44 LP. Cet engin, doté de deux fusées d'appoint à liquides et de deux autres à poudre, est haut d'une soixantaine de mètres et pèse 420 tonnes.

JEUX

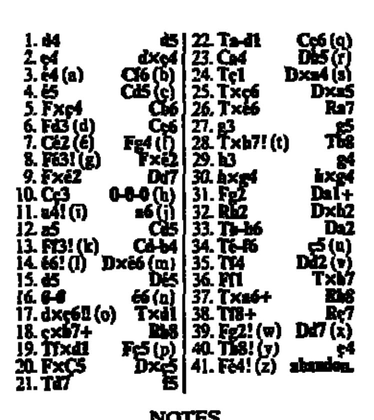
échecs

N° 1279

KARPOV DÉCHAÎNÉ

(Coupe du monde, tournoi SWIFT, Bruxelles, avril 1988.)

Blancs : A. KARPOV
Noirs : J. TIMMAN
Gambit D accepté.



1. d4	d5	22. Ta-d1	Cç6 (q)
2. ç4	d×ç4	23. Ca4	Db5 (r)
3. é4 (a)	Cf6 (b)	24. Tç1	D×a4 (s)
4. é5	Cd5 (c)	25. T×ç6	D×a5
5. F×ç4	Cb6	26. T×é6	Ra7
6. Fd3 (d)	Cç6	27. g3	ç5
7. Cé2 (é)	Fg4 (f)	28. T×h7! (t)	Tb8
8. Fé3! (g)	F×é2	29. h3	g4
9. F×é2	Dd7	30. h×g4	h×g4
10. Cç3	0-0-0 (h)	31. Fg2	Da1+
11. a4! (i)	a6 (j)	32. Rh2	D×b2
12. a5	Cd5	33. Th-h6	Da2
13. Ff3! (k)	Cd-b4	34. Té-f6	ç5 (u)
14. é6! (l)	D×é6 (m)	35. Tf4	Dd2 (v)
15. d5	Dé5	36. Ff1	T×b7
16. 0-0	é6 (n)	37. T×a6+	Rb8
17. d×ç6!! (o)	T×d1	38. Tf8+	Rç7
18. ç×b7+	Rb8	39. Fg2! (w)	Dd7 (x)
19. Tf×d1	Fç5 (p)	40. Tb8! (y)	ç4
20. F×C5	D×ç5	41. Fé4! (z)	abandon.
21. Td7	f5		

NOTES

a) Renonçant au système classique 3. Cf3, Cf6; 4. é3 pour occuper immédiatement le centre; cette ligne de jeu, en principe, sans danger pour les Noirs, est souvent jouée depuis cinq ans par Beliavsky, Sokolov, Gulko et Alburt. A Zagreb, en 1987, Miles joua contre Seirawan 3. Cç3 et obtint une bonne partie après 3..., a6; 4. é4, b5; 5. a4, b4; 6. Ca2, Fb7; 7. f3, é6; 8. F×ç4, ç5; 9. Cé2, Cé7; 10. Fé3, ç×d4; 11. C×d4, Cé-ç6; 12. Cb3! A noter également l'autre possibilité 3. é3; par exemple, 3..., é5; 4. F×ç4, Fb4+; 5. Cç3, é×d4; 6. é×d4, Cf6; 7. Db3, Dé7; 8. Cé2, Cç6; 9. 0-0, 0-0; 10. Fg5, F×ç3; 11. D×ç3, Té8; 12. Ta-é1!

b) Les principales réponses sont 3..., é5 et 3..., ç5 qui laissent généralement aux Noirs une position acceptable; cependant, la moindre imprécision est dangereuse; par exemple, 3..., é5; 4. Cf3, é×d4; 5. F×ç4, Fb4+; 6. Cb-d2, Cç6; 7. 0-0, F×d2; 8. F×d2, Cg-é7?!; 9. Cg5!, Cé5; 10. Fb3, h6; 11. f4, h×g5; 12. f×é5, 0-0!; 13. T×f7!, T×f7; 14. Fg5!, Df8; 15. Dh5, Fd7; 16. é6.

ç) Sur 5..., é6 les Blancs prennent l'avantage par 6. Cf3. Sur 5..., Cç6; 6. Cç3, Cb6; 7. Fb5!, Fd7; 8. Cf3, é6; 9. 0-0, Cé7; 10. Fd3, Fç6; 11. Cg5!, h6; 12. Dh5, g6; 13. Cg-é4!, Fg7; 14. Dg4, Cf5; 15. Fé3, les Blancs ont de belles perspectives d'attaque (Beliavsky-Portisch, Thessalonique, 1984).

d) Ou 6. Fb3, Cç6; 7. Fé3, Ff5; 8. Cé2 (8. é6 est aussi à envisager), é6; 9. 0-0, Cb4; 10. Cb-ç3, ç6; 11. Cf4 ou 11. Cg3.

é) La suite de la partie Korchnoi-Hubner (Tilburg, 1987) 7. Fé3, Fé6; 8. Cç3, Dd7; 9. Cf3, Fg4; 10. h3, F×f3; 11. D×f3, é6; 12. Td1, 0-0-0; 13. 0-0, Cb4; 14. Fé4! donna l'avantage aux Blancs. Ou encore 7. Fé3, Cb4; 8. Fé4, ç6; 9. Cç3, Fé6; 10. Cg-é2, Cb4-d5; 11. 0-0, Dd7; 12. Cg3, F5!; 13. é×f6, é×f6; 14. Té1, 0-0-0 (Beliavsky-Jakovic, Sotchi, 1986).

f) 7..., Fé6 est abandonné depuis la partie Korchnoi-Suetine (Buda, 1967) : 8. Cb-ç3; Dd7; 9. Cé4, Cb4; 10. Fb1, Fç4; 11. Cç5 (si 11..., F×é2; 12. D×é2, D×d4; 13. Fé3! et si 11..., Dg4; 12. h3, D×é2+; 13. D×é2, F×é2; 14. R×é2, 0-0-0; 15. é6!).

g) Depuis une dizaine d'années, tout le monde répond ici 8. f3, conformément à l'usage théorique. L'ancien champion du monde, visiblement bien préparé, évite cette perte de temps et délaisse la suite 8. f3, Fé6 (si 8..., Fh5; 9. é6!) ; 9. Cç3, Dd7; 10. Cé4, Fd5; 11. Cç5, Dç8 une idée de Petrossian; 12. a3, é6; 13. Dç2, F×ç5; 14. D×ç5, Dd7; 15. 0-0, Dé7 et les Noirs ont un jeu solide (Bukic-Petrossian, Banja-Luka, 1979, et Gulko-Chandler, Amsterdam, 1987).

h) Menaçant le pion d.

i) Un premier sacrifice de pion et une jolie défense.

j) Après 11..., C×d4; 12. a5, Ca8 (ou 12..., C×é2; 13. a×b6) ; 13. a6! les Blancs obtiennent une belle attaque.

k) La précision même : si 13..., é6?; 14. C×d5, é×d5; 15. Fg4 avec gain de la D.

l) Après 14. Ta4 les Noirs ont le temps de consolider leur position par 14..., é6. L'offre du pion blanc en é6 est un bel exemple de sacrifice positionnel parfait à tout égard.

m) Si 14..., f×é6; 15. Ta4, é5; 16. d5, C×d5; 17. C×d5, D×d5; 18. D×d5, T×d5; 19. F×é6+.

n) Enfin les Noirs avancent leur pion é et cela, semble-t-il, avec un gain de temps.

o) Le couronnement de la stratégie des Blancs (offre du pion d4 au onzième coup, sacrifice du pion é au quatorzième et maintenant sacrifice de la D pour T+D) apparaît clairement. Bien que, du strict point de vue matériel, les Blancs n'aient pas une compensation suffisante, ils ont néanmoins déjà acquis une nette supériorité positionnelle.

p) Si 19..., Fd; 20. g3.

q) Forcé.

r) Si 23..., Dç2; 24. b3, R×b7; 25. Td7-d2! avec gain.

s) Ou bien 24..., Cé5; 25. Td×ç7, C×f3+; 26. g×f3, D×a4; 27. Tç8+, R×b7; 28. Tç1-ç7 mat.

t) Karpov est déchaîné et joue avec son adversaire comme le chat avec la souris. Si 28..., T×h7; 29. Té8.

u) Après 34..., T×b7; 35. F×b7, R×b7; 36. Th4 la finale reste à l'avantage des Blancs.

v) Si 35..., a5; 36. Tf4-f6 et si 35..., ç4; 36. Fd5.

w) Enfermant le R noir dans un réseau de mat.

x) Les Noirs sont maintenant à la recherche d'un échec perpétuel après 40. F×b7, Dh7+; 41. Rg2, R×b7.

y) De toute façon, la Tb7 ne peut bouger.

z) Gagnant la D ou la Tb7.

SOLUTION DE L'ÉTUDE n° 1278
E. DOBRESGCU, 1984

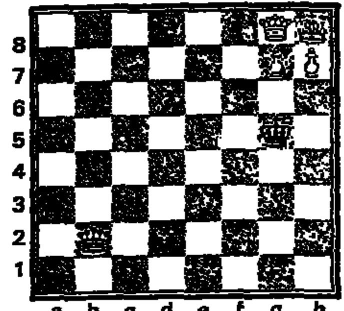
Blancs : Rd7, Dh3, Fa8, Pd5 et f4.
Noirs : Rh8, Ta3 et f3, Pg6, g7, h7, ç7, b6.

1. Dg4! (on verra qu'1 Dg2 n'aboutit qu'à la nullité), Tg3 (sinon les Blancs sauvent leur Fa8) ; 2. Dh4!! menaçant mat en d8, g5; 3. f×g5, Th3; 4. Dg4!, Th-g3; 5. Df4, Tg-f3; 6. Dé4, Tf-é3; 7. Dd4, Té-d3; 8. Dç4, Td-ç3; 9. Db4! menaçant mat en f8 (manœuvre écho), ç5; *10. Db2!* (et non 10. d×ç6?, nulle), Tç-b3; 11. Dç2!, Tç3; 12. Dd2, Td3; 13. Dé2, Té3; 14. Df2, Tf3; *15. Dg2, Tg3; 16. Dh2!* et les Noirs ne peuvent poursuivre la chasse de la D par 16..., Th3 à cause du mat en 68!

CLAUDE LEMOINE.

ÉTUDE N° 1278

K. TATTERSOL (1911)



BLANCS (4) : Rh8, Dg8, Pg7, h7.
NOIRS (2) : Rg5, Db2.
Les Blancs jouent et gagnent.

bridge

N° 1276

INFAILLIBLE TECHNIQUE

Après avoir pris une précaution au départ, le déclarant, bien renseigné par l'ouverture de barrage, n'eut aucun mal à réaliser son contrat car il disposait de deux moyens techniques de le réussir. Mais l'un était plus logique que l'autre.

	♠ V 7 ♡ A V 8 4 ◇ A R 9 ♣ 10 6 5 4	
♠ A R 10 9 5 3 2 ♡ 5 ◇ 8 7 3 ♣ V 9	N O E S	♠ 8 ♡ R 10 2 ◇ D V 6 4 ♣ D 8 7 3 2
	♠ D 6 4 ♡ D 9 7 6 3 ◇ 10 5 2 ♣ A R	

Ann. : O. don. Pers. vuln.

Ouest	*Nord*	*Est*	*Sud*
3 ♠	contre	passe	4 ♡...

Ouest ayant entamé As Roi de Pique et le 10 de Pique coupé par le Valet de Cœur, Est surcoupa avec le Roi de Cœur et *contre-attaqua* le 3 de Trèfle. *Comment Sud (Le Dentu) a-t-il gagné* QUATRE CŒURS contre toute défense ?

Réponse :

Il était évidemment indispensable de commencer par couper avec le Valet de Cœur, sinon le déclarant aurait perdu la coupe à Pique et le Roi de Cœur; ensuite, il fallait espérer qu'Est puisse être squeezé dans une des mineures.

Sur la contre-attaque à Trèfle le déclarant a préparé un « squeeze par la coupe » qui a l'avantage de réussir, *même si Ouest a un honneur troisième* à Trèfle :

◇ A R 9 ♣ 10 6 5	
♡ 9 7 ◇ 10 5 2 ♣ A	◇ D V 6 ♣ D 8 7

Sur le 9 de Cœur et la défausse du 9 de Carreau, Est est squeezé car, s'il jette le 7 de Trèfle, Sud tire l'As de Trèfle, remonte au mort grâce au Roi de Carreau, coupe un Trèfle avec son dernier atout et revient en Nord par l'As de Carreau pour utiliser le 10 de Trèfle affranchi...

Cependant, *si Est avait contre-attaqué Carreau* et fait sauter une des deux communications à Carreau, le déclarant aurait encore gagné grâce à ce « squeeze chasé-croisé » :

◇ A 9 ♣ 10 6	
♡ 9 ◇ 10 5 ♣ A	◇ V 6 ♣ D 8

Sur le 9 de Cœur et la défausse automatique du 9 de Carreau, Est est sans défense car le déclarant tirera l'As de la couleur que Est défaussera...

Contrairement au squeeze précédent ce squeeze chassé-croisé n'aurait pas fonctionné si Ouest avait eu *trois* Trèfles (par le Valet)...

La griffe du diable

La terminologie française n'est pas toujours la même que celle des Anglais, notamment pour certains jeux de réduction d'atout. Ainsi les experts britanniques appellent Coup de l'étouffement (Smother Play) le Coup du diable (où l'As sec du mort capture le Roi second de l'adversaire). Par contre, pour eux, le Devil's Coup (Coup du diable) est celui où le déclarant ne perd pas d'atout quand les adversaires ont la Dame troisième et le Valet second à l'atout !

On se souvient du « Coup diabolique » (13 février 1988) réussi par Hoffman, mais voici une illustration plus récente de cette manœuvre diabolique.

Elle a permis cette fois de réussir un grand chelem au cours d'un championnat interclub au Danemark.

	♠ R D ♡ R 10 3 ◇ A 7 5 3 ♣ 8 7 4 2	
♠ 7 6 5 ♡ D 8 5 ◇ R V 10 2 ♣ 9 5 3	N O E S	♠ 9 8 3 2 ♡ V 7 ◇ D 9 8 6 ♣ V 10 6
	♠ A V 10 4 ♡ A 9 6 4 2 ◇ 4 ♣ A R D	

Ouest *entama* le Valet de Carreau en pensant que le mort avait As Dame, et que le déclarant n'oserait pas faire l'impasse au Roi. *Comment, après avoir pris avec l'As de Carreau, Tonny Hessel a-t-il gagné* ce GRAND CHELEM A CŒUR contre toute défense ?

Note sur les enchères :

Les annonces, qui n'ont pas été indiquées, auraient pu se dérouler ainsi :

Sud	Ouest	Nord	Est
1 ♡	passe	2 ◇	passe
2 ♠	passe	3 ♡	passe
4 ♣	passe	4 ♠	passe
5 ♣	passe	6 ♡	passe
7 ♡	passe	passe	passe

Sur le saut exagéré à « 6 Cœurs », Sud a espéré que Nord avait au moins R V quatrièmes ou R D troisièmes à l'atout.

PHILIPPE BRUGNON.

COURRIER DES LECTEURS

Un Coup diabolique (n° 1 265)

« *Qui aura le mieux joué*, écrit P. Thuit, *pour gagner ce grand chelem ? Les chances de réussite de la solution adoptée sont bien faibles...* »

C'était effectivement un horrible grand chelem, mais la ligne de jeu gagnante était aussi diabolique que... spectaculaire !

scrabble®

N° 292

CAMOUFLET OU CAMOUFLAGE

Nous évoquions naguère les « travailleurs clandestins », c'est-à-dire certains mots plausibles en −EUR, dérivés de verbes d'action, et qui sont impitoyablement refoulés par l'arbitrage ; ainsi pas de « décapeur », c'est DRUPACEE qu'il faut jouer. C'est aujourd'hui de mots en −AGE, injouables eux aussi, que nous allons parler, en vous demandant de trouver pour chacun l'anagramme ou les anagrammes acceptées. *1.* « *boulage* » *(deux anagrammes)*. 2. « bernage ». 3. « bridage » (deux anag.). 4. « brimage ». 5. « brélage » (deux anag.). 6. « brisage » (deux anag.). 7. « écalage ». 8. « éludage ». 9. « caftage ». 10. « frétage ». 11. « frisage » (deux anag.). 12. « livrage ». 13. « maniage » (deux anag.). 14. « déliage ». 15. « diluage ». 16. « drivage » (deux anag.). 17. « épilage ». 18. « moisage ». 19. « pintage » (deux anag.). 20. « tendage ».

Avant de lire les solutions, *sachez qu'il y a quelque 550 mots* en −AGE jouables, contre 450 en −EUR. 1. BELOUGA, GABELOU. 2. ENGERBA. 3. BRIDGEA, BRIGADE. 4. REGIMBA. *5. ALGEBRE*, ALBERGE. 6. GABIERS, GERBAIS. 7. GALEACE. 8. DELEGUA. 9. FACTAGE. 10. FREGATE. 11. FIGERAS, GIRAFES. *12. GRIVELA*. 13. MANGEAI, ENGAMAI. 14. DEGELAI. 15. DEGLUAI. 16. DEGIVRA, GRAVIDE. 17. PLAGIEE. 18. ISOGAME. 19. PEIGNAT, PIGEANT. 20. DEGANTA. Les faux amis en −AGE de huit lettres seront étudiés dans une chronique ultérieure.

N°	TIRAGE	SOLUTION	RÉF.	PTS
1	EINNTU?			
2	ACEMNRZ	U(R)INENT	H 4	64
3	M+DEHIMR	ANCRIEZ	6 D	44
4	EM+EOOVX	DIRHAM	D 2	22
5	−AGILSUU	VEXEZ	J 2	34
6	ABEIIMO	GUEULAIS	8 F	60
7	AAIMOTT	EMBOITAI	10 C	65
8	EFRTTUV	ATOMISAT	M 3	72
9	V+CEEOSY	TARTUFE (a)	K 7	32
10	CEOV+EIO	XYSTE	4 J	46
11	CIO+AEHN	EVOHÉ	5 A	26
12	O+AAESTW	CHÊNAIE	A 3	48
13	AEW+JOPU	OTAS	O 1	40
14	−ILNNORU	BAJOUE	E 10	30
15	−BEELPSS	LURON	B 8	26
16	ES+KLRSW	PLÈBES	15 A	39
17	−EFILNQS	LEKS	14 H	44
18	ELNQ+DEP	FILS	H 12	33
19	−ADGQRRW	FENDE	12 K	20
20	QW+LP?	GARDER	O 8	24
21		(S)LOW	13 C	24
				793

1. M. Duguet, 783.

Festival de Dakar
29 mars 1988

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant.

Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15.

Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes.

Le dictionnaire en vigueur est le Petit Larousse illustré (*P.L.I*) de l'année.

MICHEL CHARLEMAGNE.

mots croisés

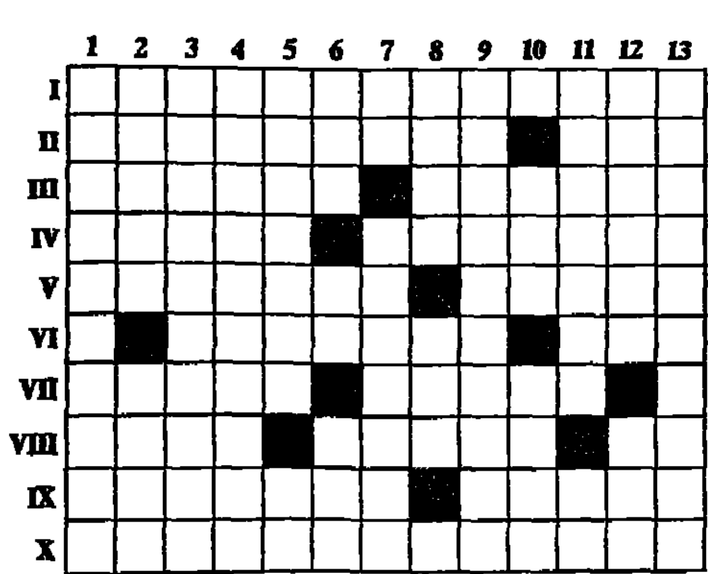
N° 506

Horizontalement

I. Ne se laissent pas retenir. – II. C'est dans la tête que ça se passe. Pour un bon mot. – III. Grimace. Forment un attelage. – IV. Tout *dans la tête, en un sens*. Dans ta grande bonté. – V. C'est du gâteau. On doit soigner sa présentation. – *VI. Drôle d'oiseau. Dans notre pain* quotidien, en un sens. – VII. Ils furent nombreux et encore plus quand ils étaient en or. Pas faciles à dénicher. – VIII. Lui-même, jadis. Ça se fait chaque jour. Ça fait un bout de temps. – IX. Donner plus de surface. Refusait. – X. Ils savent remettre en ordre choses et gens.

Verticalement

1. Ne se laisse pas discipliner. – 2. Fait une coupure. Fait un choix. – 3. Se moquent sans gentillesse. – 4. Cassent. – 5. Presque polies. Pour certains, c'est oui. – 6. Vont avec les autres. Note. Pousse droit. – 7. En Chine. *Dire du mal*, bien sûr. – 8. Se nourrit. Accompagne l'effort. – 9. Donnèrent lieu à mécontentements. – 10. Des morceaux épars de la gauche. Lac. – 11. Des peaux à l'envers... Article. – 12. Il ne vous aime pas. On le garde parfois en tête. – 13. Organisent les passages.



SOLUTION DU N° 505

Horizontalement

I. Présidentiel. – II. Remède. Trama. – III. Embraye. Aler. – IV. Mari. Smicard. – V. Irone. Blesse. – VI. Equestres. Ir. – VII. Ruisseau. Boa. – *VIII. Tal. Aussi. Ni.* – IX. Oblongs. Dose. – X. Uleag. Etés. – XI. Resserrement.

Verticalement

1. Premier *tour*. – 2. *Remarquable*. – 3. Embrouilles. – 4. Serinés. OAS. – 5. Ida. Essangé. – 6. Deys. Teug. – 7. Embrasser. – 8. Nt. Ileus. Te. – 9. Tracés. Idem. – 10. Ialas. Ose. – 11. Emersions. – 12. Larderaient.

FRANÇOIS DORLET.

anacroisés®

N° 507

Horizontalement

1. AENPRTUU. – 2. ACEHRRU (+ 2). – 3. EENNOPRS (+ 1). – 4. AEHIINTT. – 5. BILRSTUY. – 6. AEILORTV (+ 8). – 7. AEEEPRRS (+ 1). – 8. AAADMRS (+ 1). – 9. GEELRUX. – 10. AAEEIRTY. – 11. AEEINTX. – 12. AEHMNOTX. – 13. CEIINNOT. – 14. ADEEOR. – 15. EHNORSU. – 16. EEINRRT (+ 3). – 17. AEEIMNX. – 18. AELMORTZ.

Verticalement

19. AALNOPRT. – 20. AEEISTX. 21. ADERSTUU. – 22. AEEHIMST (+ 1). – 23. IMRTTUY. – 24. AEFNORST. – 25. EERRSTU. – 26. EEINRS (+ 8). – 27. CEEGHIRS. – 28. BEEIMORR. – 29. AEEIRST (+ 1). – 30. AEILNRU (+ 2). – 31. EEIRRSUU. – 32. EIMNNTU. – 33. AEHOSUUX. – 34. CEEIRRRT. – 35. AEIPRTX (+ 1).

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver.

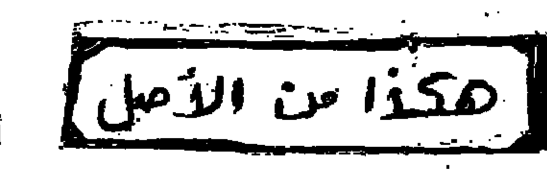
Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais implaçables sur la grille.

Comme au scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans la première partie du Petit *Larousse illustré* de l'année. (*Les noms propres ne sont pas admis.*)

SOLUTION DU N° 506

1. PONTAGE. – 2. LANCINER. – 3. GIBERNE, *boîte à cartouches*. – 4. SKIPPERS. – 5. EGOTISTE. – 6. HURLANT. – 7. NASILLE (NIELLAS). – 8. HONNEURS (HURONNES). – 9. VOIRIES (IVOIRES). – 10. EXPRIME. – 11. HARISSA. – 12. ANAPHASES. – 13. VIRETON, flèche d'arbalète. – 14. ENTANT (TENANT). – 15. EVASURES (VAREUSES). – 16. MELOES. – 17. FROLEUR. – 18. ESSAIME. – 19. NAUFRAGE. – 20. HEURTOIR. – 21. PIGEONNE. – 22. IVETTES (VETITES). – 23. ORIGNAUX. – 24. RIVAIS (VIRAIS). – 25. NABOTS (BATONS SNOBAT). – 26. PHARAONS. – 27. IVRAIES (REVISAI SEVIRAI VISERAI). – 28. *RIFLOIR*, lime. – 29. *TUTHIE*, oxyde de zinc. – 30. LIMIVORE. – 31. ETHERES. – 32. RHENANE. – 33. ANKYLOSE. – 34. ANNELAI (ALANINE). – 35. CAPONNE. – 36. CHADOUF. – 37. IMPUTES. – 38. *BUSTES*. – 39. RECREE. – 40. RESSASSE. – 41. STAFFER.

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET.



Economie

REPÈRES

Activité

Nouvelle hausse de l'indice composite américain

Nouveau signe de la bonne résistance de l'économie américaine, l'indice composite des principaux indicateurs économiques a progressé de 0,8 % en mars, après une hausse de 1,3 % en février (chiffre révisé) et un recul de 0,7 % en janvier, a annoncé, vendredi 29 avril, à Washington, le département du commerce. Le mois dernier, six des neuf indicateurs qui constituent l'indice composite se sont améliorés, avec notamment une baisse du nombre des demandes d'indemnités de chômage.

Selon les analystes, la révision en hausse du chiffre de février comme la nouvelle progression de mars de cet indice censé refléter l'évolution prochaine de l'économie américaine confirment une activité soutenue outre-Atlantique. Celle-ci apparaît également dans la nouvelle augmentation, de 4 %, des ventes de nouveaux logements enregistrée en mars, après le saut de 14,1 % de février.

Commerce extérieur

Nette amélioration en mars en Grande-Bretagne

Surprenant les marchés, les chiffres du commerce extérieur britannique, rendus publics vendredi 29 avril à Londres par le ministère du commerce et de l'industrie, ont provoqué une hausse de la livre qui a à nouveau frôlé la barre des 3,15 deutschemarks.

En mars, le déficit commercial a été de 854 millions de livres, contre 1 320 millions en février. Le déficit de la balance des paiements courants, de 720 millions de livres en février, est revenu à 254 millions en mars. Contrairement à certaines spéculations, les chiffres de février n'ont pas été révisés.

Cette amélioration provient d'une forte progression des exportations, qui ont atteint 6 441 millions de livres (contre 6 210 millions en février), accompagnée d'un nouveau repli des importations à 7 295 millions de livres (contre 7 501 millions en février).

Pour l'ensemble du premier trimestre, et compte tenu des très mauvais chiffres de janvier et février, le déficit cumulé de la balance des paiements courants s'élève à 1 818 millions de livres. L'objectif du chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson, pour l'ensemble de l'année est de limiter ce déficit à 4 milliards de livres.

L'OCDE revoit en hausse ses prévisions

La croissance des pays industriels pourrait atteindre 3 % en 1988

Après le Fonds monétaire international, c'est au tour de l'OCDE de revoir en hausse ses prévisions pour 1988. Lors de la réunion de politique économique de l'organisation qui s'est tenue à Paris les 28 et 29 avril, les principaux pays industriels ont pu éprouver quelque soulagement. Une fois de plus, la perspective d'un ralentissement de l'activité mondiale a été repoussée de quelques mois.

Un soulagement sérieusement tempéré par le dynamisme de l'économie américaine, peu compatible avec les espoirs de réduction des lourds déficits du budget et des comptes extérieurs des Etats-Unis.

Amenés à tirer la leçon des événements, les experts de l'OCDE envisagent désormais une croissance de près de 3 % en moyenne pour les pays de la zone, cette année, et non de 2,25 % comme ils le pensaient en décembre, sous l'effet, difficile à évaluer à l'époque, du krach boursier d'octobre. Cette expansion est à porter au crédit du Japon, appelé à connaître une hausse de son PNB presque aussi forte cette année que les 4,2 % enregistrés l'an dernier. La demande interne et la vive reprise des investissements devraient compenser le relatif tassement des dépenses publiques et de la construction. Les économistes de l'OCDE sont, par contre, beaucoup moins impressionnés par la possibilité, pour la RFA, d'atteindre une croissance de 2 % et non de 1,5 % comme ils le craignaient à la fin de 1987.

L'Allemagne, comme ses partenaires, a bénéficié d'un très bon dernier trimestre, l'an dernier, dont l'effet continue de se faire sentir. Mais ce fatidique 2 %, présenté comme une victoire par certains membres du gouvernement à Bonn, constitue l'une des plus faibles expansions des pays industriels. A côté, l'Italie, avec plus de 2,5 %, ou la Grande-Bretagne, avec quelque 3 %, font figure de locomotives européennes, la France étant créditée pour sa part d'un 2% longtemps inespéré.

Si la déception reste allemande, l'inquiétude demeure américaine. L'objectif que s'est fixés l'administration Reagan, 2,9 %, comme en 1987, semble désormais crédible. Malheureusement, ajoutent nombre d'analystes. L'apaisement de la consommation, prémice à une baisse des importations, n'est pas au rendez-vous, c'est le moins qu'on puisse dire. Les ménages ont bénéficié d'allégements fiscaux, du relèvement des prestations sociales et d'une faible inflation. La hausse des revenus, de 5 % en termes réels durant le premier trimestre 1988, a permis aux Américains d'épargner un peu plus sans réduire leur consommation, en hausse de 3,8 % durant les trois premiers mois de l'année.

Piloter à vue pour éviter les tensions sur les prix et sur les marchés financiers exige dans ces conditions un doigté particulier de la part de la Réserve fédérale. Chacun est aujourd'hui persuadé que la politique monétaire généreuse suivie l'an dernier a largement contribué à stimuler la croissance dans tous les pays industriels. Contraintes d'intervenir massivement pour rendre crédible leur décision coordonnée de stabiliser le dollar, les banques centrales ont accru les liquidités et alimenté la machine. Comment renverser la tendance aux Etats-Unis, sans provoquer, par une hausse trop rapide des taux d'intérêt, un mouvement brutal de défiance sur les marchés financiers.

Le resserrement du crédit

A la réunion de l'OCDE, les Américains ont laissé entendre qu'ils continueraient à resserrer très progressivement le crédit s'il le fallait pour éviter tout signe de surchauffe. Une saine attitude, si elle n'entraîne pas, dans les autres pays industriels, un mouvement équivalent. Les experts n'estiment plus impossible une certaine déconnexion entre les taux américains d'une part, japonais et européens de l'autre, ce qui reste à démontrer. Les tensions qui sont apparues sur les taux à long terme, ces derniers jours en Allemagne, ne les préoccupent pas encore. A moins que la logique très nationaliste des orthodoxes, tel le vice-président de la Bundesbank, M. Schlesinger, ne pousse les autorités de Francfort à jeter de l'huile sur le feu et à resserrer les verrous du crédit. Au petit jeu de l'escalade des taux, l'Allemagne a tout à perdre, estiment ses partenaires, qui craignent alors un nouvel accès de fièvre contre le dollar avec ses éternelles conséquences, remontée du mark et secousses au sein du Système monétaire européen. On n'en est pas là. Pour le moment, chacun se félicite du répit dont il dispose. Mais, fait significatif, la Réserve fédérale a annoncé pour 1988 une croissance nettement inférieure aux 2,9 % avancés par le gouvernement. Son espoir de ne voir tourner la machine américaine qu'à un rythme d'expansion de 2 à 2,5 % tient-elle du simple souhait ou d'une stratégie ? Gageons que l'Institut d'émission américain laissera aussi longtemps que possible les marchés dans l'incertitude pour décourager tout mouvement spéculatif.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

BILLET

A qui profitent les OPA ?

« La lutte anti-OPA nous coûte l'équivalent d'une usine, d'une grosse diversification ». En intervenant de la salle, jeudi 28 avril, lors du forum de l'AFFI (Association française de finance) à Paris consacré aux OPA, M. Georges Salomon, le président de la société qui porte son nom, a provoqué un certain émoi dans l'assistance. Universitaires et financiers s'étaient en effet évertués jusqu'alors à démontrer les vertus des OPA. Ce serait, à leurs yeux, *« une simple technique d'acquisition »* au service des entreprises. Elle n'aurait, chiffres à l'appui, que des effets bénéfiques pour tous : les actionnaires de sociétés cibles, ceux des sociétés attaquantes, l'économie dans son ensemble. Elle permettrait d'écarter ces patrons « sclérosés » qui dirigent encore les entreprises, *« ne pensant qu'à leurs propres intérêts »*. M. Alain Legrand, le président de Bénédictine — objet d'une bataille en ce moment, — n'a guère apprécié.

Si Georges Salomon n'a pas trouvé de véritables échos à son interpellation, en revanche, il aura pu constater un consensus sur la nécessité d'*« un principe de réciprocité »* entre les différents pays européens. Mme Gilberte Beaux et M. Antoine Riboud, en particulier, se sont inquiétés de l'inégalité des chances : une société allemande peut facilement lancer une OPA sur une entreprise française. L'inverse n'est pratiquement pas possible.

L'initiateur d'une offre ne devrait-il pas pouvoir informer précisément les instances sociales (conseil d'administration et comité d'entreprise) sur son projet industriel ? Le « silence radio » qu'impose l'actuelle réglementation n'est-il pas néfaste ? Sur ces questions, en revanche, il n'y a pas unanimité. Industriels et financiers se sont également interrogés sur la nouvelle réglementation qui oblige les entreprises, atteignant 20 % du capital d'une société, à déclarer leurs intentions pour les douze mois à venir. *« Les intentions doivent être aussi claires que possible, même si elles sont de nature générale »*, a expliqué M. Yves Le Portz, le président de la COB, ajoutant qu'elles doivent avoir *« une certaine valeur d'engagement »*. Clair et net !

Riche matière pour la presse et les organisateurs de colloque, les OPA doivent néanmoins être remises à leur juste place. Comme l'a rappelé M. Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor, il n'y a eu en 1987, en France, que neuf opérations de ce type, et une douzaine depuis le début de cette année. Il y en avait eu plus d'une trentaine en 1977 et 1978... et cent cinquante-cinq en Grande-Bretagne l'an dernier.

E. I.

AFFAIRES

Pour limiter les droits de succession

Darty se vend à ses salariés

A 10 heures 14, le 29 avril, la Société des Bourses françaises (ex Chambre syndicale des agents de change) a décidé la suspension du titre Darty sur le marché à règlement mensuel de la Bourse de Paris. Elle venait, en effet, d'être saisie d'un projet d'(OPA) offre publique d'achat émis par la Financière Darty, une société en cours de constitution sur la société Darty, dans le cadre d'une opération de rachat de l'entreprise par ses salariés (RES).

Pilotée par le Crédit lyonnais, cette procédure vise la totalité du capital de Darty, au prix de 400 F par action ordinaire et 300 F pour les actions à dividende prioritaire. Le Crédit lyonnais indiquait, le 29 avril, que le groupe familial fondateur, qui détient 24 % du capital, s'était engagé à apporter sa participation à l'OPA. *« La Financière Darty contrôlerait ainsi, compte tenu des acquisitions déjà réalisées, la majorité du capital de la société Darty. »*

Premier distributeur français de produits électroménagers devant Conforama, le groupe Darty créé sous sa forme actuelle en 1957 par trois frères du même nom (Maurice, Bernard et Nathan) a connu une formidable expansion. Le magasin unique de ses débuts, porte de Montreuil, est un lointain souvenir pour cette firme de quatre mille huit cent vingt personnes, composée de sociétés qui contrôlent quatre-vingt-sept magasins et a dégagé en 1987-1988 un chiffre d'affaires de 6,4 milliards de francs.

Pour beaucoup de sociétés familiales qui ont connu un développement spectaculaire, le problème de la transmission de l'entreprise et le montant élevé des droits de succession (40 %) sont des casse-tête qui se règlent souvent par la vente pure et simple de l'affaire à des tiers. La disparition accidentelle de Maurice Darty, alors directeur général, en 1983 et l'expansion du groupe ont probablement incité ses dirigeants à envisager la vente aux salariés pour régler « en douceur » une succession future. Légale en France depuis 1984, la technique du RES (version tricolore du LMBO-Leverage Management Buy Out américain) permet en principe aux salariés qui s'endettent pour le rachat de leur entreprise de déduire de leurs propres revenus les intérêts des sommes empruntées (jusqu'à hauteur de 150 000 F).

La direction générale des impôts acceptera-t-elle ce schéma compte tenu du poids financier de Darty qui serait l'objet du plus important RES jamais réalisé en France (près de 7 milliards de francs) ? Si l'agrément des pouvoirs publics n'est plus obligatoire depuis 1987, on attendait dans la soirée du 29 avril la confirmation que l'opération engagée prendrait bel et bien la forme d'un RES assorti de facilités fiscales pour les salariés.

E. F.

Naissance de la Société française du radiotéléphone

La Société française du radiotéléphone (SFR), nom choisi pour le second opérateur de radiotéléphone qui concurrencera France Telecom (ex-DGT) à compter du 31 mars 1989, prend tournure. En décembre dernier, le ministre des P et T, M. Gérard Longuet, choisissait la Compagnie générale des eaux comme deuxième exploitant du radiotéléphone, ouvrant ainsi une brèche dans le monopole de la DGT (*le Monde* du 18 décembre 1987). A charge pour elle de constituer dans un délai de deux mois une société d'exploitation. A la mi-février, la SFR, au capital de 250 millions de francs, était donc créée. Elle installera et exploitera le nouveau réseau et c'est à elle que les abonnés du radiotéléphone régleront leurs factures.

La SFR, qui investira 850 millions en 3 ans, est filiale de la Compagnie financière pour le radiotéléphone (COFIRA), dont la Générale des eaux est, comme prévu, le chef de file avec 41 % du capital. Dans le tour de table de COFIRA, on retrouve d'abord des financiers : le Crédit lyonnais pour 19,9 %, la Banexi pour 4 %, C3D, filiale communication de la Caisse des dépôts, à hauteur de 4 %, et une banque d'affaires néerlandaise, Bromley International, pour 0,5 %. Télédiffusion de France (TDF) figure en bonne place avec 7,5 % des actions, apportant sa compétence dans la gestion des fréquences radio-électriques et la gestion technique du réseau (stations d'émission-réception, maintenance...). Deux exploitants étrangers du radiotéléphone participent également au tour de table : l'américain Bell South et le britannique Racal à travers sa filiale Vodafone. Enfin, on trouve dans le capital de la COFIRA la Compagnie de navigation mixte (8,6 %), la GMF (2 %), une filiale de Fiat (Magneti-Marelli pour 0,5 %) et deux filiales de la Société générale de Belgique (Fabricom et Coditel pour 4 % au total).

Ce sont les Parisiens qui pourront les premiers profiter de ce nouveau service, en mars 1989, suivis par les habitants de Lille, de Lyon et de Marseille. Avant la fin 1989, ce seront les Nantais, les Bordelais, les Toulousains et les Messins. En trois ans, le réseau couvrira 75 % du territoire et servira 85 % de la population. Fin 1991, la capacité devrait s'élever à 100 000 abonnés, qui s'ajouteront aux 100 000 à 150 000 abonnés du système existant actuellement, le Radiocom 2000. Autant dire que ce n'est pas demain que l'on arrivera à un taux d'équipement comparable à celui des pays nordiques (50 radiotéléphones pour 1 000 véhicules). La bande de fréquences ouverte à ce nouveau système est trop peu importante pour en faire un produit populaire et bon marché.

Il faudra attendre pour cela le futur radiotéléphone paneuropéen de la nouvelle génération, appelé à voir le jour à partir de 1991. Un projet aux enjeux énormes auquel pensent industriels et opérateurs. La Compagnie générale des eaux, en apprenant à exploiter un système techniquement moins sophistiqué et limité à l'Hexagone, se met sur les rangs pour cette aventure.

FRANÇOISE VAYSSE.

ÉNERGIE

La conférence de Vienne

Une majorité des membres de l'OPEP acceptent de réduire leur production de pétrole

VIENNE
de notre envoyée spéciale

Une majorité de pays membres de l'OPEP ont accepté, vendredi 29 avril dans la nuit, de réduire leur production de 300 000 barils/jour, soit 2 % pour 2 mois, et de répondre ainsi par un geste à l'offre des sept producteurs indépendants qui étaient venus trois jours auparavant proposer une coopération élargie afin d'assainir le marché pétrolier (*le Monde* des 27, 28 et 29 avril). Des treize Etats membres de l'OPEP, quatre seulement — Arabie saoudite, Koweït, Emirats arabes unis et Qatar — ont réservé leur réponse, demandant vingt-quatre heures de délai pour consulter leurs gouvernements.

La plupart des observateurs, après avoir craint que les pays du Golfe ne bloquent tout accord, se déclaraient néanmoins optimistes sur l'issue de la conférence, attendant une décision définitive dans la nuit du samedi 29 au dimanche 30 avril. La délégation algérienne, à l'origine de cette proposition, soulignait le caractère modéré des réserves émises par l'Arabie saoudite. *« Ils n'ont pas dit non. Ce sera difficile pour eux de porter la responsabilité d'un échec devant l'histoire »*, soulignait un négociateur.

Restait à connaître la réaction des sept producteurs indépendants — Egypte, Mexique, Chine, Oman, Malaisie, Brunei, Angola — qui, le 26 avril, avaient proposé de réduire pour deux mois leurs exportations de 5 %, soit deux cent mille barils/jour, à condition que l'OPEP consente un effort de même ampleur. Les coupes que l'OPEP semblait prête à accepter — 300 000 barils/jour — restaient en effet inférieures de plus de moitié à celles demandées par leurs nouveaux partenaires : 750 000 barils/jour. Mais au total l'effort consenti par les deux groupes, soit 500 000 barils par jour, semblait, de l'avis de la plupart des experts, suffisant pour soutenir le marché et permettre de stabiliser au moins à court terme les prix du brut, menacés d'effondrement.

Jusqu'à l'été ?

Outre l'aspect quantitatif, l'impact d'un accord de coopération élargi à vingt producteurs au lieu de treize sur les marchés internationaux devrait à lui seul suffire à soutenir les cours jusqu'à l'été, soulignaient la plupart des observateurs. Ce serait en effet la première fois depuis la création de l'organisation, au début des années soixante, que le cartel des producteurs de brut s'élargirait, même si certains pays, comme l'Arabie saoudite et le Koweït, ne s'engagent qu'à reculons, en soulignant le caractère limité de cette amorce de coopération. Alors que l'annonce de la réunion de Vienne avait poussé les cours de trois dollars depuis un mois, la crainte d'un échec avait deux jours durant, fait perdre plus d'un demi-dollar au prix du brut sur tous les marchés, jeudi 28 et vendredi 29 avril.

VÉRONIQUE MAURUS.

TRANSPORTS

231 millions de francs d'« aides structurelles » aux armateurs

Le secrétaire d'Etat à la mer, M. Ambroise Guellec, a rendu publique, le 29 avril, la répartition, compagnie par compagnie, des aides structurelles (qui sont des subventions de modernisation) financées sur les budgets 1987 et 1988. Vingt armateurs ont été primés et trois autres devraient l'être dans les prochains jours. Au total, 231 millions de francs auront été distribués, dont la plus grosse part va à l'armement privé Société navale Delmas-Vieljeux, qui possède sa propre flotte et qui a racheté les Chargeurs réunis et la majorité de La Havraise et Péninsulaire (groupe Worms). Plusieurs petites compagnies, qui ont été créées ces derniers mois par des officiers ayant perdu leur emploi, ont aussi été primées. Les armateurs transporteurs de pétrole brut sont exclus du dispositif.

A ces 231 millions de francs s'ajoutent, d'avril 1986 à mai 1988, 170 millions de primes pour favoriser l'acquisition de navires.

Le groupe public CGM, qui aura accusé en 1987 un lourd déficit (environ 270 millions), a été l'objet d'un dispositif particulier : 700 millions de dotations en capital et 120 millions de francs environ d'aides d'exploitation.

SOCIAL

Plan social chez Citroën

400 suppressions d'emploi

La direction d'Automobiles Citroën, dont les effectifs totaux étaient de 33 853 à la fin de l'année 1987, a informé le vendredi 29 avril le comité central d'entreprise de *« l'existence d'un sureffectif d'environ 400 personnes »*. Un plan social, concernant les usines d'Asnières (Hauts-de-Seine), Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), Melun (Seine-et-Marne), Caen (Calvados) et Reims (Champagne), a été présenté aux syndicats. Les départs sont prévus pour la fin du mois de juin 1988.

Selon la direction, ce plan prévoit, *« outre la possibilité pour les salariés étrangers de bénéficier des dispositions de la convention d'aide à la réinsertion dans leur pays d'origine »*, une convention avec le Fonds national de l'emploi pour environ 300 personnes de plus de cinquante-cinq ans, une allocation temporaire dégressive pour les salariés retrouvant un emploi moins rémunérateur dans une autre entreprise, une convention de conversion. Les salariés qui partiront *« volontairement »* avant cinquante-cinq ans recevront *« une indemnité supplémentaire de 20 000 à 25 000 F »*. En outre, *« 400 jeunes diplômés de niveau bac et bac + 2 seront embauchés »*.

EN BREF

● **Grève de la SNECMA : la direction de l'usine de Villaroche déboutée.** — La direction de l'usine de la SNECMA de Villaroche (Seine-et-Marne), qui avait assigné en référé une cinquantaine d'élus syndicaux pour *« constitution de piquets de grève »* et *« entrave à la liberté de circulation »* a été déboutée, vendredi 29 avril, par le tribunal de Melun. Ce dernier a demandé la *« reprise des négociations »* qui ont été rompues le 22 avril par la direction générale de la Société nationale d'études et de construction de moteurs d'avion.

● **OPA MÉRIEUX SUR CDC : le « non, mais » du Canada.** — Les commissions des valeurs mobilières du Québec et de l'Ontario ont ordonné l'interruption de l'OPA lancée par l'Institut Mérieux (groupe Rhône-Poulenc) sur 20 % du capital de CDC Life Sciences. Elles ont estimé que l'accord conclu entre la firme française et la Caisse de dépôt et de placement du Québec, prévoyant le rachat des titres CDC détenus par l'un ou l'autre des deux actionnaires moyennant une prime de 15 % au cours du marché, pénalisait les autres porteurs. Par cet accord, Mérieux espérait prendre ultérieurement le contrôle de CDC à 52 %, une fois la première phase de l'OPA terminée. Toutefois, les autorités canadiennes laissent la porte entrouverte. Si la société française désire reprendre son OPA, elle devra revoir l'ensemble de son offre aux actionnaires de CDC. En outre, le bureau fédéral de la concurrence souhaite obtenir du tribunal fédéral de la concurrence la fixation d'un délai de vingt et un jours pour lui permettre d'examiner la conformité de l'OPA avec la législation en vigueur.

● **La RFA proteste contre l'abandon des créances de Renault.** — Le ministre ouest-allemand de l'économie, M. Bangemann, a officiellement protesté contre la décision de la Commission européenne d'accepter l'effacement de créances de 12 milliards de francs de l'Etat français sur Renault. Il a envoyé une lettre au commissaire européen chargé de la concurrence, M. Sutherland, pour lui signifier *« l'incompréhension »* de Bonn, en soulignant que Bruxelles fait deux poids et deux mesures en donnant son feu vert à Renault, tout en instruisant des procédures et plaintes contre des aides de sa propre industrie automobile. Rappelons que, le 29 mars, la Commission avait avalisé 8 milliards de francs de dotations en capital, versées depuis 1984 par l'Etat français à Renault, et avait approuvé le principe de l'abandon de 12 milliards de francs de créances publiques, qui s'accompagnerait de la transformation du statut de Renault de régie en société anonyme. — *(AFP.)*

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 25 au 29 avril

Le verdict des urnes

UN doute subsistait sur l'issue du scrutin présidentiel, et la Bourse, douchée par les résultats du premier tour, s'y est accrochée. Mais le combat des chefs, jugé « consternant » par la communauté financière, car « réglé comme un ballet » dans ses moindres détails, ou presque, y a mis brutalement fin. A la veille du week-end, le marché a reperdu une bonne partie de son avance.

Ce simple mot de hausse peut paraître surprenant. Et pourtant ! La Bourse avait très mal pris le verdict des urnes pour le premier tour. Et, manifestation spontanée de son désappointement, les valeurs françaises s'étaient remises à baisser lundi (– 1,7 %). Simple accès de mauvaise humeur comme devait en témoigner la faiblesse des échanges avec moins de 1 milliard de francs de transactions sur les valeurs françaises ce jour-là. Dès le lendemain, du reste, le sentiment redevenait meilleur. Le socialisme ? Il ne faisait plus peur. Le marché n'y avait-il pas goûté pendant cinq ans, finalement pour son plus grand bien, pouvait-on entendre dans les travées.

Les investisseurs étrangers pensèrent probablement la même chose, et, de nombreuses valeurs étant revenues à des niveaux attrayants, ils se mirent tranquillement, de ci de là, à racheter du « papier ». *Les vendeurs étant devenus* plus exigeants, leurs patrouilles eurent pour résultat de faire remonter assez vite les différents indices (+ 1,7 %) pour les ramener pratiquement au niveau du 22 avril dernier. La journée de mercredi fut plus calme (+ 0,7 %). Mais, jeudi, la Bourse, qui est chiraquienne, se mit à caresser l'espoir que son poulain, débatteur redoutable, pourrait remonter son handicap le soir dans son face-à-face avec le chef de l'Etat. Las ! *« Parfaitement aseptisé »*, comme le soulignait un ancien agent de change, le débat a, aux yeux de la Bourse, tourné au profit de M. François Mitterrand. Vendredi, la déception était grande sous les verrières. Des ventes de désillusion se produisirent, et, en moyenne, les cours fléchirent de 0,7 %. *D'une semaine à l'autre*, les valeurs françaises n'en ont pas moins monté de 1,7 %.

Cahin-caha, la reprise de printemps, commencée le 5 avril dernier, s'est donc poursuivie pour affleurer les 6 %.

Mais son « essoufflement » une semaine avant le second tour de la présidentielle « n'est pas de bon augure », disait-on rue Vivienne. Un vrai sujet de préoccupation ? La situation a bien changé depuis le fameux lundi noir du 8 mai 1981, quand, saisie d'épouvante par l'arrivée des socialistes *au pouvoir, la Bourse s'effondra au point que, rendues* impossibles, les cotations furent suspendues.

A ce que l'on sait, le programme de M. Mitterrand est très voisin de celui de son challenger, si ce n'est qu'il comporte, en plus, le rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes et, probablement à la demande de M. Pierre Bérégovoy, une plus forte taxation des bénéfices financiers réalisés par les entreprises.

Aucun grand bouleversement économique n'est donc à craindre, et, si l'on en croit les spécialistes de la place, les étrangers attendent une nouvelle baisse pour acheter des valeurs françaises. Hypothèse tout à fait plausible. Mais, pour se dérouler ainsi, le film des événements suppose *d'abord que la France sorte rapidement de la période* d'incertitude électorale. Or, à tout le moins, les boursiers redoutent une dissolution de la Chambre avec des élections législatives à la clé, qui ne pourront, au mieux, avoir lieu avant le 30 juin, voire à la rentrée de septembre.

Hausse des taux

L'intérêt de l'étranger pour Paris sera aussi fonction de l'environnement. Difficile d'y voir clair quand l'OFCE (Observatoire de conjoncture économique) prévoit un ralentissement de la croissance en France pour 1989 (+ 1 %) et l'IPECODE (Institut de prévisions économiques *et financières pour le développement des entreprises)* exactement le contraire. D'autre part, le vent froid arrivé sur le front des taux d'intérêt, en hausse partout, notamment en Allemagne fédérale et aux Etats-Unis *(voir ci-contre la rubrique marché monétaire)*, commence à inquiéter sérieusement les milieux financiers. Cette semaine, le marché obligataire et le MATIF ont subi le contrecoup du phénomène.

Sans être pessimistes, nombre d'experts ne sont pas très confiants. Du reste, quoi qu'on en dise, le cœur des étrangers n'y est pas non plus vraiment. La preuve en est. De grandes entreprises ont encore annoncé cette semaine des résultats époustouflants pour 1987, comme Sommer Allibert (+ 50 %), Ciments français (+ 54 %), L'Oréal *(+ 22,4 %), Printemps (+ 21 %). L'effet d'annonce n'a pas* même joué, si ce n'est sur Imétal et sur Fives-Lille, dont les comptes sont revenus dans le noir.

En fait, la chance du marché parisien de sortir un peu du marasme lui viendra peut-être du front des OPA. La bataille qui se prépare sur le Midi promet d'être chaude avec la volonté affichée par l'italien Generali d'en découdre pour empêcher AXA de se porter au secours de son frère ennemi. A moins que les deux larrons ne se soient mis d'accord pour désosser la compagnie d'assurances de M. Bernard Pagézy. Démoniaque, non ? De singulières rumeurs circulent également sur Bouygues, que M. Jimmy Goldsmith, dit-on, aimerait croquer. Un sacré morceau quand même. Le patron, M. Francis Bouygues, n'est pas homme à se laisser faire, mais le financier franco-britannique, il est vrai, a des moyens.

L'on parle également beaucoup des assiduités que Perrier aurait pour Pernod-Ricard en mal de diversification depuis sa rupture d'avec Coca-Cola. « Opéable » déjà depuis longtemps, Accor, si l'on en croit les spécialistes, a de nouveau été courtisé. Enfin, pour régler le problème de la succession familiale, M. Bernard Darty a décidé de céder ses actions *au personnel de la société dans le cadre* d'une RES (reprise d'entreprise par les salariés) au prix unitaire de 400 F. Nul doute que cette opération, la plus grande du genre, pourrait donner des idées à des « raiders » en mal de proie. En apprenant la nouvelle, quelqu'un lâcha au détour d'une colonne : *« Le capitalisme populaire reprend du service »*.

ANDRÉ DESSOT.

Matériel électrique services publics

	29-4-88	Diff.
Alcatel	1 822	– 23
Alsthom	270	– 2
CGE	241	– 6,50
Crouzet	271	+ 23
Générale des Eaux	1 119	– 32
IBM	640	+ 2
Intertechnique	1 385	+ 185
ITT	262	+ 5,80
Legrand	2 520	– 65
Lyonnaise des Eaux	1 125	– 19
Matra	163	+ 7
Merlin-Gérin	1 820	– 25
Moteurs Leroy-Somer	650	+ 40
Moulinex	74,90	+ 4,90
PM Labinal	602	– 23
Radiotechnique	750	– 30
Schlumberger	213	+ 7,50
SEB	735	+ 40
Siemens	1 158	– 27
Signaux (CSEE)	526	– 22
Télémec. Electrique	NC	
Thomson-CSF	170,50	– 4,50

Bâtiment, travaux publics

	29-4-88	Diff.
Auxil. d'entr.	842	+ 72
Bouygues	838	+ 48
Ciments Français	929	+ 11
Dumez	526	+ 26
GTM	450	+ 7
J. Lefebvre	763	+ 41
Lafarge	1 132	– 31
Maisons Phénix	52	+ 4,50
Poliet et Chausson	476	+ 6
SCREG	568	+ 10
SGE-SB	29,30	+ 1,85

Alimentation

	29-4-88	Diff.
Béghin-Say	395	– 6
Bongrain	2 021	+ 11
BSN	4 200	+ 89
Carrefour	2 237	+ 47
Casino	128	+ 6
Euromarché	2 405	– 60
Guyenne et Gasc.	511	– 1
Lesieur	1 816	+ 16
Moët-Hennessy	1 850	+ 10
Nestlé	34 290	– 670
Occidentale (Gle)	680	– 5
Olida-Caby	326	+ 18
Pernod-Ricard	835	+ 119
Promodès	1 350	+ 61
St-Louis-Bouchon	975	– 24
Source Perrier	675	+ 55

Banques, assurances

	29-4-88	Diff.
Bail Équipement	272	+ 3
Bancaire (Cie)	396,90	– 15,10
Cetelem	657	– 8
Chargeurs SA	881	+ 32
CFF	836	– 23
CFI	375	– 15,50
Eurafrance	1 195	– 25
Hénin (La)	415	– 1
Imm. Pl.-Monceau	313	– 11
Locafrance	414	+ 13
Locindus	863	– 7
Midi	1 753	– 32
Midland Bank	169	– 8
O F P	1 000	+ 69
Paris. de réesc	335	– 18,90
Prétabail	1 125	– 3
Schneider	280	+ 25
Suez (Cie Fin.)	227	– 8
UCB	168,20	+ 0,20

Filatures, textiles, magasins

	29-4-88	Diff.
André Roudière	191	inch.
Agache (Fin.)	1 480	+ 95
BHV	316	+ 11
CFAO	1 226	+ 73
Damart-Serviposte	1 949	– 56
Darty	388	+ 45,50
DMC	439	+ 20
Galeries Lafayette	790	– 8
La Redoute	2 290	– 175
Nouvelles Galeries	345	+ 8
Printemps	431	+ 0,40
SCOA	52,50	inch.

BONS DU TRÉSOR

Séance du 29-4-87

Echéances	Plus haut	Plus bas	Cours compensation	Variation (jour/veille) en pts
Juin 88	92,32	92,32	92,32	– 0,02
Sept. 88	92,22	92,20	92,20	– 0,02
Déc. 88	–	–	92,15	– 0,01

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Midi	745 569	1 303 783 679
Peugeot	267 565	281 024 679
Gén.des Eaux	238 077	268 162 329
Michelin	1 235 472	232 321 165
Paribas	632 795	219 540 937
Saint-Gobain	428 478	175 641 128
BSN	40 002	165 044 878
Navigat. Mixte	175 691	160 475 392
Accor	386 011	175 529 436
CGE	609 410	148 555 524
CSF	762 167	132 367 935
Pernod-Ricard	161 103	127 662 114
Olida	360 160	123 679 881

(*) Du 21 au 28 avril inclus.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 22 avril	Cours 29 avril
Or fin (kilo en barre)	82 000	81 700
– (kilo en lingot)	82 450	81 700
● Pièce française (20 fr.)	512	505
Pièce française (10 fr.)	351	375
Pièce suisse (20 fr.)	508	520
Pièce latine (20 fr.)	472	474
● Pièce tunisienne (20 fr.)	472	465
Souverain	597	594
● Souverain Elizabeth II	602	598
● Demi-souverain	375	385
Pièce de 20 dollars	2 905	2 865
– 10 dollars	1 400	1 455
● – 5 dollars	806	825
– 50 pesos	3 180	3 115
● – 20 marks	625	635
– 10 florins	486	486
● – 5 roubles	326	313

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %
Fives-Lille	+ 24,2	Talcs de Luz.	– 12,2
Compt. Entrep.	+ 20,5	CPR	– 6,5
Gascogne	+ 19,3	Im. Pl. Mon.	– 6,3
Eurotunnel	+ 18,3	BAFIP	– 6
Luchaire	+ 16,7	SODERO	– 5,7
Pernod-Ricard	+ 15,8	Bail Investis.	– 4,8
Intertechnique	+ 14,4	Compt. mod.	– 4,8
Darty	+ 13,1	Guyenne	– 4,5
Sodexho	+ 12,4	CFI	– 3,9
BP France	+ 11,6	Primagaz	– 3,9
Penarroya	+ 10,9	Radiotechnique	– 3,8
Schneider	+ 10,7	Comp. Banc.	– 3,7
Maisons Phénix	+ 10,6	PM-Labinal	– 3,7

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	29-4-88	Diff.
10,30 % 1975	102,50	+ 0,10
PME 10,6 % 1976	102,70	+ 0,10
8,80 % 1977	126,60	+ 0,10
10 % 1978	102,20	– 0,15
9,80 % 1978	102	inch.
9 % 1979	100,10	– 0,75
10,80 % 1979	104,15	– 0,25
16,20 % 1982	112,23	– 0,22
16 % 1982	114,35	– 0,29
15,75 % 1982	109,47	– 0,12
CNE 3 %	3 841	+ 28
CNB bq. 5 000 F.	102,65	– 0,25
CNB Paribas 5 000 F	102,50	+ 0,02
CNI 5 000 F	102,63	+ 0,21

Valeurs diverses

	29-4-88	Diff.
Accor	409	+ 7
Agence Havas	537	– 13
Arjomari	2 090	– 10
Bic	601	+ 21
Bis	1 082	+ 37
CGIP	901	+ 33
Club Méditerranée	388	– 4
Essilor	2 050	+ 14
Europe 1	440	+ 14
Hachette	1 950	– 50
L'Air liquide	481	– 14
L'Oréal	3 060	+ 70
Navigation Mixte	930	+ 79
Nord-Est	86,90	– 1,90
Presses Cité	2 510	+ 100
Saint-Gobain	407,50	– 10,50
Sanofi	649	+ 49
Skis Rossignol	719	+ 1

Mines d'or, diamants

	29-4-88	Diff.
Anglo-American	95,15	+ 0,15
Amgold (1)	476	inch.
Buf. Gold M.	100,10	– 1,70
De Beers	62	+ 2,50
Drief. Cons.	61,10	– 1,10
Gencor	95,90	+ 3,10
Gold Field	100,20	+ 8,70
Harmony	42,80	– 1,70
Randfontein	430	+ 3
Saint-Helena	52	+ 0,50
Western Deep	289	+ 5

(1) Coupon de 16,80 F.

Métallurgie construction mécanique

	29-4-88	Diff.
Alspi	235	+ 6
Avions Dassault-B.	806	– 4
De Dietrich	1 590	+ 70
FACOM	795	+ 39
Fives Li	100,60	+ 18,50
Marine Wendel	257	– 9,90
Penhoët	291	+ 5,90
Peugeot SA	1 043	– 8
Sagem	1 475	+ 56
Saulnes-Châtillon	166	– 4,80
Strafor	420	– 2
Valéo	419	– 1
Vallourec	82	– 1,50

Pétroles

	29-4-88	Diff.
Elf-Aquitaine	284	– 2
Esso	295	inch.
Exxon	253	+ 13,90
Petrofina	1 773	– 23
B.P.France	79,30	+ 8,30
Primagaz	595	– 24
Raffinage	75,80	+ 5,30
Royal Dutch	699	+ 10
Sogerap	275	+ 4,70
Total	341,50	+ 6,50

Produits chimiques

	29-4-88	Diff.
Inst. Mérieux	3 319	– 61
Labo. Bell	1 087	+ 16
Roussel UC	811	+ 12
BASF	825	– 5
Bayer	907	– 25
Hoechst	859	– 14
Imp. Chemic.	104,20	– 0,80
Norsk Hydro (1)	183,50	+ 7,10

(1) Coupon de 4,60 F.

Mines, caoutchouc,

	29-4-88	Diff.
Géophysique	428	+ 28
Imétal	172,20	+ 5,20
Michelin	184,50	– 7
Min. Penarroya	43,80	inch.
RTZ	38,80	+ 0,30
ZCI	1,40	– 0,03

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 29 avril 1988

COURS	ÉCHÉANCES Juin 88	Sept. 88	Déc. 88	Mars 89
Premier	–	–	–	–
+ haut	101,40	100,65	100	
+ bas	100,95	100,20	99,75	
Dernier	101,15	100,40	99,85	
Compensation	101,15	100,40	99,90	99,40

Nombre de contrats : 63 799.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	25 avril	26 avril	27 avril	28 avril	29 avril
RM	1 045 352	1 611 356	1 738 546	1 613 073	1 313 083
Comptant					
R. et obl.	6 697 835	5 647 332	5 506 577	8 534 399	8 845 404
Actions	145 942	90 141	92 021	90 073	246 624
Total	7 889 129	7 348 829	7 337 144	10 237 545	10 405 111

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1987)

Françaises	108	109,7	110,4	110,7	–
Étrangères	109,8	107,9	108,5	110,5	–

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1987)

Tendance	109,2	111,5	112,3	113,6	–

(base 100, 31 décembre 1981)

Indice gén.	303,6	307,9	312	313,7	312,5

La course au Midi

Encore une semaine fertile en rebondissements dans le feuilleton *de l'affrontement* de la Compagnie du Midi et du groupe d'assurances italien Generali. Après l'entrée en scène du « chevalier blanc » Paribas, à la veille du week-end précédent, qui portait sa participation à plus de 5 % pour devenir l'un des constituants du futur « noyau dur » du Midi, en accord avec son PDG, M. Bernard Pagezy, ce fut, mardi 26 avril, le coup de théâtre de l'accord entre le Midi et le groupe AXA. Mettant de côté leurs différends antérieurs et les rancœurs qu'avait pu faire naître leur affrontement pour le contrôle de la compagnie La Providence, deux ans auparavant, leurs présidents respectifs, MM. Pagezy et Bebear, décidèrent de réunir leurs compagnies d'assurances en un seul groupe, AXA-Midi-Assurances, qui, avec 36 milliards de francs de primes annuelles, devrait se hisser au deuxième rang français, derrière l'UAP.

M. Bebear, qui en prendrait la tête, apporterait au Midi sa participation dans ce holding, en échange d'actions à créer, ce qui ferait d'AXA l'« actionnaire de référence » du Midi avec 25 % à 30 % du capital. Mais voilà ! Autant la fusion des compagnies d'assurances des deux groupes est facile, puisque les maisons mères détiennent une très forte majorité dans ces compagnies, *autant* la création d'actions nouvelles Midi requiert l'approbation d'une assemblée générale extraordinaire, que les Generali pourraient bien bloquer.

Pour cela, il leur faut théoriquement 34 % des actions présentées ou représentées, mais en réalité, bien moins, de 20 à 30 % au maximum, compte tenu des absents. D'où la course de vitesse entre M. Pagezy et les dirigeants des Generali, *conseillés par leur grand allié et* actionnaire Lazard Frères, qui, cette semaine encore, ont ramassé environ 5 % du capital du Midi, pour porter leur participatio directement ou indirectement, à un pourcentage plus près de 30 % que de 25 %.

C'était, en principe, pour ne pas voir « diluer » leur participation de 15 % par les augmentations de capital lancées successivement par M. Pagezy. Ce *dernier, pour réaliser son opération* avec AXA qui verrouillerait définitivement le capital du Midi, puisque la maison mère d'AXA, les Mutuelles Union, est « inopéable » du fait de son statut mutualiste, garde en réserve une arme ultime, son émission d'obligations convertibles, déjà autorisée *par une assemblée générale* extraordinaire de novembre 1987, et lancée le 19 avril avant d'être suspendue ces jours-ci. Placée à l'étranger dans des mains « amies » (en fait en « portage »), elle ajouterait, après conversion, 20 % du capital du Midi aux 20 % d'autocontrôle, ce *qui, avec les autres « amis »*, porterait à plus de 50 % le capital contrôlé par le conseil d'administration du Midi.

Mais, de toute façon, M. Pagezy devra négocier un « gentleman's agreement » avec les Generali et, surtout, avec M. Antoine Bernheim, associé gérant de Lazard Frères et l'« homme des assurances ». C'est lui, dit-on, qui serait à l'origine de l'offensive des Generali, *avec des objectifs à long terme*, et qui en détiendrait la clé. Pour l'instant, « on cause » avant de ranger les couteaux au vestiaire, *ou de les transformer en javelots.*

FRANÇOIS RENARD.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Repli en fin de semaine

Commencée sous le signe de la fermeté, la *semaine* s'est achevée à New-York sur une note plus lourde. Le marché n'a cependant pas reperdu toute son avance initiale et, à la clôture, l'indice des industrielles s'établissait à *2032,32 (+ 17,23 points)*.

Le chaud et le froid ont, il est vrai, soufflé sur la Bourse américaine. Côté bonnes nouvelles, celle-ci a été encouragée par les résultats trimestriels meilleurs que prévu des entreprises. D'autre part, l'annonce d'une croissance ralentie pour le premier trimestre (+ 2,3 %), conforme aux prévisions, a rassuré en éloignant, pensait-on, la menace d'une surchauffe, donc d'une hausse des taux d'intérêt. En fait, de subites tensions sur le front monétaire un peu partout dans le monde ont assombri l'atmosphère. La décision d'une banque de relever son taux de base d'un quart de point n'a pas peu contribué à jeter la suspicion. Les affaires ont cependant été très calmes avec 707,45 millions de titres échangés contre 775,95 millions.

	Cours 22 avril	Cours 29 avril
Alcoa	46 1/4	44
Allegis (ex-UAL)	80 3/8	82
ATT	27 1/8	26 1/2
Boeing	45 5/8	48
Chase Man. Bank	25 1/2	24 5/8
Du Pont de Nemours	82 5/8	85 3/4
Eastman Kodak	40 1/2	40 5/8
Exxon	44	44 7/8
Ford	45 3/4	47 1/4
General Electric	40 1/4	40 1/4
General Motors	73 3/8	75
Goodyear	64	62 5/8
IBM	113 3/4	113 1/2
ITT	46 1/8	46 5/8
Mobil Oil	45 7/8	46 3/4
Pfizer	55 3/8	55
Schlumberger	36 1/2	37 1/2
Texaco	47 7/8	50 1/8
Union Carbide	22 3/4	23 1/2
USX	32 1/8	32
Westinghouse	51 5/8	52 1/8
Xerox Corp	53 1/8	54

LONDRES

Plus 1,8 %

Malgré la prudence observée dans l'attente de la publication du rapport de conjoncture du patronat et des chiffres du commerce extérieur, le marché, stimulé par la vague d'OPA, a continué de progresser. Il a ensuite accéléré le mouvement. Le rapport patronal s'est, en *effet, révélé encourageant, et l'annonce* d'une réduction des déficits de la balance des paiements et du commerce extérieur a favorisé des initiatives. En moyenne, les industrielles ont progressé de 1,8 %. L'OPA lancée par Nestlé sur Rowntree a entraîné des achats spéculatifs dans l'alimentation.

Indice « FT » du 29 avril : industrielles, 1 443,9 (contre 1 411,6) ; mines d'or, 206,4 (contre 205,7) ; Fonds d'Etat, 90,05 (contre 90,26).

	Cours 22 avril	Cours 29 avril
Beecham	459	476
Bowater	383	382
Brit. Petroleum	269	272
Charter	330	345
Courtaulds	354	386
De Beers (*)	10 1/8	10 3/4
Free Gold (*)	9 5/8	9 7/8
Glaxo	951	929
Gt. Univ. Stores	16 1/4	16 1/4
ICI	968	984
Reuters	494	478
Shell	10 7/16	10 5/8
Unilever	444	452
Vickers	168 1/2	168
War Loan	39 1/8	39 1/16

(*) En dollars.

FRANCFORT

Léthargique

Une véritable léthargie s'est emparée cette semaine du marché allemand. En l'absence de tout soutien, les valeurs locales se sont en assez grand nombre orientées à la baisse.

Indice de la Commerzbank le 29 avril : 1 356,2 (contre 1 377,4).

	Cours 22 avril	Cours 29 avril
AEG	205,70	204,70
BASF	246,30	242,20
Bayer	271	266,20
Commerzbank	230	226
Deutschebank	415,20	410
Hoechst	255,90	254,20
Karstadt	475	453
Mannesman	132,50	135,90
Siemens	349,50	341
Volkswagen	241,40	239,40

TOKYO

Nouveaux sommets

Quatre séances et demie seulement, en raison du chômage de vendredi pour l'anniversaire de l'empereur. Cette interruption traditionnelle n'a pas empêché le marché de voler de sommet en sommet pour battre samedi matin un dernier record. Les liquidités sont considérables.

Indices du 30 avril : Nikkeï 27 509,54 (contre 27 058,37), général 2 195,54 (contre 2 166,69).

	Cours 22 avril	Cours 28 avril
Akaï	621	629
Bridgestone	1 520	1 460
Canon	1 270	1 290
Fuji Bank	3 360	3 370
Honda Motors	1 800	1 820
Matsushita Electric	2 710	2 790
Mitsubishi Heavy	725	716
Sony Corp.	5 540	5 530
Toyota Motors	2 390	2 440

Crédits, changes, grands marchés

L'EUROMARCHÉ

Retour des monnaies fortes ?

La fragilité de l'ensemble du marché international des capitaux a été mise en évidence jeudi 28 février lorsque les compartiments des devises fortes d'Europe ont été à leur tour saisis par la crainte d'une remontée générale des taux d'intérêt. Il a suffi pour cela d'un seul élément, la publication dans un quotidien local de Francfort d'une remarque du vice-président de la Bundesbank. M. Helmut Schlesinger y exprimait sa crainte d'une contamination du marché allemand par les taux pratiqués à New-York. Nombreux sont pourtant les experts qui, comme ceux de la Deutsche Bank, se montrent confiants quant à l'évolution prochaine des secteurs obligatoires du mark, du franc suisse et du florin. Leurs prévisions s'appuient sur le potentiel de revalorisation de ces devises.

Soucieux de diversifier leurs sources de fonds, toute une série de grands emprunteurs internationaux tendent de plus en plus à équilibrer leurs recours aux marchés obligataires du franc suisse et du mark. Celui du franc suisse est de loin le plus sollicité des deux, mais le mark est en train de rattraper son retard. La révision du programme d'emprunts des entreprises du secteur public japonais va y contribuer. On prête en effet à Tokyo l'intention d'aiguiller sur l'Allemagne plusieurs de ses grands débiteurs qu'il dirigeait auparavant presque exclusivement sur les marchés de l'eurodollar et du franc suisse.

La dynamique européenne

Cette évolution est d'autant plus probable qu'elle est de nature à favoriser l'activité des établissements financiers japonais en Allemagne. Ce n'est que depuis quelques mois que deux banques et quatre maisons de titres nippons établies outre-Rhin sont en mesure de diriger des emprunts en marks. Elles ont déjà fait leurs armes et ne demandent qu'à prodiguer de nouvelles démonstrations de leur talent. Une euro-émission en deutschemarks garantie par le gouvernement japonais devrait tout prochainement permettre à l'une d'entre elles de se distinguer.

Selon toute apparence, la Grèce s'apprête aussi à répartir sa dette extérieure en plusieurs monnaies. Sa démarche est cependant beaucoup plus hésitante que celle de Tokyo. La société nationale grecque d'électricité, que l'on désigne sous le sigle de PPC, vient de lancer à 100,25 % un euro-emprunt de 200 millions de marks, d'une durée de sept ans, qui sera rémunéré au taux facial de 5,875 %. Cela correspond à un rendement brut de 5,8 %. Dirigée par la Commerzbank, la transaction aurait, selon toute vraisemblance, dû accompagner un emprunt en francs suisses pour le compte de la Banque de Grèce.

Prévue pour un montant de 150 millions de francs suisses, l'emprunt Banque de Grèce ne s'est pas encore concrétisé. Aux dernières nouvelles, la transaction pourrait être offerte en deux tranches de cinq et dix ans assorties de taux d'intérêt de 4,5 % et 5 % respectivement. Si l'opération a été différée, c'est, semble-t-il, à cause du traitement infligé au précédent emprunt en francs suisses de la même banque de Grèce. Cela fait près de deux ans que les titres sont confinés dans l'antichambre du marché officiel de la Bourse de Zurich. Normalement, le délai d'attente est de six mois tout au plus.

L'instance d'admission, une commission qui a toute prérogative en la matière, a toujours considéré que le crédit du débiteur était trop faible pour envisager l'inscription des titres à la cote. Ce n'est que tout récemment qu'elle a autorisé, *« pour des raisons de nature politique »*, la cotation de ces obligations. Celle-ci devrait intervenir sous peu. L'appartenance de la Grèce aux Communautés européennes est aujourd'hui un argument décisif dont même les pays tiers sont amenés à tenir le plus grand compte.

La décision de la commission boursière helvétique représente une manifestation de plus de la dynamique européenne qui saisit toutes les places financières de notre continent dans la perspective de l'intégration prévue pour 1992. Le mouvement est d'autant plus frappant qu'il se propage avec vigueur, même dans des pays neutres. C'est, selon toute vraisemblance, l'un des ferments les plus actifs susceptibles de transformer la physionomie des marchés des capitaux au cours de ces prochaines années. Les implications fiscales sautent déjà aux yeux. Elles sont à l'origine du projet allemand d'imposer une retenue à la source de 10 % sur les revenus des placements en marks.

Touchant la politique des changes, d'importants changements pourraient en découler. Le président de l'institut allemand d'émission, M. Karl Otto Poehl, évoquait récemment l'éventualité d'une entrée de la Suisse, de l'Autriche et de la Suède dans le système monétaire européen ; cela serait possible, disait-il, si la Grande-Bretagne se décidait à en faire partie. Comme pour préparer le terrain, le nouveau président de la Banque nationale suisse, M. Markus Lusser, abondait, la semaine passée, dans le sens de la nécessaire autonomie d'une banque centrale *« qui doit être défendue et protégée »*, un thème cher à la Bundesbank. Il laissait également entrevoir l'abandon d'une singularité du franc helvétique : celle de la couverture-or qui, l'an passé, a oscillé entre 42 % et près de 50 % des billets en circulation sur la base d'un prix officiel du métal fin se situant environ à un quart seulement de celui du marché.

Rares sont les autres compartiments du marché international des capitaux à tirer vraiment parti de l'effacement de la devise des Etats-Unis. Celui de l'eurodollar canadien témoigne toutefois d'une maturité dont on ne l'aurait peut-être pas crédité il y a quelques mois seulement. Il doit essentiellement sa réussite au soutien que lui apportent de nombreux grands investisseurs institutionnels. Quatre émissions nouvelles y ont vu le jour la semaine passée et une cinquième, pour la Nouvelle-Zélande, semblait se dessiner.

Electricité de France n'a aucune difficulté à confirmer la faveur dont jouissent les emprunteurs qui se présentent sous la garantie de la République française. Rapidement porté de 100 à 125 millions de dollars canadiens, son emprunt a été émis lundi pour une durée de sept ans, une échéance assez longue que l'on n'avait plus vue dans cette monnaie depuis deux semaines. Les obligations offertes 101,50 % sont rémunérées au taux de 10,25 %. Cela correspondait, au lancement, à une marge de quelque 48 points de base au-dessus du rendement correspondant des fonds d'Etat canadiens. Cette marge s'est très légèrement rétrécie par la suite. Au terme d'une transaction de swap, EDF dispose de francs suisses à taux flottant à des conditions particulièrement intéressantes pour elle.

CHRISTOPHE VETTER.

LES DEVISES ET L'OR

Un calme inquiétant

« Le marché est mortel ! Que l'on s'ennuie ! » Ainsi se lamentait un opérateur à la veille du week-end, observant ses écrans où les chiffres demeuraient désespérément fixes, ou avec d'infimes variations, sans signification réelle, mis à part les sauts de cabri de la livre sterling.

Mais les milieux financiers internationaux n'en restent pas moins sur le qui-vive. Ils ont relevé une déclaration sibylline du vice-président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger, faite à notre confrère *Frankfurter Neues Press*, suivant laquelle, si le dollar venait à s'affaiblir, il ne serait pas de *« la responsabilité »* de la Banque centrale allemande *« d'être prête à agir »*. Et de faire allusion à la *« nécessaire coopération de tous les grands pays industrialisés »*. Inquiétant, non ?

Aux Etat-Unis, l'un des gouverneurs de la Réserve fédérale, M. Heller, a indiqué que les objectifs de la Fed dans le domaine de la stabilisation des marchés financiers seraient difficiles à atteindre en raison du *« décalage croissant entre les agrégats monétaires et l'économie, les risques inflationnistes s'accroissant parce que les capacités de production atteignent leurs limites »*. Quant au Japon, de bons experts craignent que ses autorités ne soient plus longtemps en mesure de contenir la hausse du yen par rapport à un dollar dont le cours, selon NOMURA, pourrait s'abaisser de 125-126 yens à 115 yens dans quelque temps. Rappelons que la plupart des grandes entreprises japonaises se préparent à un dollar à 100 yens à la fin de 1988.

Toutes ces indications et déclarations ne sont pas de nature à rassurer les milieux financiers internationaux, qui tendent le dos en attendant les chiffres de l'inflation américaine pour les six prochains mois, chiffres qui pourraient être mauvais et saper la confiance dans le billet vert. Résultat notable en ce cas : baisse du dollar et hausse des taux américains.

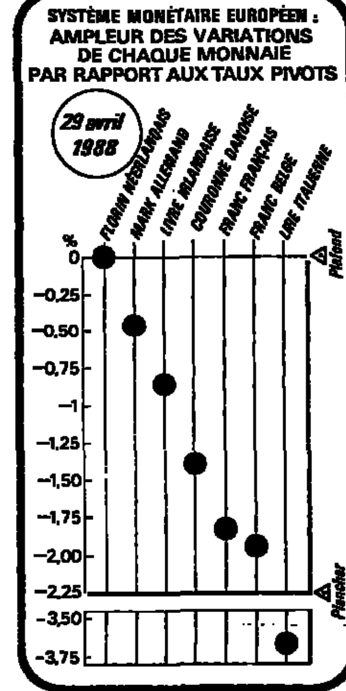
En Europe, la livre sterling a commencé par reperdre un peu de terrain après sa flambée de la semaine précédente, due au dérapage de la masse monétaire et au gonflement des crédits bancaires, qui rendaient peu probable une nouvelle réduction du taux directeur de la Banque d'Angleterre. On la vit fléchir de 3,16 DM à 3,12 DM. Puis l'annonce d'une diminution des déficits extérieurs vint doper la devise britannique : celui de la balance commerciale revenait de 1,32 milliard de livres sterling en février à 854 millions de livres en mars, et celui de la balance des paiements passait de 720 millions de livres sterling à 254 millions de livres.

Du coup, le cours de la monnaie anglaise s'élevait de 3,12 DM à près de 3,15 DM. En même temps, la Banque d'Angleterre laissait les taux d'intérêt à trois mois sur la place de Londres remonter de 8 1/4 à plus de 9 1/2 % alors que son taux directeur reste inchangé à 8 %. Finesse de la politique monétaire...

Dans le Système monétaire européen (SME), le calme continue à régner, du moins pour l'instant. Le cours du mark à Paris s'est légèrement tendu à 3,3990 F contre 3,3950 F, mais sans fièvre aucune. Le problème du franc n'est plus à l'ordre du jour, et il n'en a pas été question lors de l'affrontement télévisé entre MM. Mitterrand et Chirac, le jeudi 28 avril.

Ce qui reste à l'ordre du jour, en revanche, est la faiblesse intrinsèque de la lire qui pourrait inciter les autorités italiennes à demander, l'un de ces prochains mois, un réalignemenet du SME à l'occasion duquel les Allemands accepteraient une petite réévaluation du mark (2 % à 3 %). Cela arrangerait tout le monde, la Bundesbank d'abord, qui adore réévaluer, pratique vertueuse et anti-inflationniste, l'Italie ensuite, et aussi la France, qui pourrait, ainsi, abaisser un peu le niveau prohibitif de ses taux d'intérêt.

FRANÇOIS RENARD.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 25 AU 29 AVRIL

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1,8820	–	17,5963	71,8907	59,8886	2,8604	53,3333	0,0804
	1,8870	–	17,5932	72,2804	59,7372	2,8571	53,2623	0,0803
Paris	10,6954	5,6830	–	408,55	339,89	16,2557	303,09	4,5720
	10,7257	5,6840	–	410,84	339,55	16,240	302,74	4,5672
Zurich	2,6179	1,3910	24,4765	–	83,1938	3,9788	74,1867	1,1191
	2,6106	1,3835	24,3403	–	82,6463	3,9528	73,6884	1,1117
Francfort	3,1467	1,6720	29,4211	120,20	–	4,7826	89,1733	1,3451
	3,1588	1,6740	29,4507	120,99	–	4,7828	89,1611	1,3451
Bruxelles	65,7947	34,96	6,1517	25,1330	209,09	–	18,6453	2,93
	66,045	35	6,1576	25,2981	209,08	–	18,6418	2,8123
Amsterdam	3,5288	1,8750	32,9931	134,80	112,14	5,3633	–	1,5084
	3,5428	1,8775	33,0316	135,70	112,15	5,3642	–	1,5086
Milan	2339,33	1243	218,72	893,60	743,42	35,5549	662,93	–
	2348,37	1244,50	218,95	899,53	743,42	35,5571	662,85	–
Tokyo	234,87	124,80	21,9602	89,7196	74,6411	3,5698	66,5608	0,1004
	235,50	124,80	21,9503	90,2059	74,5520	3,5657	66,4713	0,1003

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 29 avril, 4,5537 F contre 4,5545 F le vendredi 22 avril.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Le diamant et la De Beers font des éclats

A l'instar de nombreuses matières premières, le diamant retrouve son brillant sur les marchés internationaux. Le 27 avril, le groupe sud-africain De Beers, qui commercialise plus de 80 % du diamant brut mondial à travers sa filiale londonienne CSO (Central Selling Organisation), a annoncé un relèvement de 13,5 % de ses prix à compter du 3 mai. Cette hausse, qui touchera toutes les qualités de diamants (y compris le diamant industriel), suit celle de 10 % décidée le 4 septembre dernier. Elle confirme l'aptitude de la De Beers à maîtriser l'offre de diamants (par un effort sans égal de stockage) en l'adaptant en permanence à l'état immédiat de la consommation.

Parce qu'elle commercialise tout aussi bien les pierres sud-africaines qu'australiennes, zaïroises ou soviétiques (officieusement), la firme de Kimberley est en mesure de jouer les gendarmes sur un marché qui connaît un net raffermissement pour la troisième année consécutive.

Dans son allocution prononcée le 11 mars pour le centenaire de la De Beers, le président Ogilvie Thomson a mis l'accent sur la vive amélioration de la demande en Extrême-Orient, au Japon en particulier, où les importations de diamants libellées en dollar ont profité de la forte appréciation du yen. Si la consommation de pierres industrielles a progressé, c'est surtout la demande du diamant de joaillerie qui est en hausse, et particulièrement la demande masculine, au Japon notamment. Le mot diamant, qui ne figurait pas il y a peu dans le vocabulaire nippon, se traduit aujourd'hui par *« diamando »*. Les Japonais aiment, semble-t-il, prononcer le mot et porter la chose.

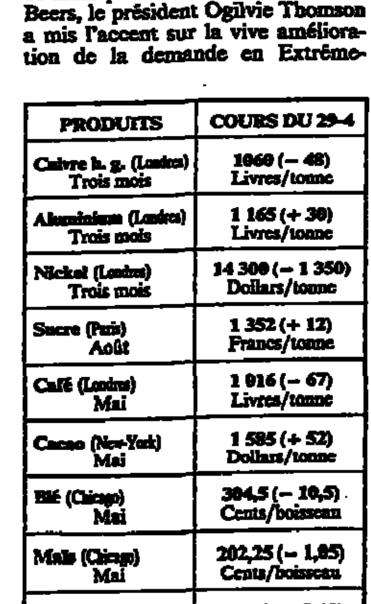
« En cette année commémorative, la CSO peut annoncer des ventes records de diamants bruts. La De Beers peut déclarer un bénéfice record et un dividende jamais égalé », indiquait le 11 mars M. Thomson. Les ventes de la Central Selling Organisation ont ainsi atteint en 1987 3,075 milliards de dollars, progressant de 20 %. Le groupe a réalisé un bénéfice de 536 millions de dollars (+ 54 %), tandis que le dividende, en hausse de 37,5 %, s'élevait à 110 cents par action.

Contrôler l'offre mondiale

Tirant parti des campagnes promotionnelles en faveur du diamant qu'il mène dans vingt-huit pays, De Beers a bénéficié de l'augmentation de 10 % des ventes de joaillerie aux Etats-Unis et de 14 % en Europe. Les quatre grands centres de taille – Bombay, Tel-Aviv, New-York et Anvers – ont vu leur activité s'accroître. Les tailleurs de pierres indiens qui traitent les diamants venus de la mine australienne d'Argyle (la plus grande du monde) ont réussi à écouler la majeure partie de la production.

Soucieuse de contrôler toujours davantage l'offre mondiale de diamant, la De Beers a récupéré en juillet dernier le stock de pierres (dont le volume est resté secret) constitué ces dernières années par la Debswana, une société diamantaire de nationalité botswanaise qui est en réalité une « joint venture » entre le gouvernement de Gaborone et le groupe de Kimberley. En contrepartie de cette cession, la Debswana a obtenu 5,27 % de la De Beers (soit environ 385 millions de dollars), deux administrateurs noirs entrant pour la première fois de droit au conseil de la firme sud-africaine. C'est à ce prix que la De Beers étend son emprise sur le marché du diamant. En dépit des velléités toujours renouvelées du Zaïre d'échapper un jour à ce réseau commercial obligé, le groupe de Cecil Rhodes poursuit par d'autres voies le rêve impérial de son fondateur.

ERIC FOTTORINO.



PRODUITS	COURS DU 29-4
Cuivre h. g. (Londres) Trois mois	1060 (– 48) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 165 (+ 30) Livres/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	14 300 (– 1 350) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Août	1 352 (+ 12) Francs/tonne
Café (Londres) Mai	1 016 (– 67) Livres/tonne
Cacao (New-York) Mai	1 585 (+ 52) Dollars/tonne
Blé (Chicago) Mai	304,5 (– 10,5) Cents/boisseau
Maïs (Chicago) Mai	202,25 (– 1,05) Cents/boisseau
Soja (Chicago) Mai	203,50 (+ 8,10) Dollars/t. courte

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Un vent du nord glacé

Si la place de Paris commençait, enfin, la semaine dernière, à apparaître un peu « déconnectée » de celle de New-York, cette semaine-ci, elle s'est tout à fait « reconnectée », d'autant qu'au vent frais qui souffle de l'Atlantique, s'est ajouté un vent glacé qui descend du nord. Sans doute, le rendement de l'emprunt à trente ans du Trésor des Etats-Unis a-t-il poursuivi sa lente ascension, passant de 9,05 % à 9,11 %, ce qui ne laisse pas d'inquiéter les milieux financiers internationaux. Mais l'élément nouveau, cette fois-ci, a été constitué par l'amorce d'une nette remontée des taux longs en Allemagne, sous l'effet de la contagion de la hausse américaine, que les observateurs avisés jugent lente et inexorable, avec des rendements à trente ans dépassant 10 % d'ici à la fin de l'année, voire 11 % (*le Monde* du 27 avril).

De l'autre côté du Rhin, on a noté, cette semaine, une nette accélération du processus de renchérissement des taux à long terme. Ainsi, à la veille du week-end, le rendement moyen des titres publics allemands s'élevait à près de 6 % (5,94 %), contre un peu plus de 5,50 % en janvier et encore en mars : presque un demi-point d'augmentation.

Outre la contagion des taux américains, évoquée précédemment, un facteur nouveau vient d'entrer en jeu, celui de la lente élévation des prix intérieurs allemands. Restés « sages » longtemps, avec, même, des diminutions, ces prix ont augmenté de 0,3 % en avril, la plus forte augmentation depuis quinze mois. L'inflation en RFA est passée de 0,9 % en février à 1,1 % en avril, sur douze mois.

Le MATIF accuse le coup

Bien qu'une telle modération fasse rêver les Français, l'accélération, toute relative, relevée outre-Rhin fait froncer les sourcils aux dirigeants de la Bundesbank. Ceux-ci s'inquiètent, en outre, du gonflement trop rapide de la masse monétaire (7,5 % à 8 %), même dans la version révisée M 3. M. Karl Otto Poehl, le président, a beau réaffirmer que sa banque ne modifiera pas sa politique monétaire et donc ne relèvera pas ses taux directeurs, son vice-président, M. Helmut Schlesinger, ne serait pas du même avis et brûlerait de faire monter le taux des pensions à court terme de la banque (3,25 % depuis début novembre 1987), en profitant d'une nouvelle hausse des taux américains.

Ce qui se passe en Allemagne n'a pas été sans influer sur le marché français où, immédiatement, le MATIF a accusé le coup. D'une semaine à l'autre, le cours de l'échéance juin, qui s'était hissé auparavant de 102,20 à 103,70, est retombé lourdement à 101, en attendant moins, en fin de semaine, suivant les opérateurs, les non-résidents vendaient « agressivement » à Paris, déprimés par l'environnement international, tandis que les acheteurs se faisaient rares. Fini, donc, le bel optimisme de la quinzaine précédente. Que cela aille mal aux Etats-Unis, soit, mais que l'Allemagne, point de mire de la Banque de France, craque à son tour, c'en est en trop !

Brochant sur le tout, une banque moyenne américaine, la Banque Riggs, de Washington, a jugé bon de porter de 8,50 % à 8,75 % son taux de base (prime rate). On ne sait trop si cette initiative, connue vendredi en fin d'après-midi (heure européenne) sera imitée par d'autres établissements. Mais, outre-Atlantique, on fait remarquer que, en six semaines, le taux de l'argent au jour le jour entre banques, celui du Federal Funds, a augmenté d'un demi-point pour s'élever au-dessus de 7 %, sous l'influence de la Réserve fédérale. Celle-ci durcit lentement et sournoisement sa politique monétaire pour lutter préventivement contre une inflation renaissante. Rappelons que le taux de base des banques américaines, passé de 7,50 % en avril 1987 à 9,25 % juste avant le krach boursier d'octobre 1987, était retombé, après le krach, à 8,50 %.

Sur le front des émissions en France, les emprunts ont été rares, dans une ambiance qui, en fin de semaine, était qualifiée de « détestable » vu la hausse des taux. Le Crédit lyonnais lève 750 millions de francs à 9,50 % sous forme de TSR (titres subordonnés), placés pratiquement dans son réseau, tandis que la Compagnie bancaire émet un emprunt « fermé » (préplacé) de 1 milliard de francs à douze ans, indexé sur le PIBOR à trois mois moins 20 centimes, sous la houlette de la Caisse nationale du Crédit agricole. Quant à l'emprunt GOBTP de 1 milliard de francs à 9,40 %, déjà très mal accueilli la semaine dernière, il est devenu une « hyper-colle » et une « super-glu », c'est-à-dire qu'il s'attache aux doigts des réseaux de placement, sa décote sur le marché gris s'élevant de 2,50 %-3 % à 3 %-3,50 %.

F. R.

Le Monde

De l'extrême gauche à l'extrême droite

Les manifestations du 1er mai à Paris

Plusieurs manifestations devaient avoir lieu, à Paris, dimanche 1er mai. Ayant choisi de célébrer la fête de Jeanne d'Arc, traditionnel rendez-vous de l'extrême droite, avec huit jours d'avance, le Front national appelait à un *« rassemblement du peuple de France »*, qui devait se dérouler en deux temps : un défilé, à partir de 9 heures, de la place Saint-Augustin à la place des Pyramides, en passant par l'Opéra, puis une messe suivie d'un meeting, à 15 heures, dans le jardin des Tuileries. Rendez-vous traditionnel du monde du travail, le 1er mai est, cette année, l'occasion pour les syndicats de se mobiliser contre l'extrême droite, mais en ordre dispersé.

Appelée par la CFDT, la FEN, l'UNEF-ID et la FGAF (Fédération générale autonome de fonctionnaires), une première *manifestation devait partir à 11 heures, du métro Couronnes*, pour se rendre place de la Nation, en passant par le métro Charonne. Appelée par la seule CGT, une seconde manifestation devait partir à 15 heures de la place de la Bastille pour aller en direction de la place de l'Opéra. Un *« collectif pour un 1er mai unitaire »*, animé, notamment par l'extrême gauche et les sympathisants de M. Pierre Juquin, devait se rendre de l'une à l'autre.

Les syndicats et le défi de M. Le Pen

L'histoire, même syndicale, est décidément ironique. Il y a un an, le *1er mai 1987*, les 20 000 *manifestants* de la CGT qui avaient été les seuls à occuper le pavé parisien s'étaient dispersés place Saint-Augustin. Place *Saint-Augustin, c'est justement* le lieu de ralliement qu'a choisi M. Jean-Marie Le Pen pour célébrer à partir de 9 heures dimanche, avec les sympathi*sants du Front national* (*qui devaient* se diriger ensuite vers la place des Pyramides, avant le discours de leur leader à 15 h 30 aux Tuileries), à la fois la fête de Jeanne d'Arc – avec huit jours d'avance... – et celle du Travail. Un gros pied de nez aux organisations syndicales...

Qui aurait pu penser que le souvenir de la petite paysanne de Domrémy serait un jour associé à celui des quatre pendus de Chicago, condamnés après un attentat consécutif à une grève générale pour la journée de huit heures aux Etats-Unis le 1er mai 1886, souvenir auquel se réfère théoriquement le mouvement syndical chaque année ? La provocation de M. Le Pen à l'égard des syndicats fait souffler un parfum pétainiste qu'auraient du mal à chasser des brises syndicales dispersées.

A sa manière, en effet, le régime de Vichy avait lui aussi *« récupéré »* la fête du Travail. Le 29 avril 1941, le maréchal Pétain avait obligé les patrons à donner un jour de congé payé à leur personnel, les salariés ayant alors la *« possibilité »* de reverser la moitié de ce salaire journalier à la *« caisse gouvernementale de solidarité »*. L'homme qui avait dissous les syndicats voulait, conformément à l'esprit de la « chartre de Travail, faire du 1er mai qui coïncidait avec la saint Philippe la *« fête de la concorde sociale »*. Et le 1er mai 1941, il était allé célébrer ce jour dans l'Allier avec, selon les journaux officiels de l'époque, les ouvriers des *« cités laborieuses »* et *« sous le signe du muguet et de l'églantine enlacés »*.

On est loin de tels « enlacements » en 1988 ! Au-delà de leur *« sursaut d'indignation »*, selon la formule de M. Edmond Maire, les syndicats, qui savent que certains de leurs adhérents et en tout cas de leurs électeurs ont pu, *dans des proportions très variables* d'une organisation à l'autre, être séduits par les sirènes lepénistes, s'interrogent sur la meilleure parade *contre cette montée de l'extrême*-droite. Constatant que, depuis quinze ans, les gouvernements n'ont pas réussi à stopper le chômage, M. Jean Bor*nard, président de la CFTC, note : « Comment s'étonner, dès lors, que les exclus de la société cherchent des solutions ailleurs que dans les formations politiques classiques ou ne soient tentés par d'autres exclusions, en faisant notamment des immigrés les boucs émissaires de tous les maux. »*

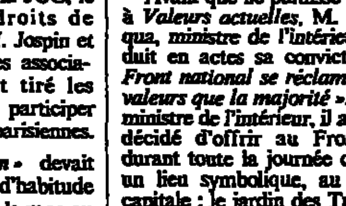
La peur des provocations pour certains, le refus de l'unité pour d'autres, la crainte de se laisser dévier vers des manifestations politiques pour quelques-uns, toutes ces attitudes ont joué pour aboutir à une « riposte » dispersée, sauf à Perpignan, à Montpellier, à Montbéliard et à Strasbourg, qui sera sans doute loin d'être à la hauteur, dans un Paris quadrillé par la police, de la « provocation » de M. Le Pen. La CFDT, la FEN et les autonomes devaient manifester, à 11 heures, du métro Couronnes à la Nation, avec le concours de France-Plus et d'une délégation de SOS-Racisme.

De son côté, la CGT avait maintenu sa manifestation en solitaire (à 15 heures, de la Bastille à l'Opéra), mais elle a fait quelques petits gestes plus « unitaires ». Ainsi, elle a déplacé le lieu de départ de son défilé de la République à la Bastille. Or c'est à la Bastille que le « collectif pour un 1er mai unitaire », qui regroupe des militants de la CFDT, de la FEN, de la CGT et de FO, avait donné rendez-vous à 14 heures à ses sympathisants. Une possibilité de jonction semblait donc acceptée *de facto* par la CGT, M. Henri Krasucki ayant précisé que sa manifestation serait *« ouverte sur des bases qui tiennent compte des diversités »*. Mais sur « ses » slogans...

Il reste que le syndicalisme devait donner de nouveau l'image d'un mouvement éclaté. Le MRAP, la JOC, le SNES, la Ligue des droits de l'homme, le PS, le PSU, M. Jospin et la Ligue communiste, des associations d'immigrés, en ont tiré les conclusions en appelant à participer aux deux manifestations parisiennes.

Le *« sursaut d'indignation »* devait amener plus de monde que d'habitude aux défilés syndicaux. Mais la rage au cœur des uns aurait du mal à contrebalancer l'enthousiasme des « exclus » des Tuileries.

MICHEL NOBLECOURT.



Le risque pris par M. Pasqua

Avant que ne paraisse son interview à *Valeurs actuelles*, M. Charles Pasqua, *ministre de l'intérieur*, avait traduit en actes sa conviction que *« le Front national se réclame des mêmes valeurs que la majorité »*. En tant que ministre de l'intérieur, il avait, en effet, décidé d'offrir au Front national, durant toute la journée de dimanche, un lieu symbolique, au cœur de la capitale : le jardin des Tuileries. Malgré ses demandes insistantes, l'extrême droite n'avait pu, lors de la fête de Jeanne d'Arc de 1987, y planter son chapiteau : l'autorisation avait été refusée par le même ministre de l'intérieur, et le Front national avait dû exiler son « banquet des 10 000 » sur l'héliport d'Issy-les-Moulineaux.

On aurait pu penser que, le 1er mai tombant entre les deux tours de l'élection présidentielle, les responsables de l'ordre public auraient invoqué le calme nécessaire à la campagne électorale pour limiter les manifestations. Ce fut fait entre les deux tours de l'élection de 1974, par des pressions insistantes : la CGT, la CFDT et la FEN s'étaient contentées d'un rassemblement à La Courneuve, laissant aux seuls « gauchistes » le pavé parisien. Le 1er mai 1969, il y eut même un précédent, sans doute discutable, dont le ministre de l'intérieur aurait pu se prévaloir : l'interdiction des *« manifestations sur la voie publique »*, au nom de la crainte de débordements.

M. Pasqua et le gouvernement viennent de faire un choix inverse : on devait beaucoup manifester à Paris le 1er mai 1988. Ce faisant, ils avaient peut-être pris un risque. En tout cas si l'on en croit les rumeurs, folles et contradictoires, qui agitaient samedi le monde politique. Des centristes parlaient à mots couverts d'une *« provocation »* contre le rassemblement du Front national qui permettrait au ministre de l'intérieur d'agiter le spectre des troubles en cas de réélection de M. François Mitterrand, qu'il accuse déjà, dans *Valeurs actuelles*, de *« porter en lui les germes de la guerre civile »*. Des socialistes évoquaient une radicalisation communiste ; des militants d'extrême gauche redoutaient des actions de commandos d'extrême droite ; des policiers confiaient leur inquiétude sur des « queues de manifestations » animées par une nouvelle génération d'autonomes, etc.

L'inquiétude des renseignements généraux

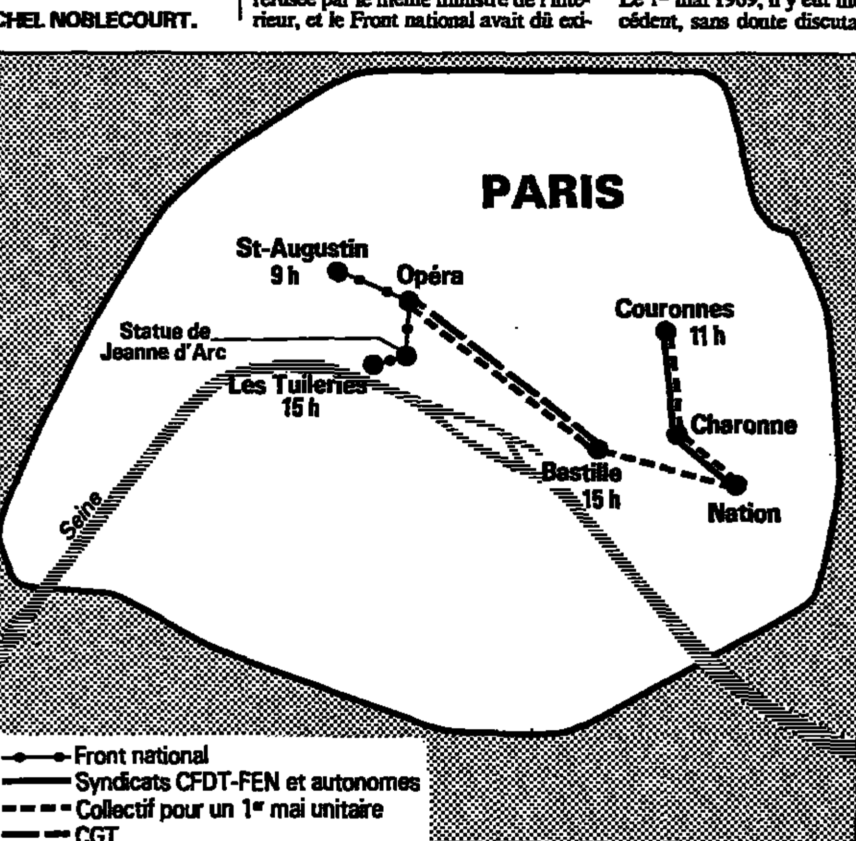
Samedi, ces rumeurs étaient invérifiables. En revanche, il était certain que la journée de dimanche serait un *« sujet d'inquiétude »* – la formule est de M. Pandraud – pour les responsables policiers. *« Si on avait interdit, on aurait dit que nous ne respections pas les libertés publiques*, ajoutait le ministre délégué chargé de la sécurité. *Quant aux Tuileries, c'est un des lieux les plus faciles à protéger et à isoler. Techniquement, c'est une bonne solution. Et ce n'est quand même pas moi qui ai mis à proximité la statue de Jeanne d'Arc ! »*

Aux renseignements généraux, on ne cachait pas une *« inquiétude latente »*, tout en ajoutant qu'elle ne se fondait sur *« aucune information précise »*. Le préfet de police de Paris, M. Jean Paolini, se déclarait *« vigilant »* et serait lui-même aux commandes du dispositif de maintien de l'ordre. Dix-huit unités seraient sur le terrain : neuf compagnies de CRS et neuf escadrons de gendarmes mobiles. CRS et gendarmes ont d'ailleurs fort à faire actuellement. Six compagnies de CRS sont en Corse, huit en Nouvelle-Calédonie, auxquelles s'ajoutent deux autres compagnies actuellement en route pour Nouméa. Avec vingt-huit escadrons, c'est plus d'un cinquième des effectifs de la gendarmerie mobile qui se trouve actuellement sur le territoire calédonien, auquel il faut ajouter le GIGN et les troupes militaires, renforcées par l'arrivée de deux cent cinquante hommes de l'infanterie de marine.

A Paris, l'inquiétude concernait surtout la fin de journée. En effet, le cortège de la CGT – dont les policiers ont souligné le caractère *« responsable »* du service d'ordre – devait se terminer aux alentours de 18 heures place de l'Opéra, alors que le rassemblement du Front national aux Tuileries – proches de l'Opéra – était prévu pour durer une bonne partie de l'après-midi, M. Jean-Marie Le Pen prenant la parole seulement après 15 heures. Les policiers avaient insisté auprès des organisateurs pour que deux heures au moins séparent la dissolution de la manifestation d'extrême droite et celle du défilé de la CGT.

Autre inquiétude, les « Red Skins », – une version de gauche des « Skin Heads » ayant pour idéologie, selon un policier *« la Kronenbourg et l'antifascisme »* – qui risquaient de parasiter les troupes du Collectif pour un 1er Mai unitaire, qui devait manifester le matin avec la CFDT, la FEN et les syndicats autonomes, puis l'après-midi avec la CGT. Au nom de la Ligue communiste révolutionnaire, qui participe au Collectif, M. Alain Krivine était pour sa part formel : *« Pour nous, le but n'est pas l'affrontement physique avec le Front national, mais une démonstration de force unitaire contre l'extrême droite. »* L'extrême gauche craignait donc plutôt des provocations d'extrême droite lors de la dissolution du cortège de la CGT, place de l'Opéra. Mais on pouvait aussi bien imaginer – et M. Pandraud l'espérait – que la journée se déroulerait sans incident...

GEORGES MARION et EDWY PLENEL.



Jeanne d'Arc détournée

Pauvre Jeanne ! Depuis ce fameux 8 mai 1429, où elle libéra Orléans assiégée par les Anglais, ce n'est pas la première *fois que la sainte* est *exploitée* par tous ceux qui, à des fins partisanes, réécrivent l'histoire à leur gré.

Pendant *toute la* période de conquêtes militaires et d'expansion coloniale de la France, jusqu'au dix-neuvième siècle, elle est pratiquement effacée des mémoires, sauf par Voltaire. Les royalistes la réhabilitent comme symbole de dévouement à la couronne et de soumission à Dieu ; les maurassiens et les pétainistes l'élèvent presque à la hauteur d'un mythe : celui du chauvinisme patriotique, de l'exclusion de l'autre race, de la xénophobie militante. Pendant la deuxième guerre mondiale, les Francs-tireurs partisans feront aussi de Jeanne d'Arc une sorte d'héroïne de la résistance communiste. A son tour, Jean-Marie Le Pen récupère aujourd'hui la sainte, *« condamnée par des clercs vendus aux partis de l'étranger »*.

Le président du Front national connaît-il seulement les faits d'armes de sa sainte préférée ? L'armée qu'elle avait levée, avec l'accord du dauphin, comprenait des Français, bien sûr, mais aussi des Ecossais, des Gascons, des Espagnols, des Lombards, des Piémontais, etc. Et c'est à un Piémontais, le capitaine Baretta, qu'elle avait confié l'armée qui, *avant son arrestation, devait* libérer Compiègne (1).

En fêtant Jeanne d'Arc le 1er mai, qui plus est par une messe solennelle aux Tuileries, Jean-Marie Le Pen commet une double imposture. D'abord, le nom de la sainte ne figure ni au calendrier civil ni au calendrier liturgique de ce dimanche. Comme le remarque le Père Jean-Michel Di Falco, porte-parole de l'épiscopat français, *sainte Jeanne d'Arc se fête dans* l'Eglise catholique le 30 mai ou le second dimanche de mai. Quant au 1er mai, c'est la fête de saint Joseph travailleur, et *« l'Eglise célébrera cette fête en union avec le monde du travail »*.

Mais, surtout, faire de Jeanne d'Arc le symbole d'un nationalisme étriqué, la figure emblématique des luttes franco-françaises, c'est occulter sa dimension universelle, mythique et spirituelle, immortalisée par Charles Péguy en particulier.

Une jeune martyre coréenne de la guerre contre le Japon est encore vénérée aujourd'hui comme la Jeanne d'Arc de ce *pays lointain. Deux universités* américaines au moins possèdent des bibliothèques johanniques et, parmi les meilleurs historiens de *la Pucelle d'Orléans*, on compte deux Soviétiques, Lowandowski et Raytses. Sans compter l'immense production littéraire et *cinématographique qu'elle a ins*pirée, dont l'inoubliable film de Dreyer.

Comment ignorer, enfin, que le seul véritable symbole qui s'attache au nom de Jeanne d'Arc est celui d'une révolte obstinée pour la liberté et d'une soumission totale à Dieu, *« premier servi »* ? Jean-Marie Le Pen a-t-il entendu cette voix-là ?

HENRI TINCQ.

(1) Voir les livres de Régine Pernoud, du centre Jeanne-d'Arc d'Orléans, ainsi que le récent ouvrage de Pierre Moinot, *Jeanne d'Arc, le pouvoir et l'innocence*, collection « Les grandes biographies », chez Flammarion.

La grève des marins britanniques

Situation tendue à Douvres

Le climat était tendu, samedi 30 avril, en fin de matinée à Douvres (le plus important port d'Europe pour le trafic de passagers) en raison *de la grève des équipages* des ferries de la P and O, l'importante compagnie maritime qui assure le trafic trans-Manche entre l'Angleterre et le continent.

Une épreuve de force entre la direction de la compagnie et le Syndicat des gens de mer (NUS), qui a placé à Douvres de nombreux piquets de grève, paraissait d'autant plus probable que par solidarité le mouvement semblait devoir s'étendre à la compagnie britannique Sealink.

La grève des équipages de P and O dure depuis plus de deux mois. La direction a licencié un millier de marins grévistes et comptait, avec des équipages non grévistes nouvellement recrutés (et échappant au monopole d'embauche du NUS), armer deux car-ferries. Ces navires venant de Rotterdam étaient samedi matin en rade de Douvres, ce qui explique la tension qui régnait dans le port.

Aux Etats-Unis

Premiers résultats positifs d'un vaccin anti-SIDA

Les premiers résultats positifs de l'expérience américaine de vaccination anti-SIDA chez l'homme ont été rendus publics le samedi 30 avril à Washington par le docteur Tony Fauci, directeur de l'Institut national américain des allergies et maladies infectieuses.

Ces résultats concernent les six premiers volontaires atteints du SIDA qui avaient accepté qu'on leur injecte un fragment purifié du virus, connu sous le nom de « GP 160 » et produit par manipulation génétique. L'injection de cette substance a, selon le docteur Fauci, permis d'observer chez les volontaires l'apparition d'une *immunité* contre le virus. L'expérimentation visait, d'une part, à démontrer l'inocuité de l'injection de la substance GP 160 dans l'organisme humain, et, d'autre part, à prouver que cette substance permettrait le développement d'une protection immunitaire. Selon le *docteur Fauci, ces deux objectifs* ont été atteints.

Des études sont en cours pour préciser la quantité exacte de GP 160 qui devrait être *utilisée* et les modalités précises de la vaccination. L'ensemble des données scientifiques concernant cette expérimentation devaient être rendues publiques le 30 avril à Washington dans le cadre de la convention annuelle de la Fondation américaine pour la recherche clinique.

L'autorisation officielle pour le lancement d'un programme expérimental de vaccination avait été donnée par le gouvernement américain en août dernier (*le Monde* du 20 août 1987). La substance vaccinante est produite par la firme pharmaceutique MicroGeneSys. Les premiers essais avaient été pratiqués chez des *singes* rhésus, puis ensuite chez d'autres animaux, en particulier des chimpanzés. Le passage de l'animal à l'homme devait *a priori* concerner un groupe de quatre-vingt volontaires séronégatifs, en majorité des homosexuels. Une série de difficultés avaient ensuite amené les responsables américains à modifier la méthodologie et l'expérimentation (*le Monde* du 28 avril).

L'expérimentation effectuée à Washington sur des malades atteints du SIDA devrait être suivie maintenant de travaux similaires sur des personnes saines. Les résultats *obtenus confirment* ceux qu'on a observés sur l'animal, et laissent espérer des résultats positifs sur l'homme sain. Ils ne permettent toutefois pas de conclure aujourd'hui que l'on dispose du vaccin définitif – c'est-à-dire sans danger et efficace – contre le SIDA.

J.-Y. N.

● **Générale de Belgique : M. Lippens nommé président du comité restreint.** – Le comité restreint du conseil d'administration de la Société générale de Belgique (SGB), créé à l'issue de l'assemblée générale du 14 avril, a désigné M. Maurice Lippens, patron des Assurances générales (AG), comme *président. Les AG font partie du bloc* franco-belge conduit par la Compagnie financière de Suez, et qui détient la majorité du capital de la SGB.

● **Grève à UTA.** – Le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) a lancé, à la compagnie UTA, une grève de quatre jours, du samedi 30 avril à 14 heures au jeudi 4 mai à 2 heures du matin. Par cet arrêt de travail, il *« entend s'opposer fermement à la volonté de la direction générale d'exploiter des avions appartenant à UTA avec du personnel navigant n'appartenant pas à UTA »*. Cette partie de bras de fer concerne le recrutement par Aéromaritime, filiale d'UTA, de pilotes payés *environ 60 000 F de moins par an* que leurs collègues (*le Monde* du 20 février). Selon la direction, tous les passagers seront acheminés à destination grâce à des avions affrétés auprès d'autres transporteurs ou sur des vols réguliers de compagnies concurrentes. Renseignements : tél. : (1) 47-76-95-75 ou 47-76-41-52.

Le numéro du « Monde » daté 30 avril 1988 a été tiré à 643 101 exemplaires

A B C E F G H